

A photograph of a man and a woman standing outdoors, looking at a tablet together. The man is on the left, wearing a light blue shirt, and the woman is on the right, wearing a striped shirt and holding a clipboard. They are both smiling and appear to be in a professional setting. The background shows a blurred green tree and a building.

COMPTE RENDU D'EXÉCUTION DE LA PROGRAMMATION 2025

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie





NOTE AUX LECTEURS

Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique,
dans le seul but de ne pas alourdir le texte.



COMPTE RENDU D'EXÉCUTION DE LA PROGRAMMATION

> 2025 >

1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2025

« Malgré les tensions et les incertitudes du monde, la Francophonie a su produire des résultats concrets au service des populations : améliorer la qualité de l'éducation, soutenir l'enseignement du et en français, accompagner l'entrepreneuriat, développer les compétences numériques, et promouvoir des sociétés durables plus inclusives où nul n'est laissé de côté. »

**Louise MUSHIKIWABO,
Secrétaire générale de la Francophonie**

P.4 **01 | INTRODUCTION**

Contexte

Méthodologie

Principaux enseignements et acquis

P.9 **02 | OIF 2025 – L'IMPACT EN UN COUP D'ŒIL**

Cartographie de mise en œuvre des projets

Chiffres-clés du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

Exécution budgétaire 2025

Résultats qualitatifs majeurs : effets et impacts de la programmation

P.21 **03 | ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS**

A. Programme Stratégique 1 – La langue française au service des cultures et de l'éducation

B. Programme Stratégique 2 – La langue française au service de la démocratie et de la gouvernance

C. Programme Stratégique 3 – La langue française, vecteur de développement durable

D. Influence et rayonnement de la Francophonie

P.86 **04 | CONCLUSION****P.88** **05 | ANNEXES****P.105** **06 | SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

01

INTRODUCTION

P.5 > Contexte

P.7 > Méthodologie

P.7 > Principaux enseignements et acquis

La programmation 2024-2027 de l'OIF, approuvée lors de la 44^e Conférence ministérielle de la Francophonie à Yaoundé, a achevé sa deuxième année de mise en œuvre en 2025. Cette programmation quadriennale s'inscrit dans le Cadre stratégique 2023-2030 de la Francophonie et prend en compte les recommandations du XIX^{ème} Sommet de la Francophonie ainsi que les orientations stratégiques formulées par les instances. Elle s'articule autour de trois axes stratégiques : la langue française, l'éducation et la culture, la gouvernance démocratique ainsi que le développement durable. Elle est centrée sur les priorités suivantes : la jeunesse et les femmes. Cette programmation est animée par une ambition soutenue pour l'Organisation en termes d'agilité et d'efficacité, une décentralisation actée et une approche opérationnelle impliquant davantage et valorisant pleinement le réseau des représentations extérieures de l'OIF.

Fondée sur ces orientations et sur les résultats obtenus en 2024, la planification 2025 a intégré des innovations tout en renforçant l'approche axée sur les résultats, tant quantitatifs que qualitatifs. Elle a contribué à ancrer davantage les actions de l'OIF sur le terrain et permis d'atteindre un plus grand public, en particulier les jeunes et les femmes, grâce notamment au numérique. Cette évolution significative s'est traduite par une extension géographique des initiatives, l'intégration accrue des outils numériques et une inclusion renforcée des jeunes et des femmes, pour une mise en œuvre plus efficace et un impact consolidé, en cohérence avec les priorités stratégiques de l'Organisation.

RENFORCEMENT DES MODES TRANSVERSAUX DE COLLABORATION

Instaurée en 2024, la gestion matricielle décentralisée des projets a amélioré de manière significative la capacité de l'OIF à répondre aux besoins des populations par une mise en œuvre plus impactante des actions. En 2025, cette dynamique s'est traduite par une avancée significative du processus de décentralisation opérationnelle, avec l'achèvement du transfert du pilotage de 11 projets désormais conduits par les Représentations extérieures de l'OIF, les Instituts spécialisés et les Centres régionaux francophones pour l'enseignement du français (CREF) ainsi que par la mise en place d'une gestion partiellement décentralisée pour 3 autres projets. Cette évolution renforce l'ancrage territorial de l'action de l'OIF, rapproche la mise en œuvre des réalités de terrain et consolide le rôle des dispositifs déconcentrés dans le pilotage, le suivi et la valorisation des résultats.

La consolidation de cette approche matricielle et de suivi des projets, amorcée avec le renforcement des capacités des équipes-projets et les transferts

de compétences aux REPEX, s'est poursuivie avec l'adoption d'outils numériques de collecte et d'analyse des résultats en temps réel pour un pilotage plus agile et réactif des programmes. Cette approche a favorisé une meilleure inclusion des jeunes et des femmes davantage perçus comme des acteurs de changement. Cette démarche ainsi que l'amélioration de l'inclusivité ont permis d'optimiser la coordination des projets, d'orienter les décisions au plus proche des besoins des bénéficiaires, d'ajuster les actions en fonction des évolutions de terrain, de favoriser la participation active et l'autonomisation des jeunes et des femmes, pour une mise en œuvre des projets plus efficiente et performante.

L'année 2025 s'est ainsi caractérisée par le renforcement des modalités de collaboration transversale ainsi que par la consolidation de la décentralisation qui ont permis une flexibilité accrue dans la mise en œuvre des activités, facilitant un ancrage plus fort de l'action de l'Organisation sur le terrain.

ÉVOLUTION SIGNIFICATIVE DES ACTIONS

En 2025, l'action de l'OIF a été marquée par des évolutions significatives dans la perspective d'une mise en œuvre plus efficace et d'un impact renforcé, en cohérence avec les priorités stratégiques de l'Organisation.

Extension géographique des initiatives

Dans l'objectif de renforcer la présence et l'influence de la langue française à l'échelle internationale, l'OIF a procédé à l'élargissement géographique de projets à impact durable.

Ainsi, les Initiatives Francophones Nationales (IFN) ont pu être mises en œuvre dans des États membres de la Francophonie des régions de l'océan Indien et du Moyen Orient (Madagascar et Liban), permettant ainsi d'étendre l'action de l'OIF. Dans le domaine de la traduction et de l'interprétation, la mise en œuvre de la filière Traduction/Interprétation du Collège international de Villers-Cotterêts a été réalisée, consolidant ainsi la formation des professionnels du secteur.

En matière de gouvernance, l'action de l'OIF s'est caractérisée par une dynamique de renforcement des institutions et de consolidation démocratique au sein de l'espace francophone. C'est dans ce cadre que le projet État civil a été étendu au Bénin, au Congo et dans l'Union des Comores, permettant l'amélioration du processus d'identification des enfants, la formation des agents et la sensibilisation des populations.

Intégration renforcée du numérique

L'importance accordée au numérique s'est traduite par l'intégration de l'intelligence artificielle éducative dans le projet IFADEM marquant une avancée significative en matière d'innovation pédagogique pour la formation des enseignants. Dans le même esprit, la modernisation des CLAC a abouti à la diversification de leur offre par le biais d'une jonction avec les formations numériques du projet D-CLIC. Enfin, un Centre de ressources agile a été mis en place pour structurer l'action ainsi que le plaidoyer francophone en matière de gouvernance numérique et d'intelligence artificielle. Par ailleurs, des initiatives visant à créer un espace numérique éthique dans l'espace francophone ont été mises en œuvre en vue de l'encadrement des plateformes numériques, conformément à l'Appel de Villers-Cotterêts.

Inclusion accrue des jeunes et des femmes

En 2025, année marquant le 30^e anniversaire de l'adoption de la déclaration ainsi que du plan d'action de Beijing, l'OIF a poursuivi ses efforts d'intégration systémique des thématiques transversales : l'égalité femmes-hommes, la jeunesse et la société civile. En ce qui concerne le renforcement de l'inclusion des jeunes et des femmes en matière de gouvernance démocratique, des actions spécifiques ont été mises en œuvre pour renforcer leur participation dans les processus politiques et institutionnels des pays francophones.

Une nouvelle initiative d'appui à la jeunesse a été développée afin de renforcer l'engagement et l'intégration socio-économique des jeunes francophones en leur offrant des opportunités de formation, d'accompagnement, d'entrepreneuriat et de mise en réseau en lien avec l'innovation. Afin de faciliter le développement des compétences, professionnelles et entrepreneuriales, alignées avec les besoins du marché du travail, ainsi que la mobilité et les échanges entre jeunes francophones, une plateforme de formation et de mentorat a été créée. Cette plateforme a notamment permis leur mise en relation avec des experts et des coachs, tout en favorisant l'émergence d'un réseau dynamique et structuré de jeunes entrepreneurs francophones.

À travers ces diverses initiatives, l'OIF s'inscrit dans une démarche globale visant à autonomiser une nouvelle génération de leaders engagés dans la transformation économique et sociale de l'espace francophone.

OBJECTIF ET MÉTHODOLOGIE

UN PROCESSUS AXÉ SUR L'ANALYSE DES RÉSULTATS

Le compte-rendu d'exécution présente le bilan des actions réalisées par l'OIF en 2025. Suivant l'approche adoptée depuis 2024, il opère l'analyse quantitative et qualitative des résultats, des défis rencontrés ainsi que des enseignements tirés. Dans cette perspective, l'accent est mis sur l'impact des projets et l'apprentissage organisationnel de manière à continuellement améliorer l'action de l'OIF.

UN SYSTÈME AMÉLIORÉ DE DOCUMENTATION DES IMPACTS

Dans le cadre de l'élaboration du Compte rendu d'exécution (CREX), la collecte des données relève d'un

processus continu qui s'appuie sur de nombreuses sources. La documentation des résultats quantitatifs et qualitatifs s'appuie sur les informations fournies par le Système informatisé de suivi-évaluation (SISE), les rapports de projets et d'évaluations, les témoignages des bénéficiaires, les missions de suivi sur le terrain et les enquêtes qualitatives qui permettent de mesurer les impacts des projets et d'établir leur pertinence au regard des objectifs et des cibles visés. Par ailleurs, l'adoption d'outils numériques de collecte et d'analyse des résultats en temps réel a largement contribué à un pilotage plus agile et réactif des programmes.

Cette approche a permis de renforcer le suivi et la reddition de comptes, à travers des indicateurs de performance et une revue intégrée des résultats.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS ET ACQUIS

L'OIF a poursuivi la décentralisation de ses projets, permettant ainsi de renforcer le dialogue avec les acteurs locaux et d'ajuster ses interventions aux réalités des territoires. Son approche intégrée par équipes-projets ainsi que son système amélioré de documentation des impacts, avec des indicateurs de performance affinés, ont contribué à une reddition plus rigoureuse.

CONSOLIDATION DE LA DÉCENTRALISATION

La gestion matricielle décentralisée des projets a permis d'accroître l'autonomie opérationnelle des équipes-projets, contribuant à l'amélioration de la capacité de l'OIF à répondre aux besoins des populations en fonction des réalités locales. Cette gestion, orientée vers la performance dans la mise en œuvre des projets a produit de nombreux effets positifs.

Elle s'est notamment distinguée par une plus grande réactivité dans le déploiement des interventions, une meilleure prise en considération des besoins spécifiques des bénéficiaires à l'échelle régionale, ainsi qu'une allocation plus efficiente des ressources. Elle a également favorisé une gestion plus agile des projets, permettant ainsi une prise en compte plus fine des réalités de terrain.

UNE DYNAMIQUE DE COHÉRENCE STRATÉGIQUE ET DE RECENTRAGE

En 2025, l'alignement des actions de l'OIF avec le Cadre stratégique 2023-2030 et les recommandations du XIX^{ème} Sommet a été renforcé. Dans ce cadre, les initiatives en faveur du multilinguisme et de la promotion du français à l'international se sont poursuivies et amplifiées, à travers notamment la formation et le renforcement des compétences linguistiques d'acteurs clés. Le soutien aux processus démocratiques et aux opérations de paix notamment grâce à de la médiation interculturelle et linguistique et l'accompagnement des initiatives en faveur de la stabilité et du dialogue institutionnel ont été consolidés. L'accompagnement de pays en transition vers le rétablissement de l'ordre constitutionnel et démocratique en privilégiant un dialogue inclusif s'est poursuivi, mettant en exergue la plus value de l'OIF.

Des actions visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité ont été renforcées grâce au développement des formations à distance et à la mobilité des enseignants. Par ailleurs, la promotion de l'employabilité des jeunes a été consolidée à travers des initiatives dans les domaines du numérique, du tourisme durable et de l'environnement. En ce qui concerne la mise en œuvre effective des engagements internationaux en matière de biodiversité et de climat, les États ont été accompagnés et leur participation aux négociations mondiales sur l'océan et l'écosystème marin, facilitée.

Par ailleurs, l'OIF a déployé de nouvelles initiatives pour la jeunesse francophone afin de mieux répondre aux attentes spécifiques des États et gouvernements membres. Dans ce cadre, une plateforme dédiée aux jeunes entrepreneurs francophones pour faciliter leur mise en relation avec des experts et favoriser l'émergence d'un réseau dynamique et structuré d'entrepreneurs francophones a été mise en place.

INTÉGRATION RENFORCÉE DES THÉMATIQUES TRANSVERSALES (JEUNESSE, FEMMES, SOCIÉTÉ CIVILE)

L'OIF accorde une priorité stratégique à l'inclusion des jeunes et des femmes, en les intégrant pleinement dans les projets non seulement comme bénéficiaires, mais aussi comme acteurs du changement. Cette dynamique a été renforcée par l'adoption d'une approche transversale et le développement de nou-

velles initiatives structurantes, favorisant ainsi la participation active et l'autonomisation des jeunes et des femmes. Parmi ces actions phares, l'initiative « **Cuisson propre** » a contribué à l'autonomisation des femmes en milieu rural et périurbain en leur facilitant l'accès à des technologies de cuisson durable. Cette action a contribué à réduire la précarité énergétique, à améliorer la qualité de vie des ménages et à promouvoir des pratiques écologiques adaptées aux réalités locales. L'initiative « **Destination Éco-Talents** » a joué un rôle clé dans l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes en les formant aux métiers du tourisme durable tandis que l'**initiative d'appui à la jeunesse** a accompagné les jeunes francophones dans la structuration et l'accélération de leurs projets dans les domaines de la formation, de l'employabilité, de l'entrepreneuriat, de l'environnement et de la culture.

S'agissant de la 6^e édition du Fonds « **La Francophonie avec Elles** », celle-ci a confirmé la pertinence de ce projet comme levier d'autonomisation économique et sociale des femmes dans l'espace francophone. Si les projets financés sont principalement déployés en Afrique de l'Ouest (34%), le Fonds FAE œuvre à une meilleure répartition géographique et cette 6^e édition touche 5 nouveaux pays dont l'Arménie, la Moldavie, l'Égypte, le Ghana et Sao Tomé-et-Principe.

Les initiatives en faveur d'une agriculture durable et intelligente ont été renforcées, notamment par l'adoption de pratiques innovantes, respectueuses de l'environnement et adaptées aux enjeux climatiques dans le Bassin du Congo. Les formations dans le domaine du tourisme et des négociations internationales portant sur le climat, la biodiversité et l'environnement ont permis une montée en leadership des femmes. 86% des bénéficiaires sont ainsi devenues consultantes ou cheffes de délégations de leur pays dans le cadre d'événements internationaux.



02

L'IMPACT EN UN COUP D'ŒIL

P.10 > L'action de l'OIF
à travers l'espace francophone

P.12 > Chiffres-clés du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2025

P.15 > Focus sur les priorités stratégiques 2025

P.18 > Résultats qualitatifs majeurs

L'ACTION DE L'OIF À TRAVERS L'ESPACE FRANCOPHONE



PROGRAMMES STRATÉGIQUES

1. La langue française au service des cultures et de l'éducation

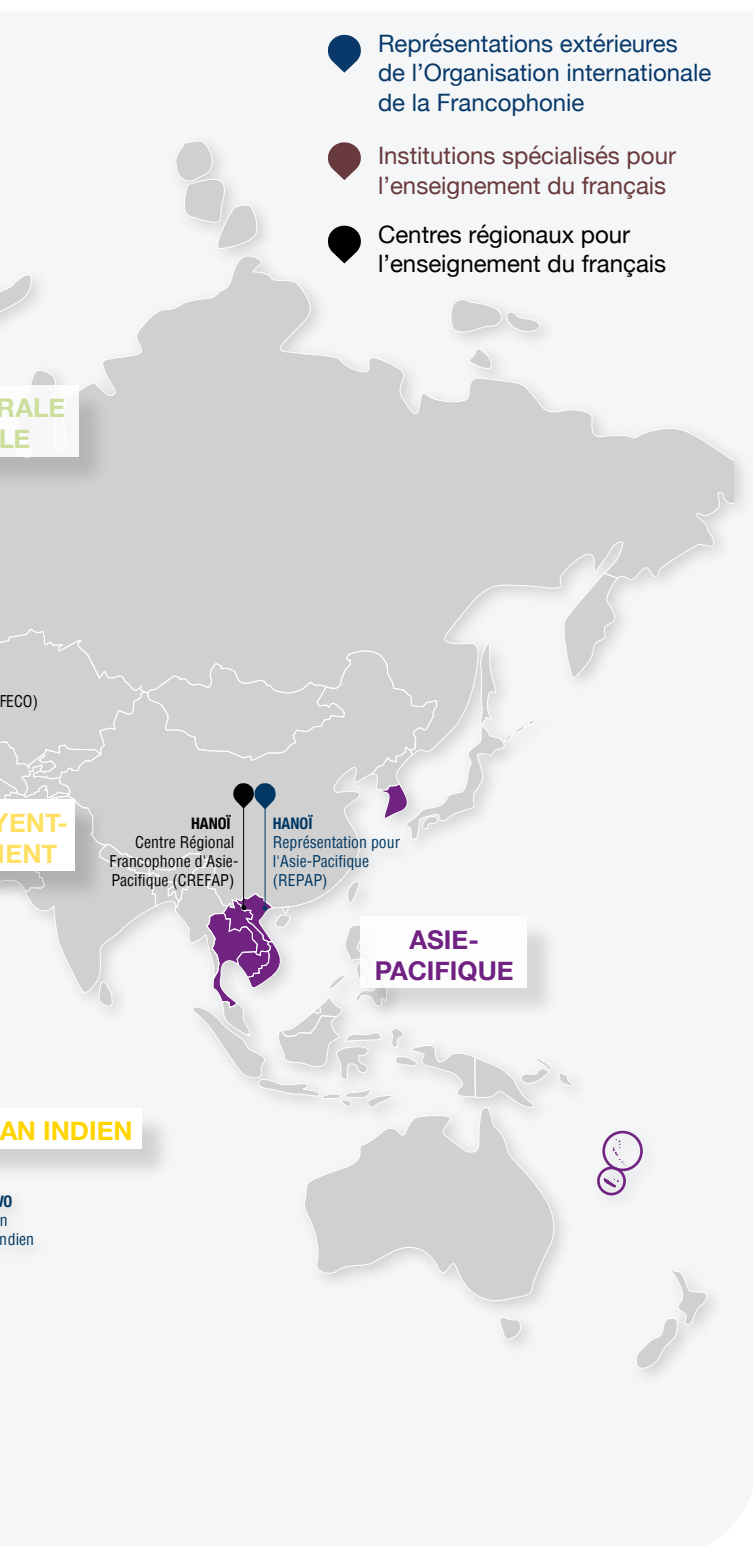
P1 La langue française, langue internationale **P2** La langue française, langue d'enseignement et d'apprentissage
P3 Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) **P4** École et langues nationales en Afrique (ELAN)
P5 Acquérir des savoirs, découvrir le monde (CLAC) **P6** Industries culturelles et découvrabilité **P7** Jeux de la Francophonie

2. La langue française au service de la démocratie et de la gouvernance

P9 État civil **P10** Renforcement de l'État de droit, des droits de l'Homme et de la justice **P11** Prévention et lutte contre les désordres de l'information **P12** Accompagnement des processus démocratiques **P13** Soutien à la paix et à la stabilité

3. La langue française, vecteur de développement durable

P14 La Francophonie avec Elles **P15** Innovations et plaidoyers francophones **P16** D-CLIC **P17** Promotion des échanges économiques et commerciaux francophones **P18** Accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement et de climat **P19** Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo
P20 Promotion du tourisme durable

**AFRIQUE CENTRALE**

Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Congo (RD), Gabon, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad

P1, **P2**, **P3**, **P4**, **P5**, **P6**, **P7**, **P9**, **P10**, **P11**, **P12**, **P13**, **P14**, **P15**, **P16**, **P17**, **P18**, **P19**

AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Équatoriale, Sénégal, Togo

P1, **P2**, **P3**, **P4**, **P5**, **P6**, **P7**, **P9**, **P10**, **P11**, **P12**, **P13**, **P14**, **P15**, **P16**, **P17**, **P18**, **P20**

AFRIQUE DU NORD

Maroc, Mauritanie, Tunisie

P1, **P2**, **P4**, **P6**, **P7**, **P10**, **P12**, **P13**, **P15**, **P16**, **P17**, **P18**, **P20**

AMÉRIQUES

Argentine, Canada, Canada/Nouveau-Brunswick, Canada/Ontario, Canada/Nouvelle Écosse, Canada / Québec, Chili, Costa-Rica, Louisiane, Mexique, Uruguay

P1, **P2**, **P6**, **P10**, **P12**, **P13**, **P16**, **P17**, **P18**

ASIE-PACIFIQUE

Cambodge, Corée du Sud, France/Nouvelle-Calédonie, Laos, Polynésie française, Thaïlande, Vanuatu, Vietnam

P1, **P2**, **P6**, **P9**, **P10**, **P12**, **P13**, **P14**, **P16**, **P17**, **P20**

CARAÏBES

Dominique, Dominicaine (République), Haïti, Sainte-Lucie

P1, **P3**, **P10**, **P11**, **P12**, **P13**, **P14**, **P15**, **P16**, **P17**, **P18**

EUROPE OCCIDENTALE

Andorre, Autriche, Belgique, Chypre, France, Grèce, Irlande, Luxembourg, Malte, Monaco, Sarre (Land de) Suisse, Wallonie-Bruxelles (Fédération)

P1, **P2**, **P6**, **P7**, **P10**, **P12**, **P13**, **P15**, **P16**, **P17**

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Tchèque (République), Ukraine

P1, **P2**, **P7**, **P10**, **P11**, **P12**, **P13**, **P16**, **P17**, **P18**

OCÉAN INDIEN

Comores, Djibouti, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles

P1, **P2**, **P3**, **P4**, **P5**, **P6**, **P7**, **P9**, **P10**, **P12**, **P13**, **P14**, **P16**, **P17**, **P18**, **P20**

MOYEN-ORIENT

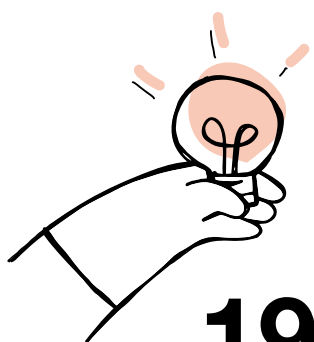
Égypte, Liban, Qatar, Émirats arabes unis

P1, **P2**, **P3**, **P6**, **P10**, **P12**, **P13**, **P14**, **P15**, **P16**, **P17**

CHIFFRES-CLÉS

PORTÉE DES ACTIONS ET BÉNÉFICIAIRES

Les actions de l'OIF déployées à travers tout l'espace francophone apportent, en priorité, une contribution significative à l'autonomisation des jeunes et des femmes francophones.



19

Projets¹



26,8 M d'€

ont été exécutés au titre du FMU,
soit un taux d'exécution de 98%



+ de **1 540 000**

Bénéficiaires directs
dont 52% de femmes
et 35% de jeunes*

* Les jeunes correspondent à la tranche de moins de 35 ans



55,8 M d'€

ont été mobilisés en 2025

dont 27,3 millions au titre du Fonds multilatéral unique (FMU) et 28,5 millions provenant de financements extérieurs.

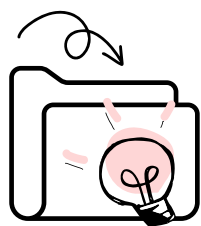
1. Le projet Radio Jeunesse étant clôturé, il n'est pas intégré au périmètre de suivi et de reddition des résultats de ce compte rendu d'exécution.

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2025

Programme stratégique	FMU		
	Budget planifié	Budget exécuté	Taux d'exécution
LA LANGUE FRANÇAISE AU SERVICE DES CULTURES ET DE L'ÉDUCATION	10 910 762	10 583 770	97%
LA LANGUE FRANÇAISE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA GOUVERNANCE	5 623 397	5 580 322	99%
LA LANGUE FRANÇAISE, VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	10 792 841	10 606 003	98%
ENSEMBLE	27 327 000	26 770 095	98%

L'analyse du tableau met en évidence une performance globale très satisfaisante pour les financements FMU. En effet, avec un taux d'exécution global de 98 %, les résultats témoignent d'une bonne maîtrise de la planification et d'une mise en œuvre efficace des activités.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



107

outils développés et partagés :

Formations, CLOM, webinaires, campagnes de sensibilisation, actions de plaidoyer organisées par l'OIF, incluant les différentes publications soutenues par l'OIF.

+ de 164 000 personnes

ont bénéficié de formations en 2025,

dont 27 % de femmes et 50 % de jeunes. Ce résultat représente une progression très significative par rapport à 2024, avec un volume de bénéficiaires multiplié par 2,54 (soit une hausse d'environ 154 %). Ces interventions couvrent divers domaines, notamment la maîtrise de la langue française, les pratiques d'enseignement innovantes et de qualité, la formation professionnelle, la gestion de l'état civil, la démocratie et la bonne gouvernance, le numérique ainsi que le tourisme durable. Dans ce contexte, les actions de renforcement des capacités se sont affirmées comme un levier stratégique majeur, contribuant au développement des compétences linguistiques, pédagogiques et professionnelles des bénéficiaires. Elles participent également à l'amélioration de leur employabilité, à l'élévation de la qualité de l'éducation et au renforcement de l'efficacité des services publics.

ACTIONS DE TERRAIN



623

protocoles avec les partenaires

institutions publiques, ONG et OING, universités et centres de recherche, ainsi que collectivités territoriales ont été subventionnés afin de mettre en œuvre des initiatives concrètes sur le terrain dans les différents champs d'intervention de l'OIF.



Un montant de

20 341 275€

représentant 51 % des engagements, a été mobilisé via le FMU et les fonds extrabudgétaires pour financer des initiatives de terrain : ces investissements, qui constituent un axe majeur de l'action de l'OIF, ont été davantage orientés en 2025 vers les activités contribuant directement aux ODD. Portés par les acteurs locaux, ces initiatives ont contribué à renforcer les compétences et l'esprit entrepreneurial des jeunes, à promouvoir l'autonomisation des femmes, à soutenir l'innovation dans le Bassin du Congo et à encourager le développement d'un tourisme rural durable.



« Pour moi,
l'OIF c'est
l'autonomisation,
c'est l'inclusion
et c'est surtout
l'espoir »

**Ibrahima Diabate,
Président du Conseil
National de la Jeunesse
de Côte d'Ivoire**



FOCUS SUR LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES 2025

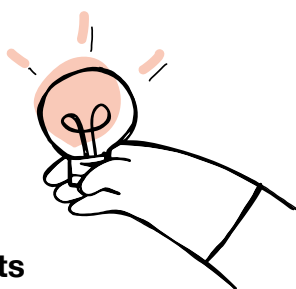
JEUNESSE ET EMPLOYABILITÉ

7

projets

déployés par l'OIF

contribuent directement à la création d'emplois, notamment à travers des actions de formation, de professionnalisation et de préparation à l'insertion professionnelle, ainsi que par le soutien aux activités génératrices de revenus (AGR), aux microentreprises, aux initiatives entrepreneuriales et à d'autres activités économiques créatrices d'emplois.



+ de **28 000** jeunes

ont bénéficié des parcours de formation, de professionnalisation et de préparation à l'insertion professionnelle. Ces actions ont couvert des formations au numérique, des formations techniques et professionnelles (couture, coiffure, agriculture, etc.), des formations aux métiers du tourisme durable, ainsi qu'un accompagnement des jeunes sur les solutions et innovations climatiques.



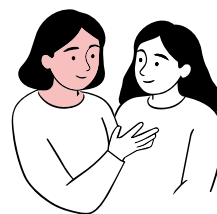
Environ **10 417** initiatives
économiques directes ont été financées

contribuant à la création et au maintien d'emplois, ainsi qu'à des retombées économiques plus larges. Ces initiatives couvrent notamment les activités génératrices de revenus (AGR), l'économie verte, l'agriculture durable, le tourisme et d'autres secteurs à fort ancrage territorial.

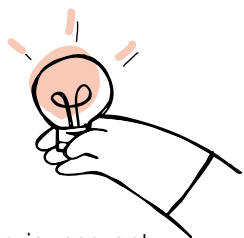


Impact : La majorité des jeunes formés déclarent avoir obtenu ou maintenu un emploi grâce aux différentes formations de l'OIF et à travers les activités génératrices de revenu, le financement ou l'accompagnement entrepreneurial, principalement au bénéfice des femmes et des jeunes.

FEMMES ET INNOVATION



55 innovations et solutions climatiques



portées par des femmes et des jeunes ont été développées, notamment dans le Bassin du Congo, contribuant à la structuration d'un écosystème francophone d'innovation verte.

+ de 10 400 femmes ont été accompagnées dans des initiatives d'entrepreneuriat et d'innovation

constituant un appui structurant à leur autonomisation économique et renforçant leur positionnement au sein des écosystèmes innovants.



1 182 personnes ont bénéficié de formations en français langue étrangère intégrant l'intelligence artificielle

dont 592 femmes, mettant en lumière leur rôle clé dans l'innovation pédagogique et le développement de nouvelles pratiques grâce au renforcement de leurs compétences technologiques.



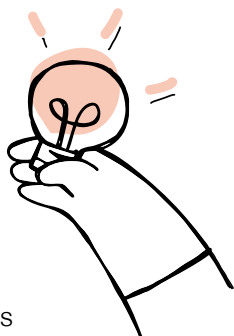
Environ 19 000 jeunes ont été formés aux métiers du numérique, dont 35 % de femmes

renforçant leur insertion dans les secteurs d'avenir, leur accès à des emplois qualifiés et leur participation active aux transformations technologiques.

LANGUE FRANÇAISE

6 projets déployés par l'OIF ont un impact direct sur la dynamique des locuteurs francophones

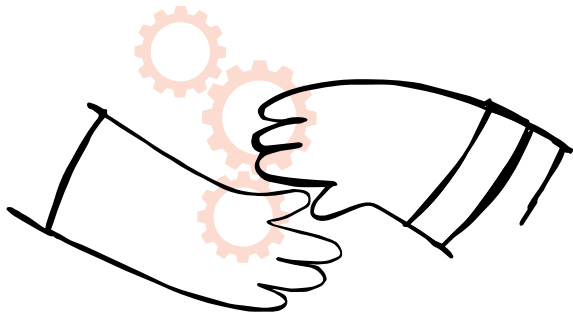
plus de 92 000 fonctionnaires et acteurs éducatifs ont renforcé durablement leur capacité à utiliser le français dans les contextes éducatifs, professionnels et sociaux.



7 projets ont un impact positif sur l'écosystème francophone

en favorisant une exposition élargie au français et son usage dans divers secteurs, notamment à travers des formations techniques et professionnelles en français (D-CLIC, FAE) de plus de 28 000 jeunes et femmes, et des initiatives culturelles et événementielles (activités extrascolaires, Jeux de la Francophonie, prix littéraires) touchant près de 2 millions de personnes.

CONTRIBUTION AUX ODD



En 2025, l'OIF a renforcé son engagement en faveur d'une éducation inclusive et de qualité à travers l'accompagnement des politiques éducatives, la formation de plus de 85 000 acteurs clés et la diffusion de pratiques pédagogiques innovantes.



En soutenant des initiatives locales et en favorisant la circulation des expressions culturelles francophones, touchant plus de 1 763 287 personnes, elle a contribué à renforcer l'inclusion, le dialogue interculturel et la cohésion sociale au sein des États et gouvernements membres.



La mobilisation de partenariats techniques et financiers a constitué un axe majeur d'intervention. En développant 623 partenariats avec des acteurs institutionnels, économiques et de la société civile, l'OIF a accru l'impact de ses actions, favorisé le partage de ressources et encouragé des dynamiques de coopération internationale au service des ODD.



L'OIF a soutenu le renforcement des cadres institutionnels et démocratiques en accompagnant les politiques publiques, en formant plus de 20 823 acteurs publics et en appuyant les dispositifs de gouvernance. Ces interventions ont contribué à consolider l'État de droit, améliorer la transparence et renforcer la participation citoyenne.



À travers l'appui à des initiatives innovantes, l'OIF a encouragé l'émergence de solutions adaptées aux défis du développement durable. En facilitant l'accès à des ressources techniques et financières, elle a permis de tester, diffuser et amplifier des projets à fort potentiel d'impact dans les pays francophones.



Par ses actions de formation, d'accompagnement entrepreneurial et de facilitation de l'accès aux financements, l'OIF a contribué à renforcer les capacités des femmes et des jeunes à créer, structurer et pérenniser leurs activités économiques. En favorisant leur insertion dans les chaînes de valeur et en encourageant des initiatives innovantes et durables, l'OIF a participé à la réduction des inégalités économiques, à l'amélioration des conditions de vie et au renforcement du rôle des femmes comme actrices du développement au sein de leurs communautés.



RÉSULTATS QUALITATIFS MAJEURS

Les effets transformateurs des projets, tant au niveau individuel qu'institutionnel, ont été mis en évidence grâce aux enquêtes rapides annuelles (ERA) menées auprès des bénéficiaires et partenaires.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS : UN LEVIER D'INFLUENCE ET D'EMPLOYABILITÉ

Les effets du projet « La langue française, langue internationale » dépassent le niveau individuel pour transformer les pratiques institutionnelles, avec 63 % des bénéficiaires déclarant une meilleure capacité à s'exprimer en français et 51,9 % des organisations constatant une amélioration de la qualité des documents multilingues. Cette dynamique traduit un renforcement global de l'influence francophone au sein desdites institutions.

Les actions menées ont également permis une montée en compétences directement valorisable dans les parcours professionnels, avec 73 % des bénéficiaires ayant amélioré leurs compétences en français des relations internationales. Cette évolution renforce leur employabilité dans les environnements multilatéraux et leur capacité à évoluer dans des contextes professionnels exigeants.

INNOVATIONS PÉDAGOGIQUES ET TECHNOLOGIQUES : UNE TRANSFORMATION DES PRATIQUES ÉDUCATIVES

Les dispositifs déployés ont profondément transformé les pratiques pédagogiques, avec 78 % des enseignants déclarant un renforcement significatif de leurs compétences à la suite des actions menées. Cette évolution se traduit par une amélioration de la qualité de l'enseignement et une meilleure adaptation aux besoins des élèves, contribuant à des systèmes éducatifs plus performants.

Les dynamiques numériques ont favorisé l'émergence de communautés éducatives actives et connectées, renforçant la circulation des savoirs et des pratiques innovantes au sein de l'espace francophone.

RENFORCEMENT DE L'ACCÈS AUX SAVOIRS : UN LEVIER POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Les actions en faveur de la lecture publique ont favorisé l'accès des bénéficiaires à des ressources diversifiées et à des environnements d'apprentissage francophones. Elles ont également produit des effets directs sur l'employabilité : 82,8 % des bénéficiaires déclarent une amélioration de leurs connaissances professionnelles, tandis que plus de 4 sur 10 accèdent ensuite à une activité professionnelle, traduisant des retombées socio-économiques. Cette dynamique s'accompagne d'une montée en compétences numériques et techniques, notamment en traitement de texte (45,4 %), contribuant à renforcer de manière durable l'insertion professionnelle des publics.

RAYONNEMENT CULTUREL ET PROFESSIONNALISATION

Les actions menées ont permis une montée en visibilité et en reconnaissance des talents francophones sur la scène internationale, contribuant à transformer les parcours professionnels des artistes. Cette dynamique se traduit par une forte reconnaissance des œuvres, avec 41 % des projets portés par des réalisatrices, illustrant un effet structurant sur l'inclusion des femmes dans les industries culturelles.

MODERNISATION DES SERVICES ET AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉTAT CIVIL

95 % des acteurs formés ont acquis des compétences techniques clés, permettant d'améliorer la qualité et la conformité des actes, de réduire les er-

reurs et de renforcer la traçabilité, tandis que plus de 96 % déclarent avoir valorisé ces acquis dans leur travail. Cette montée en compétence a dépassé les simples services communaux, avec 96 % des acteurs observant une amélioration de l'organisation et de l'efficacité des services grâce au transfert de connaissances vers les acteurs locaux. Par ailleurs, les actions de sensibilisation ont généré une hausse significative des déclarations d'état civil, allant de +15 % à +100 % selon les contextes, traduisant une augmentation de la demande des usagers et une meilleure adhésion aux démarches d'enregistrement.

EFFICACITÉ DES INSTITUTIONS DE L'ÉTAT DE DROIT ET DROITS DE L'HOMME

90 % des acteurs formés ont mis en pratique les compétences acquises, favorisant un effet multiplicateur durable à travers des actions de formation et la création d'initiatives structurantes (comme des unités spécialisées). Ils ont également amélioré leurs pratiques professionnelles, renforçant leur capacité à traiter des affaires complexes et contribuant à une meilleure gestion des dossiers. Par ailleurs, les acquis ont permis de consolider les mécanismes institutionnels (élaboration de manuels, outils de suivi, plans d'action), avec 76 % des acteurs constatant des améliorations en matière de gouvernance. Enfin, les actions de sensibilisation ont renforcé la mobilisation citoyenne, entraînant une hausse des signalements et l'émergence progressive d'une culture d'intégrité, également perçue positivement par 76 % des acteurs.

RENFORCEMENT DE L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION

Le projet a entraîné une transformation significative et mesurable des pratiques : 100 % des acteurs formés ont valorisé leurs acquis, et 69 % constatent des retombées concrètes dans leurs pratiques quotidiennes, avec l'adoption de méthodes plus rigoureuses de vérification de l'information et une vigilance accrue face à la désinformation. Ces compétences ont été largement diffusées grâce à des actions de formation et de sensibilisation, créant un effet multiplicateur au sein des milieux professionnels et académiques. Parallèlement, les publics, notamment les jeunes, ont développé un esprit critique renforcé et une plus grande autonomie face à l'information. Cette dynamique s'est traduite par une amélioration

notable de la qualité et de la fiabilité des contenus, également observée par 69 % des acteurs, tout en renforçant la crédibilité et la professionnalisation des bénéficiaires dans l'écosystème médiatique.

RENFORCEMENT DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES ET INCLUSION POLITIQUE

90 % des acteurs formés ont renforcé leurs capacités d'analyse critique de l'information, en développant une meilleure aptitude à identifier les discours fiables et à les distinguer des tentatives de manipulation. Ce résultat contribue à une participation démocratique plus éclairée et à une meilleure appropriation des enjeux citoyens.

Cette montée en compétences a également produit un effet de diffusion significatif : dans la même proportion, les acteurs formés ont réinvesti les acquis de la formation auprès de leurs pairs, favorisant la circulation des bonnes pratiques et l'élargissement des bénéficiaires indirects. Parmi eux, 67 % constatent déjà des retombées concrètes, notamment à travers le partage d'expériences et l'organisation d'actions en lien avec les processus électoraux.

Une proportion équivalente observe enfin un éveil citoyen renforcé, marqué par une évolution des perceptions, une meilleure compréhension des enjeux démocratiques et une implication plus réfléchie dans la vie publique.

RENFORCEMENT DE LA PAIX ET DE LA STABILITÉ

Le projet a généré des impacts concrets sur la gouvernance et la paix : 83 % des bénéficiaires ont mobilisé leurs compétences pour soutenir l'élaboration et le suivi de politiques publiques liées aux agendas « Femmes, Paix et Sécurité » et « Jeunes, Paix, et Sécurité », et 90 % ont observé des effets tangibles, notamment une meilleure intégration des enjeux de genre et de jeunesse dans la gouvernance. Par ailleurs, 90 % constatent une évolution des pratiques de sécurité vers des approches plus préventives et inclusives, avec une participation accrue des jeunes et une réduction des tensions dans certains contextes. Le programme a également renforcé le leadership, favorisant l'émergence de nouveaux acteurs engagés, notamment parmi les femmes et les jeunes. Enfin, les actions de mise en réseau et de diffusion ont amplifié l'impact des initiatives, renforçant l'influence des bénéficiaires et leur reconnaissance à l'échelle régionale et internationale.

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE : DES REVENUS QUI TRANSFORMENT DES VIES

Le Fonds « La Francophonie avec Elles » agit comme un véritable levier de transformation économique, en permettant à 9 475 femmes de sortir de situations de vulnérabilité pour accéder à une autonomie durable. Les revenus générés ont été multipliés par 3 en moyenne, traduisant un changement profond des conditions de vie. Cette dynamique se confirme par le fait que 45,6 % des bénéficiaires atteignent une autonomie économique, illustrant une transition vers une indépendance financière réelle et durable.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET AUTONOMISATION : LA CUISSON PROPRE COMME LEVIER D'IMPACT

L'initiative « cuisson propre » a contribué à une évolution progressive des pratiques énergétiques vers des solutions plus durables, en s'appuyant sur une forte capacité d'appropriation par les bénéficiaires. 77,1 % des bénéficiaires déclarent un renforcement de leurs capacités techniques, traduisant une meilleure maîtrise des solutions proposées. Par ailleurs, 76,4 % améliorent leur compréhension des enjeux liés au développement durable, confirmant un changement durable des comportements et des pratiques. En agissant comme un levier d'autonomisation, en particulier pour les femmes, 85,9 % d'entre elles confirment l'intégration du genre dans les actions, et 82,2 % ont identifié de nouvelles opportunités économiques ou ressources. Ces résultats traduisent un impact structurant sur l'autonomie économique et la résilience des populations.

ENTREPRENEURIAT ET INSERTION ÉCONOMIQUE

Le programme #CAP Innovation a agi comme un catalyseur de transformation des porteurs de projets, en renforçant leur posture entrepreneuriale et leur capacité à concrétiser leurs initiatives. Cette dynamique s'est traduite par un impact fort sur la motivation, avec 98 % des participants déclarant un effet positif sur leur vision entrepreneuriale avec 32 entreprises créées ou en cours de création.

JEUNES ET FEMMES AUX COMMANDES DU NUMÉRIQUE

Le programme D-CLIC transforme l'accès à l'emploi en ouvrant de nouvelles perspectives professionnelles dans les métiers du numérique. Cette dynamique se traduit par une insertion concrète, avec 24,5 % des bénéficiaires ayant accédé à un emploi et 25 % à un stage, illustrant une transition effective vers le marché du travail. Au-delà de l'emploi classique, le programme favorise des trajectoires plus flexibles et autonomes, adaptées aux mutations du marché du travail. Ainsi, 27,7 % des bénéficiaires se sont orientés vers l'auto-emploi ou des prestations ponctuelles, révélant une capacité accrue à générer leurs propres opportunités économiques.

TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES ET CLIMAT

Dans le Bassin du Congo, les initiatives mises en œuvre ont généré des effets directs sur les conditions de vie et la résilience des populations. Ainsi, 82,8 % des bénéficiaires génèrent désormais des revenus grâce aux solutions déployées, tandis que 69,8 % constatent une augmentation de leur productivité, traduisant un impact tangible sur la sécurité alimentaire et la durabilité économique.



03

ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROGRAMMATION

P.24 > A. Programme Stratégique 1

La langue française au service
des cultures et de l'éducation

P.44 > B. Programme Stratégique 2

La langue française au service
de la démocratie et de la gouvernance

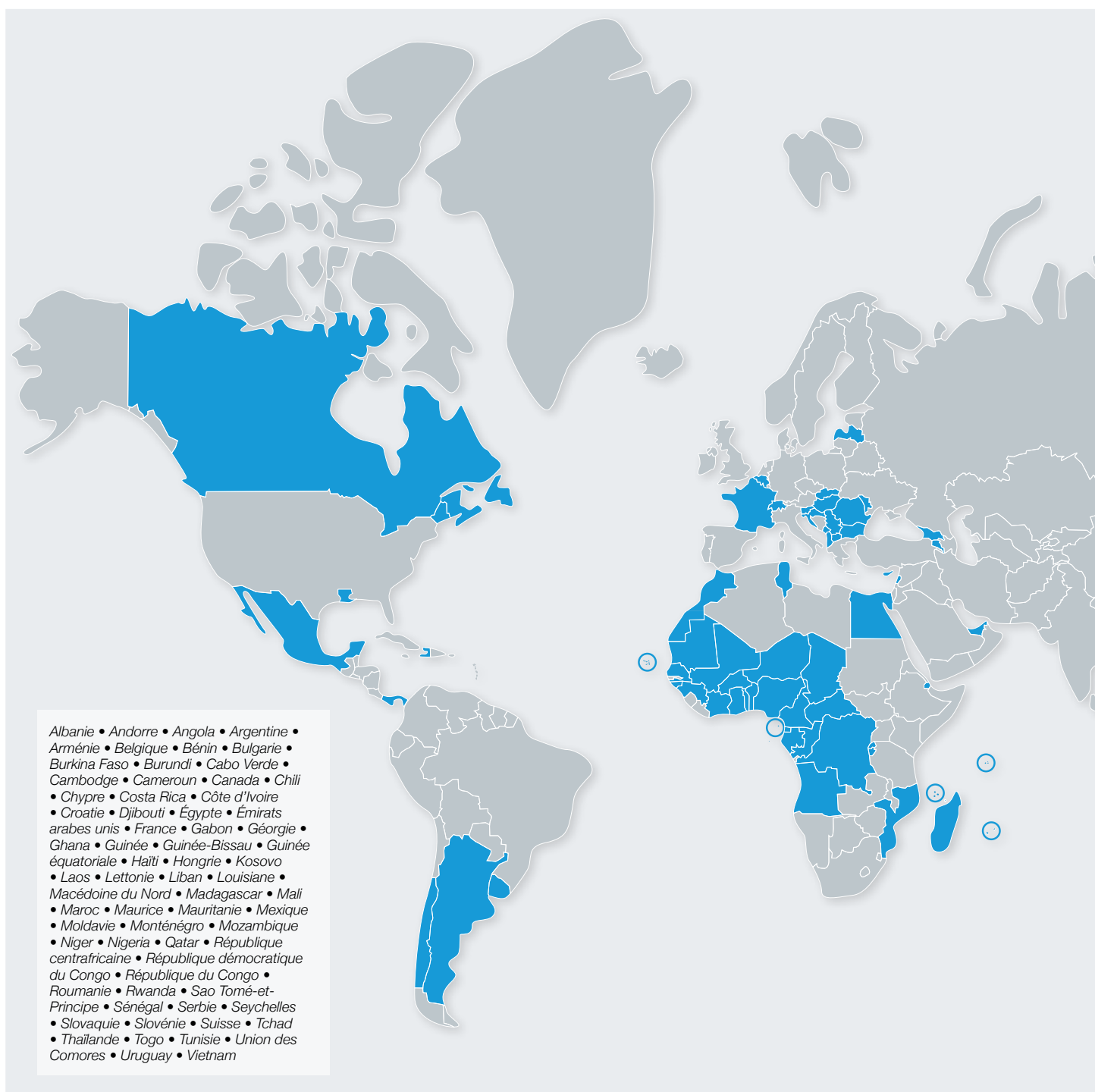
P.62 > C. Programme Stratégique 3

La langue française,
vecteur de développement durable

P.82 > D. Influence et rayonnement de la Francophonie

PROGRAMME STRATÉGIQUE 1

LA LANGUE FRANÇAISE AU SERVICE DES CULTURES ET DE L'ÉDUCATION





BUDGET EXÉCUTÉ

10 583 771 €



TAUX D'EXÉCUTION

97 %

Le programme stratégique « La langue française au service des cultures et de l'éducation » a produit des résultats probants, à la fois en matière de promotion du multilinguisme au sein des instances internationales et de consolidation de l'usage du français dans les administrations nationales. En matière d'éducation, il a favorisé l'intégration de pratiques pédagogiques innovantes et soutenu la formation, la professionnalisation ainsi que la mobilité des enseignants, contribuant ainsi à une amélioration durable de la qualité de l'enseignement et des apprentissages du et en français. Ces dynamiques ont renforcé la diffusion et l'appropriation de pratiques pédagogiques en langue française dans des environnements multilingues, en tant que langue d'enseignement et de communication.

Dans le prolongement de ces acquis, le programme a également accru l'accès des publics à une offre de lecture publique diversifiée, attractive et contextualisée, tout en consolidant les dispositifs d'accompagnement et de professionnalisation des acteurs culturels. L'ensemble de ces interventions s'inscrit dans une logique intégrée de structuration d'écosystèmes culturels plus inclusifs et durables, articulant démocratisation de l'accès, valorisation des contenus et soutien aux créateurs.



4 objectifs visés

La langue française est enseignée, promue et diffusée sur tous les continents de manière stratégique, dans le respect du multilinguisme, gage d'un multilatéralisme plus démocratique et plus efficace.

La qualité de l'éducation est renforcée dans le respect de la diversité linguistique.

La création, la diffusion, la circulation et la découvrabilité des contenus et des produits culturels francophones sont durablement soutenues afin de favoriser la diversité culturelle et linguistique.

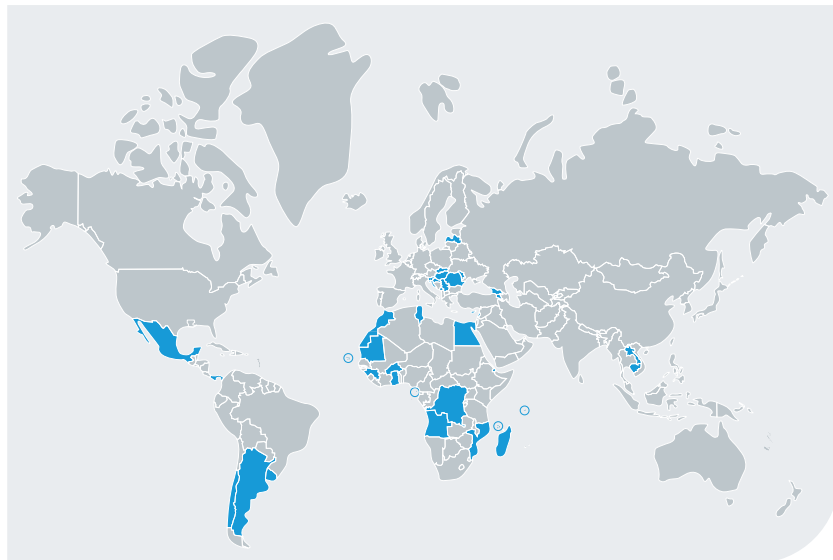
Des espaces d'expression sont promus au service de la jeunesse.

**68 ÉTATS ET
GOUVERNEMENTS
CONCERNÉS**



Projet 1A

LA LANGUE FRANÇAISE, LANGUE INTERNATIONALE



BUDGET PLANIFIÉ

1 704 100 €

BUDGET EXÉCUTÉ

1 662 900 €

TAUX D'EXÉCUTION

98 %

Principales réalisations

En 2025, le projet « La langue française, langue internationale » a renforcé l'usage et l'influence du français comme langue de travail, d'analyse et de communication dans les espaces multilatéraux. Fondé sur une approche intégrée combinant plaidoyer, renforcement des capacités et production de contenus spécialisés, il a contribué à consolider le positionnement du français comme langue d'expertise, de gouvernance et de coopération internationale, tout en soutenant la diversité linguistique.

Les résultats traduisent une consolidation des dispositifs d'appui et de formation : 15 États ont été accompagnés dans le cadre des Initiatives francophones nationales (IFN), dont deux nouvelles déployées à Madagascar et au Liban au bénéfice de plus de 200 fonctionnaires. Des actions structurantes ont également été conduites dans plusieurs pays (Chili, Ethiopie, Suisse) ainsi qu'en Europe centrale et orientale, renforçant les compétences linguistiques et techniques en français des relations internationales, notamment auprès des jeunes.

Le projet a par ailleurs généré des avancées significatives en matière de coopération institutionnelle et de gouvernance linguistique. Plus de 10 organi-

sations internationales et régionales ont été accompagnées, avec des résultats structurants tels que la signature d'un mémorandum avec l'Union africaine (UA) et la mise en œuvre d'initiatives avec le système des Nations Unies (extension des examens linguistiques et actualisation du programme ETHOS). Ces dynamiques ont été renforcées par un plaidoyer actif (8 déclarations, lancement du Groupe des amis du multilinguisme) et par l'organisation d'un séminaire régional réunissant plus de 80 participants, contribuant à l'intégration du multilinguisme dans les politiques institutionnelles.

Enfin, le projet a permis de structurer durablement l'offre de formation en français des relations internationales, à travers le développement de formations de formateurs, la promotion du Diplôme de Français Professionnel – Relations Internationales (DFP-RI) et le renforcement du partenariat avec TV5MONDE. Ces actions se sont traduites par la production de ressources spécialisées, le renforcement des capacités de 48 formateurs issus de 20 structures partenaires et la formation de 40 diplomates, contribuant à la professionnalisation des acteurs et à la consolidation de la place du français dans les pratiques diplomatiques et multilatérales.

Effets et impacts observés

Amélioration des capacités linguistiques et opérationnelles des fonctionnaires et diplomates :

les actions ont permis un usage accru et plus efficace du français dans les environnements professionnels et multilatéraux. 73 % des bénéficiaires indiquent une amélioration globale de leurs compétences, confirmant l'appropriation effective des acquis dans leurs pratiques professionnelles. Dans le détail, 48 % des bénéficiaires indiquent une amélioration de leur communication écrite dans un cadre professionnel, témoignant ainsi d'un usage concret des compétences acquises.

Meilleure intégration du français comme langue de communication :

les actions menées ont contribué au renforcement de l'usage du français au sein des environnements institutionnels avec notamment 63 % des bénéficiaires des formations qui déclarent une amélioration de leur capacité à prendre la parole en français, traduisant ainsi un impact direct sur leur aisance à l'oral en contexte professionnel.

Contribution significative à la promotion du multilinguisme et au renforcement du rôle du français dans la gouvernance internationale :

les acquis issus des formations ont produit des effets structurants à l'échelle organisationnelle avec par exemple 51,9 % des organisations constatant une amélioration de la qualité des documents multilingues, et 48 % d'entre elles relèvent un renforcement des collaborations internationales, qui tend à favoriser une appropriation opérationnelle du français dans les pratiques professionnelles.

Témoignages



À Addis-Abeba, l'OIF a réuni deux cohortes de 33 jeunes professionnels, issus d'une vingtaine de pays africains et sélectionnés parmi 165 candidatures, pour participer aux deux éditions de l'atelier « Clinique de l'esprit d'entreprise en environnement multilatéral », coorganisé avec la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

Lien d'une vidéo témoignage d'une participante à la seconde édition de l'atelier « Clinique de l'esprit d'entreprise en environnement multilatéral » :

https://drive.google.com/file/d/1NryG5LPuYY8egL88tDz0aqWuId9qyb_/view?usp=sharing

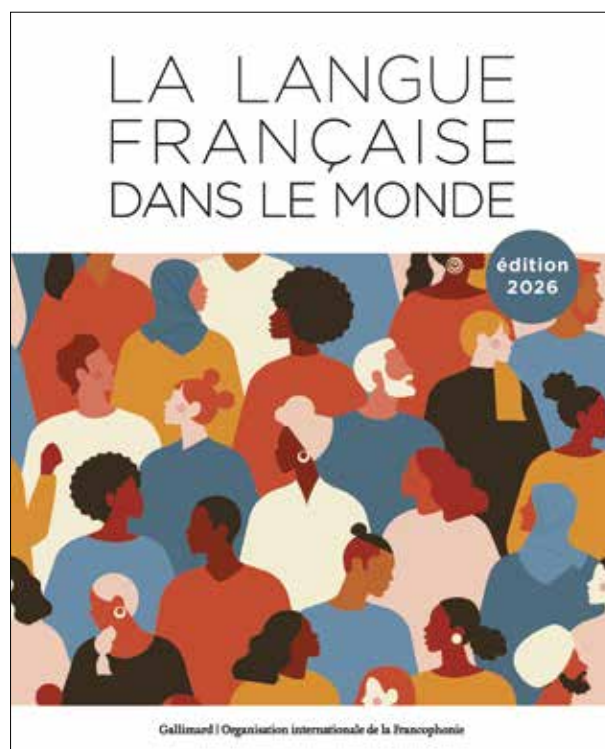


Projet 1B

97 %

Dans le cadre du mécanisme de suivi de la *Déclaration sur la langue française dans la diversité de la Francophonie*, 3 rapports-pays ont été produits (Angola, Bulgarie et Maurice). Ces documents analysent les progrès accomplis, recensent les bonnes pratiques, identifient les défis persistants en matière de politiques linguistiques et formulent des recommandations concrètes pour le renforcement de l'usage du français.

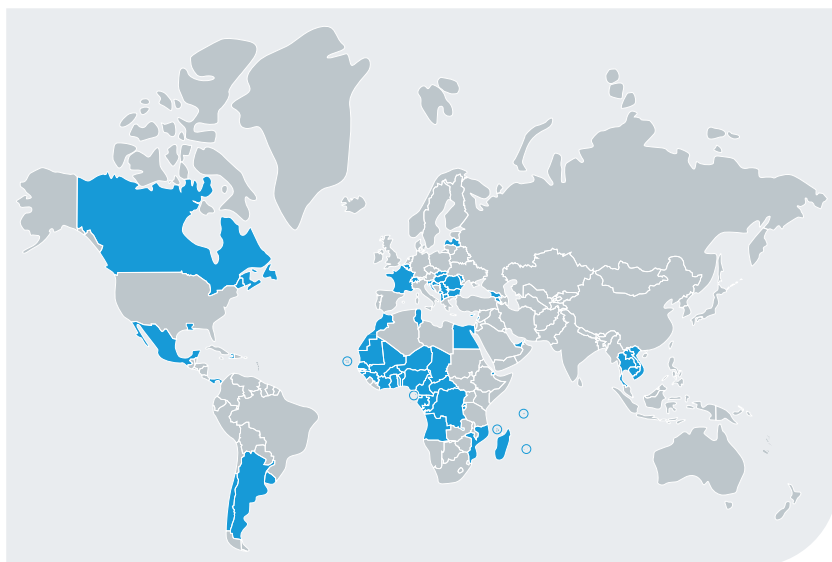
Soucieux de la valorisation de ces données, l'Observatoire de la langue française a également initié l'élaboration d'une plateforme numérique qui a vu le jour en mars 2026. Celle-ci est destinée, entre autres, à la mise en place progressive de son système de veille et de production d'éléments de compréhension en appui aux politiques linguistiques et éducatives des pays.





Projet 1C

CRÉATION CULTURELLE, ARTISTIQUE ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES EN FRANÇAIS



BUDGET PLANIFIÉ

260 000 €

BUDGET EXÉCUTÉ

256 400€

TAUX D'EXÉCUTION

99 %

Principales réalisations

Le volet « Création culturelle, artistique et production de connaissances en français » du projet « La langue française, langue internationale » vise à affirmer la langue française comme langue de création, de dialogue interculturel et de production intellectuelle. L'objectif principal est de la positionner comme un vecteur vivant de savoirs, d'expression artistique et de diversité culturelle dans l'espace francophone et au-delà.

En 2025, le Prix des 5 Continents de la Francophonie a distingué Hemley Boum (Cameroun-France) pour *Le rêve du pêcheur*, après une sélection de 10 romans finalistes. Cette édition a confirmé la capacité du Prix à faire émerger et reconnaître des voix majeures de la littérature contemporaine, tout en incarnant la diversité des écritures francophones. Au-delà de la distinction, un dispositif structuré de valorisation a été déployé autour de la lauréate, à travers une série de tournées internationales (Europe centrale, États-Unis, Moyen-Orient), combinant rencontres académiques, interventions dans des établissements scolaires, conférences universitaires, dialogues avec

les diasporas et participations à des médias internationaux. Ces actions ont permis d'ancrer la littérature francophone dans des espaces de débat intellectuel et de toucher des publics diversifiés, notamment jeunes et universitaires.

Parallèlement, le Prix Ibn Khaldoun-Senghor a été attribué à Stéphanie Dujols pour sa traduction de l'arabe vers le français de « *Je suis ma liberté* » de Nasser Abu Srou. Au-delà de ces distinctions, les actions menées se sont inscrites dans une stratégie de soutien à la circulation des œuvres, de valorisation de la traduction et de professionnalisation des acteurs du livre dans l'espace francophone. Cette dynamique s'est traduite concrètement par des projets de traduction éditoriale, tels que la publication en arabe d'un ouvrage issu du Prix des 5 Continents, « *Evocation d'un mémorial à Venise* » de Khalid Lyamlahy, renforçant les passerelles entre francophonie et monde arabe.

Le projet a également permis une présence significative de l'OIF dans des manifestations littéraires internationales de premier plan. À travers sa participation

au festival Étonnants Voyageurs, l'OIF a contribué à des échanges de haut niveau sur la littérature comme espace de mémoire, de résistance et de création, en réunissant auteurs, jurés et lauréats autour de réflexions sur le rôle du français dans la fabrique des récits contemporains. D'autres événements d'envergure ont renforcé cette dynamique de visibilité. Le festival des Mets et des Mots à la Cité internationale de la langue française, manifestation populaire et transversale, a permis de croiser littérature, gastronomie et expressions culturelles, en réunissant auteurs, artistes et publics autour d'une programmation dense mêlant conférences, tables rondes, lectures et ateliers. Enfin, le soutien aux Rendez-vous de l'his-

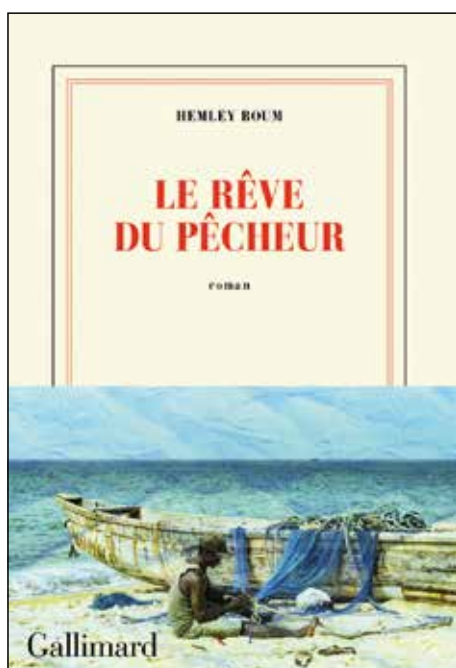
toire de Blois, événement parrainé par l'OIF, a permis de positionner la Francophonie au cœur d'un événement intellectuel majeur, avec une forte visibilité des auteurs francophones, leur participation à des débats de haut niveau et leur intégration dans un espace de diffusion large associant chercheurs, enseignants, étudiants et grand public. Dans leur ensemble, ces actions témoignent d'une stratégie cohérente visant à faire exister la langue française comme espace de création vivant, en articulant reconnaissance des auteurs, circulation des œuvres, traduction et présence dans des espaces de débat intellectuel et culturel à forte visibilité.

Témoignages



« Joie immense d'avoir eu ce Prix prestigieux, ce prix-monde qui montre à quel point le français est vivant, à quel point il nous relie, à quel point la littérature traverse tous les lieux et les frontières »

Hemley Boum, lauréate du Prix
des 5 continents 2025



Quelques extraits de presse et média des tournées de Hemley Boum, lauréate 2025 du Prix des 5 Continents :

<https://www.lorientlejour.com/article/1482105/rencontrer-beyrouth-par-hemley-boum.html>

<https://www.youtube.com/watch?v=AGauv0StWHA>

https://www.youtube.com/watch?v=__xb4CPYNZ0

https://www.youtube.com/watch?v=_NAhsHnlzq0

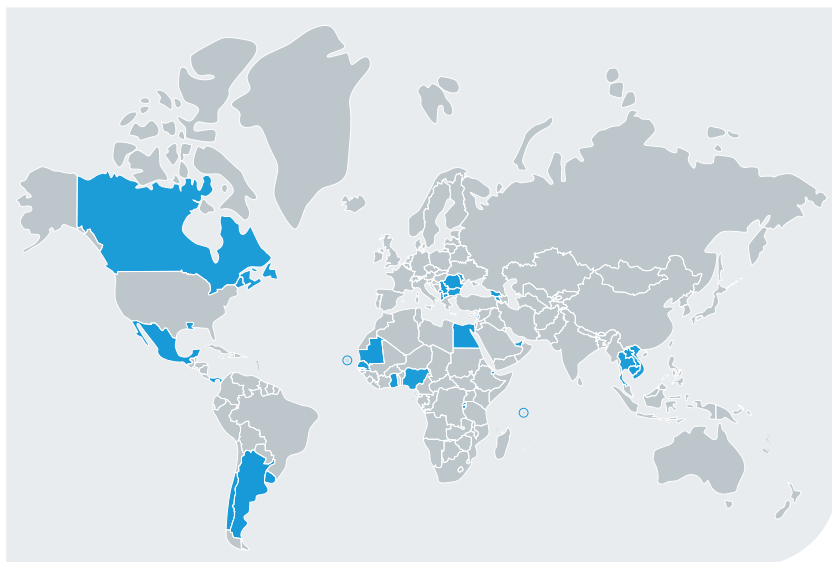
Vidéos Bing





Projet 2

LA LANGUE FRANÇAISE, LANGUE D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE



BUDGET PLANIFIÉ

1 668 373 €

BUDGET EXÉCUTÉ

1 649 660 €

TAUX D'EXÉCUTION

99 %

Principales réalisations

Le projet « La langue française, langue d'enseignement et d'apprentissage » a contribué à promouvoir un enseignement de et en français de qualité, en renforçant les écosystèmes éducatifs francophones de 25 pays. Il a, par exemple, appuyé les politiques éducatives de 17 États à travers des actions techniques et de plaidoyer, accompagnant des réformes curriculaires (Liban, Qatar, Rwanda, Seychelles), l'actualisation de référentiels de compétences (Cambodge, Laos, Vietnam) et le soutien aux systèmes éducatifs de 9 pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'à Chypre.

En 2025, le projet a déployé 115 enseignants volontaires au Rwanda et aux Seychelles et préparé le déploiement de 12 enseignants au Cambodge en 2026. Il a également accompagné l'élaboration et la mise en œuvre de la révision des programmes de Français Langue Etrangère (FLE) et de disciplines non-linguistiques (DNL) dans les 6 écoles bilingues francophones. Les actions de formation conduites par les Centres régionaux francophones pour l'ensei-

gnement du français (CREF) et les Représentations extérieures (REPEX) ont favorisé une montée en compétences des enseignants, tant sur les plans linguistique et didactique que dans l'adoption de pratiques pédagogiques innovantes et numériques, avec des effets durables sur la qualité et l'attractivité de l'enseignement.

Le projet a renforcé son offre numérique à travers la plateforme « Parlons français », mobilisant 17 154 enseignants autour du mentorat, de l'innovation et du partage de pratiques. Les formations en ligne ont amélioré les pratiques pédagogiques et les compétences numériques, tout en développant des compétences transversales. Par ailleurs, près de 5 900 participants issus de plus de 130 pays ont pris part aux webinaires, contribuant à la diffusion de pratiques innovantes et à la structuration d'une communauté éducative francophone à l'échelle mondiale.

Enfin, la production et la diffusion de ressources pédagogiques, ainsi que le soutien aux activités francophones dans les établissements (clubs, concours,

événements), ont renforcé la qualité, la visibilité et l'usage du français. Ces initiatives ont favorisé l'engagement des apprenants, soutenu des pédagogies actives et inclusives et touché plusieurs dizaines de milliers de bénéficiaires, contribuant à la réussite scolaire et à la consolidation d'écosystèmes éducatifs dynamiques.

Effets et impacts observés

Amélioration mesurable du niveau de français des élèves par effet d'entraînement :

les actions ont favorisé un effet d'entraînement significatif du projet de mobilité des enseignants de l'OIF, dépassant le seul périmètre des enseignants directement accompagnés. En effet, 89 % des répondants estiment que la présence du/de la volontaire international(e) de la Francophonie (VOIF) a contribué à améliorer le niveau de français des élèves, traduisant un impact diffus sur les pratiques pédagogiques au sein des établissements.

Renforcement significatif de l'engagement des apprenants dans l'apprentissage du français :

le déploiement des VOIF a contribué à la création et à la pérennisation d'environnements francophones au sein des établissements, comme en témoignent 92 % des enseignants, favorisant ainsi un usage élargi du français au-delà du cadre académique. Cette dynamique est renforcée par l'organisation d'activités extrascolaires, qui ont accru la mobilisation des parents (81,4 %). Elle se traduit par un effet d'entraînement du projet sur l'ensemble de la communauté éducative et de l'environnement familial, contribuant à un ancrage durable du français dans les pratiques scolaires et sociales.

Amélioration tangible de l'acquisition et de la mobilisation des compétences professionnelles via les CREF :

les actions menées ont permis à 82,7 % des bénéficiaires de gagner en confiance dans l'exercice de leurs fonctions et 57,7 % d'entre eux ont constaté une amélioration de leur performance, reflétant un impact direct sur la qualité des pratiques. Cet accompagnement favorise également une diffusion élargie des acquis, 72 % des bénéficiaires ayant multiplié les formations.

Témoignages



Témoignage du ministre de l'Éducation des Seychelles (Exposition à l'occasion du 20 Mars 2025 aux Seychelles)

<https://www.youtube.com/watch?v=kY014rXZ9L8&t=19s>

Djibouti - Finale du concours
« Et si on contait à haute voix ! » (Langue Française)

<https://www.youtube.com/watch?v=PD8rj960g70>

« J'ai remarqué que le club francophone est un moyen efficace pour faire aimer la langue française à nos apprenants. Ils s'intéressent à la diversité d'activités que nous faisons. Après les activités extrascolaires notamment celles qui permettent aux membres de se faire valoir en dehors de leur école, il y a des nouveaux qui rejoignent le club ».

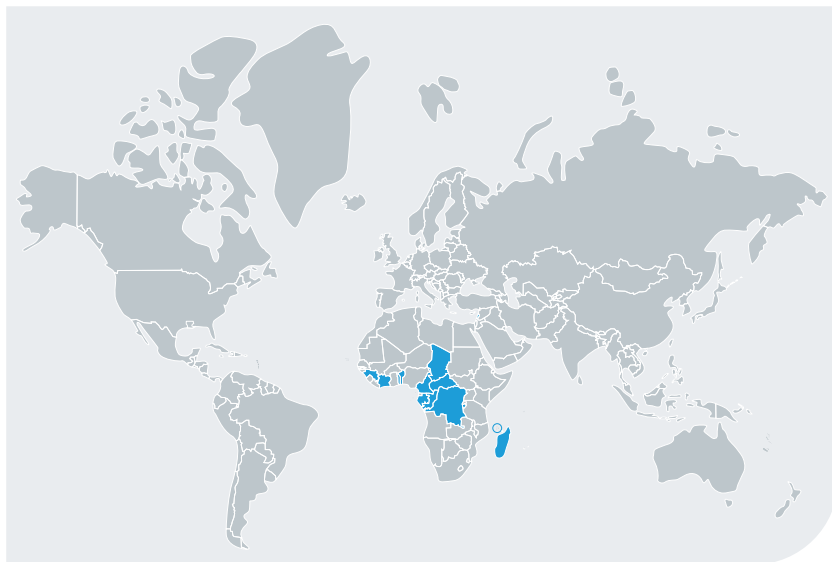
Témoignage Elom SOGBALI
Enseignante Volontaire aux Seychelles





Projet 3

INITIATIVE FRANCOPHONE POUR LA FORMATION À DISTANCE DES MAÎTRES (IFADEM)



BUDGET PLANIFIÉ

841 120 €

BUDGET EXÉCUTÉ

831 477 €

TAUX D'EXÉCUTION

99 %

Principales réalisations

Le projet « Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres » (IFADEM) vise à renforcer l'usage du français comme langue d'enseignement et d'apprentissage, tout en améliorant la qualité de l'éducation dans les systèmes éducatifs francophones. Il repose sur une approche hybride (présentiel/distanciel) centrée sur le développement des compétences des enseignants, des directeurs d'établissement et des personnels d'encadrement pédagogique.

Dans le prolongement de la 46^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) tenue à Kigali en novembre 2025, IFADEM a poursuivi la dynamique engagée avec le projet Ecole et langues nationales en Afrique (ELAN), notamment à travers le lancement d'un déploiement conjoint au Gabon. Le projet a également consolidé son extension géographique et thématique, avec la relance des activités dans 3 pays (Cameroun, Madagascar, Togo) et des actions de prospection en République démocratique du Congo et en République centrafricaine, portant à 15 le nombre de pays partenaires actifs, malgré le retrait de 3 pays (Burkina Faso, Mali, Niger) et la situa-

tion politique à Haïti. Des initiatives complémentaires ont été conduites, notamment avec le projet État civil-Education dans 3 pays (Madagascar, Congo, RCA) et un projet conjoint avec l'UNESCO en faveur du renforcement des compétences du personnel éducatif en zone rurale à faible accès technologique.

Les résultats en matière de renforcement des capacités sont significatifs : 11 341 enseignants formés dans 6 pays, 6 490 directeurs d'école et chefs d'établissement formés dans 5 pays et 100 cadres ministériels formés en ingénierie de formation et en Technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE) (Guinée, Tchad). Dans l'Union des Comores, 77 chefs d'établissement ont été formés à l'élaboration de projets d'école, dont 33 ont été sélectionnés pour leur mise en œuvre. Le dispositif 100 % en ligne a également permis d'accompagner 23 agents ministériels, avec l'appui de 148 superviseurs et 595 tuteurs formés aux dispositifs d'accompagnement.

Sur le plan des ressources et du numérique, le dispositif s'est consolidé avec 15 plateformes Moodle dé-

ployées et plus de 8 916 inscrits. L'offre pédagogique a été enrichie par le développement de micro modules, la mise à disposition de 100 ressources éducatives libres et la production de 2 487 livrets. Des équipements ont également été déployés, notamment au Tchad (35 550 livrets, 300 tablettes, 1 840 liseuses) et en Guinée (25 ordinateurs, 250 tablettes).

Enfin, les activités de recherche, d'évaluation et d'appui transversal ont été renforcées avec notamment le lancement de 6 projets de recherche, la conduite de plusieurs études (État civil-Education, relance au Togo) et une évaluation à mi-parcours au Tchad. Les actions complémentaires ont permis de former 3 842 participants via des sessions tutorées en EFH et 1 013 participants supplémentaires, ainsi que 739 concepteurs ayant produit 240 ressources intégrées au portail RELIEFH. La caravane RELIEFH en Guinée a mobilisé 679 élèves, formé 144 enseignants et touché indirectement près de 5 000 élèves, contribuant à la diffusion élargie de ressources pédagogiques relatives à l'éducation des filles.

Témoignages



IFADEM Guinée

<https://www.ifadem.org/fr/actualites/ifadem-guinee-fevrier-2025>



Effets et impacts observés

Renforcement significatif des capacités professionnelles des acteurs éducatifs :

les actions ont favorisé l'amélioration des compétences pédagogiques, didactiques et linguistiques des enseignants et 78 % d'entre eux déclarent avoir renforcé leurs compétences grâce aux formations aux techniques d'enseignement notamment. Ces acquis ont favorisé un usage plus efficace du français comme langue d'enseignement et contribuent à l'amélioration de la qualité des apprentissages.

Consolidation des pratiques de pilotage des établissements scolaires :

les actions ont contribué au renforcement des capacités de planification, de gestion et de suivi des directeurs et chefs d'établissement, contribuant ainsi à une organisation plus efficiente et à une plus grande cohérence pédagogique. 77% d'entre eux déclarent que les compétences acquises les ont aidés de manière significative à mieux organiser la gestion pédagogique, administrative et financière de leur établissement.

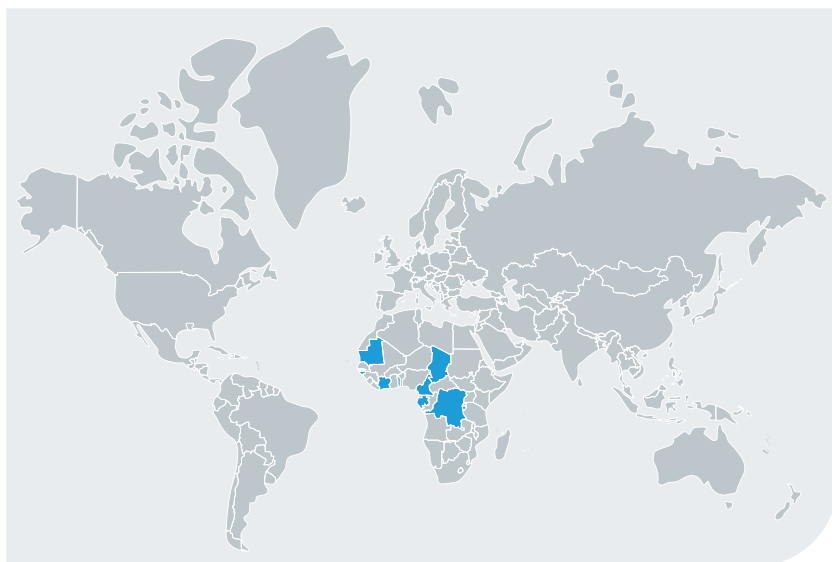
Intégration accrue du numérique éducatif :

les actions ont consisté en la mise en place de dispositifs hybrides et de formations en ligne. Elles ont favorisé l'adoption de pratiques innovantes, permis l'élargissement de l'accès à la formation et contribué à la modernisation des environnements d'apprentissage, y compris dans des contextes à faible connectivité, avec 56,5 % des répondants déclarant un usage substantiel du numérique dans leurs pratiques.



Projet 4

ÉCOLE ET LANGUES NATIONALES (ELAN)



BUDGET PLANIFIÉ

842 460 €

BUDGET EXÉCUTÉ

842 362 €

TAUX D'EXÉCUTION

100 %

Principales réalisations

Le projet « École et langues nationales » (ELAN) contribue à l'amélioration de la qualité des apprentissages en intégrant les langues nationales dans les systèmes éducatifs francophones, avec pour objectif que 80 % des élèves encadrés par des enseignants formés consolident leurs compétences fondamentales, notamment en lecture et en mathématiques.

En 2025, la dynamique d'extension et de partenariat s'est poursuivie, avec l'engagement de la Guinée-Bissau et la co-construction d'un plan d'action triennal ELAN-IFADEM au Gabon, appuyé par une étude sociolinguistique. Par ailleurs, 1 313 acteurs éducatifs ont été formés aux enjeux de l'enseignement bilingue et 252 formateurs et évaluateurs ont été outillés aux dispositifs d'évaluation en contexte bilingue. Un appui technique et financier a été apporté à 5 pays pour le développement de modèles harmonisés d'enseignement bilingue, complété par la mise en place d'une plateforme de cartographie des données afin de renforcer le pilotage du secteur.

Le projet a également renforcé sa visibilité et son plaidoyer à l'international, à travers des participations à des événements de référence, la diffusion du film « *J'apprends si je comprends* » au sein de réseaux institutionnels, ainsi que le lancement d'un concours de conte en langues nationales, révélant un fort potentiel pédagogique et de mobilisation.

Par ailleurs, l'appui aux recherches-actions s'est traduit par la mise en œuvre de 6 projets dans 5 pays, la production d'un document de cadrage scientifique sur l'enseignement bi-plurilingue, et l'organisation d'un colloque international à Dakar réunissant plus de 300 participants. Ces actions consolident le positionnement de l'OIF comme acteur de référence. Des résultats concrets sont également observés à l'échelle des pays, notamment en Mauritanie avec la formation de 90 enseignants et encadreurs bilingues, ainsi que la mobilisation de 8 experts pour l'élaboration de manuels et guides bilingues du primaire.

Effets et impacts observés

Amélioration de la qualité et de la pertinence des apprentissages en contexte bi-plurilingue :

les actions menées ont permis le renforcement des dispositifs pédagogiques et leur alignement avec les réalités linguistiques des systèmes éducatifs. Les résultats attestent d'un impact significatif sur les performances scolaires, 97,8 % des répondants observant une amélioration des acquis des élèves, dont 86,4 % de manière significative, traduisant ainsi des progrès substantiels dans les apprentissages.

Amélioration de la qualité et de la pertinence des ressources pédagogiques :

les actions menées et les ressources développées dans le cadre du projet ELAN ont été reconnues pour leur adéquation aux besoins du terrain, 68,2 % des répondants les jugeant bien ou très bien adaptées. Elles contribuent ainsi à renforcer la cohérence des pratiques pédagogiques, à soutenir l'appropriation des approches bi-plurilingues par les enseignants et à améliorer la qualité des apprentissages.

Amélioration des dynamiques d'apprentissage et de la participation des élèves :

les actions menées ont permis une augmentation généralisée de la participation des élèves, relevée par 100 % des répondants attestant d'un effet direct et structurant du dispositif sur l'engagement et la réussite scolaire. De plus, 73,3 % des bénéficiaires interrogés estiment que le projet a généré des impacts notables dans leur région en matière d'enseignement bilingue.

Témoignages



« La première avancée, c'est l'adhésion des parents, et plus largement de toute la communauté éducative. Au départ, il y avait beaucoup de réticences. Les parents étaient hésitants, en particulier ceux dont les enfants ne sont pas locuteurs de l'Ewondo. Ils se demandaient si ce projet allait réellement prendre corps. La deuxième avancée que nous notons, c'est que l'enseignement multilingue a permis de résoudre un problème majeur : les difficultés de lecture chez les enfants. Cela a significativement amélioré les compétences en lecture et en écriture, puisque les enfants commencent les apprentissages dans une langue qu'ils maîtrisent déjà ».

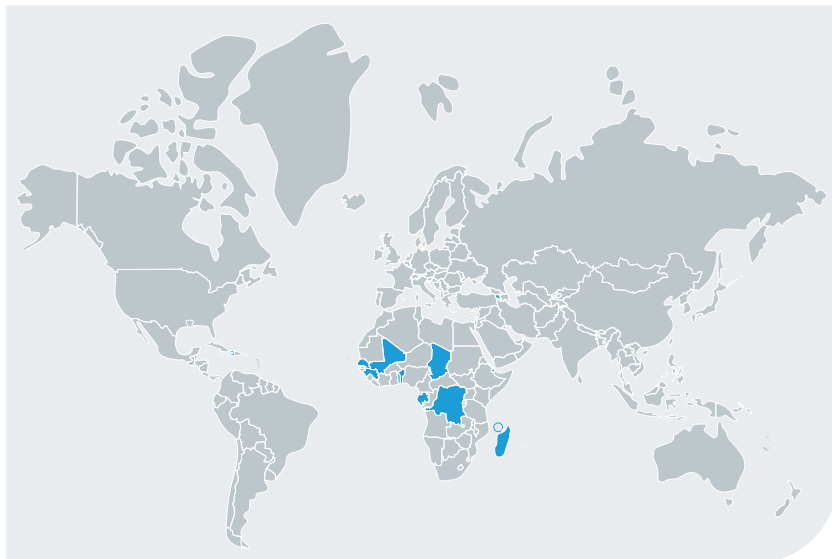
Christine DIFO,
Inspectrice de l'Éducation de base
à Yaoundé, Cameroun, 2025





Projet 5

ACQUÉRIR DES SAVOIRS, DÉCOUVRIR LE MONDE (CLAC)



BUDGET PLANIFIÉ

945 100 €

BUDGET EXÉCUTÉ

936 875 €

TAUX D'EXÉCUTION

99 %

Principales réalisations

Le projet « CLAC - Centres de lecture et d'animation culturelle » vise à favoriser l'accès des populations (en particulier les jeunes et les femmes des zones rurales et périurbaines) à la culture, au savoir et à l'information, à travers des espaces vivants de lecture, de débat et d'expression. Le projet contribue ainsi à l'inclusion sociale, à la participation citoyenne et au développement local.

En 2025, les actions conduites en faveur de la lecture publique ont permis de renforcer de manière concrète l'accompagnement des réseaux de lecture dans plusieurs pays d'intervention.

En matière de renforcement des capacités, 4 sessions de formation ont été organisées au profit des animateurs des réseaux CLAC en République centrafricaine, à Djibouti, en Guinée, à Madagascar et au Togo, permettant de former 161 animateurs et 26 maires, dont 97 femmes ; à Madagascar, cette dynamique a contribué à la mobilisation des autorités locales et des animateurs dans la perspective de la redynamisation des CLAC. Au Togo, la formation de perfectionnement des animateurs des deux réseaux a contribué à améliorer le fonctionnement des centres, à dynamiser leur fréquentation et leurs animations. En

parallèle, l'évaluation des réseaux CLAC a été réalisée au Togo, au Liban, en République démocratique du Congo (RDC), à Madagascar et à Djibouti, ainsi que pour les Espaces du livre francophone (ELFE) en Arménie, consolidant ainsi le suivi des dispositifs. Aux Comores, l'appui apporté au réseau a permis l'acquisition, le traitement et la reliure ainsi que l'expédition de 10 030 ouvrages, de 300 jeux éducatifs et de 342 équipements audiovisuels et numériques, renforçant significativement l'offre documentaire et les moyens d'animation des 15 centres du pays.

En outre, un appui a été apporté à l'organisation d'activités culturelles au Bénin, en République centrafricaine, aux Comores, au Gabon, en Guinée, à Haïti, au Tchad et au Togo. 112 CLAC ont ainsi bénéficié d'un soutien à l'organisation d'activités culturelles et de suivi des réseaux et ont accueilli 1 664 470 personnes dans les réseaux CLAC.

Enfin, au Togo, les formations ont été lancées au bénéfice de 83 apprenants, tandis qu'aux Comores, un espace de formation au numérique a été aménagé et équipé au sein d'un CLAC pilote, permettant l'accueil des premiers apprenants numériques dès le début du second trimestre 2026.

D-CLIC dans les CLAC

L'initiative « D-CLIC dans les CLAC » s'inscrit dans la continuité des actions de l'OIF en faveur de la lecture publique et du numérique. Elle témoigne également de l'engagement de l'OIF pour la promotion de la lecture publique à travers les CLAC, tout en illustrant la synergie entre les différents projets de la programmation 2025-2027 de l'OIF. Elle confirme le succès du dispositif des CLAC, devenu un véritable espace d'accueil pour des initiatives en faveur de la jeunesse francophone. Elle a été déployée au Togo et aux Comores.



Effets et impacts observés

Renforcement de l'accès des publics à une offre de lecture publique diversifiée, attractive et contextualisée : l'enrichissement des fonds documentaires, l'intégration des patrimoines locaux et le développement de supports éducatifs, culturels et numériques ont permis de consolider l'attractivité des centres, avec 95,8 % des bénéficiaires jugeant l'impact des activités positif, attestant d'un rôle structurant en matière de lien social, et 91,3 % observant une amélioration de leurs compétences linguistiques grâce à l'usage des livres.

Dynamisation de la fréquentation et de l'engagement des publics : les actions ont permis le développement des activités culturelles et éducatives ainsi que le renforcement de la médiation, positionnant les CLAC comme des espaces de proximité favorisant l'apprentissage et la socialisation. Ce rôle est confirmé par 95,8 % des bénéficiaires, qui soulignent l'impact positif des activités sur la cohésion sociale.

Renforcement significatif et mesurable des compétences et connaissances professionnelles : les actions ont favorisé l'accès des bénéficiaires à des ressources diversifiées et à des environnements d'apprentissage. Elles ont produit des effets directs sur l'employabilité : 82,8 % des bénéficiaires déclarent une amélioration de leurs connaissances professionnelles, tandis que plus de 4 sur 10 accèdent ensuite à une activité professionnelle, traduisant des retombées socio-économiques. Cette dynamique s'accompagne d'une montée en compétences numériques et techniques, notamment en traitement de texte (45,4 %), contribuant à renforcer de manière durable l'insertion professionnelle des publics.

Valorisation accrue des patrimoines culturels locaux : les actions ont favorisé une ouverture culturelle des publics. Cet effet se traduit par une implication croissante des communautés, avec 61,7 % des bénéficiaires engagés dans des initiatives locales et 52,2 % participant régulièrement aux activités culturelles des CLAC, ce qui atteste d'une appropriation durable des dispositifs par les publics.

Témoignages



Dans le cadre du renforcement de la modernisation des CLAC, le CLAC d'Aného (Togo) a accueilli en 2025, la phase pilote de l'initiative « D-CLIC dans les CLAC » dédiée à la formation dans les CLAC des jeunes aux métiers du numérique.

Pensée comme une passerelle entre les projets P5 "Acquérir les savoirs, découvrir le monde" et P16 A "D-CLIC, formez-vous au numérique avec l'OIF", cette initiative contribue à diversifier l'offre des CLAC et à renforcer leur ancrage dans l'ère du digital.

En 2025, 90 jeunes ont été formés au travers de quatre (04) parcours du numérique, soit le développement web et mobile, la communication digitale, le marketing digital et l'animation de communautés. C'est ce dernier parcours qui a marqué Akossiwa Bocco et Lemou Toyi, deux acteurs engagés dans le développement local à Aného

Akossiwa est la Cheffe section "Affaires éducatives, sociales et sanitaires" de la mairie d'Aného" et Lemou, l'animateur principal du CLAC. Les deux ont acquis à travers la formation, de nouvelles compétences pour mobiliser une communauté autour de projets de développement territorial, en utilisant des outils numériques. Depuis la fin de la formation, Lemou déploie davantage d'activités de médiation culturelle en dehors du CLAC, des actions qui fédèrent la communauté, en particulier la jeunesse, autour du centre.

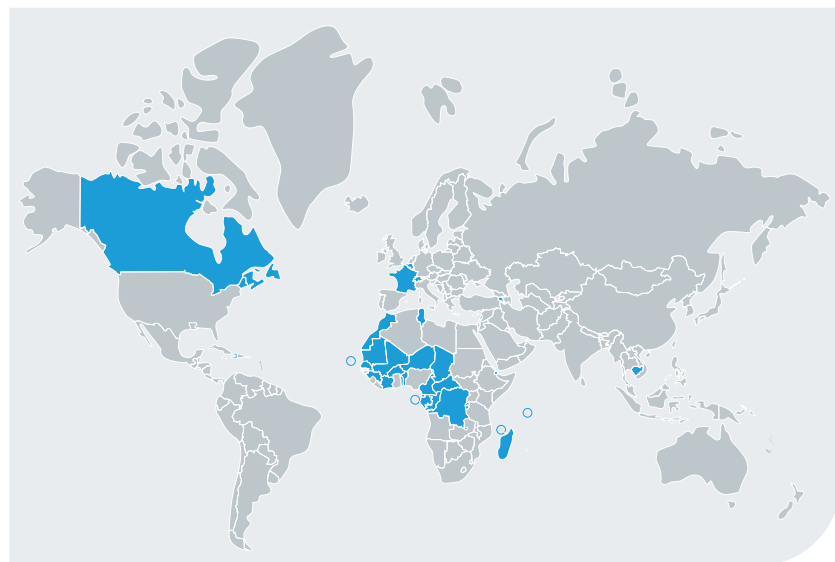
<https://www.facebook.com/share/v/1DFpp8mBPo/>





Projet 6

INDUSTRIES CULTURELLES ET DÉCOUVRABILITÉ



BUDGET PLANIFIÉ

2 212 049 €

BUDGET EXÉCUTÉ

2 184 545 €

TAUX D'EXÉCUTION

99 %

Principales réalisations

En 2025, le projet a renforcé de manière intégrée les filières culturelles francophones. Le Fonds Image de la Francophonie a soutenu 31 projets (plus 14 via TV5MONDEplus), tandis que 139 opérateurs ont été sensibilisés à la découvrabilité, 58 artistes de 20 pays ont bénéficié d'une mobilité et 92 initiatives internationales ont été déployées, contribuant à la structuration du secteur, à l'amélioration de la visibilité des contenus et à l'accès aux marchés.

Dans la filière livre, 52 éditeurs de 14 pays¹ ont généré 149 cessions de droits, 18 coéditions et 67 collaborations, renforçant la circulation des œuvres. Les salons, festivals et outils numériques ont accru la découvrabilité, tandis qu'une mission de mobilité au Congo a favorisé la structuration, les coopérations régionales et l'ouverture à l'international.

Dans le spectacle vivant, 152 professionnelles ont été formées via le dispositif Femmes, Arts, Musique et entrepreneuriat (FAME), améliorant leurs compétences techniques, entrepreneuriales et numériques. La diffusion a touché plus de 50 spectateurs physiques et 85 000 en ligne, complétée par des formations, la

plateforme Musiqc (200 000 utilisateurs ; 500 000 visites) et la mobilité de 25 artistes de 12 pays.

Dans la filière film, 31 projets de 15 pays² ont été soutenus (41 % des financements aux réalisatrices). Les œuvres ont enregistré 24 sélections internationales, 20 prix au Fespaco et plus de 104 000 spectateurs en salles. Plus de 160 professionnels ont été formés, près de 300 000 spectateurs ont été touchés grâce aux festivals et plusieurs dispositifs numériques ont renforcé la découvrabilité.

Enfin, le projet a contribué à la gouvernance culturelle, avec l'adoption de la Déclaration de la 5^e Conférence des ministres de la Culture de la Francophonie en mai 2025 ainsi qu'un atelier régional sur les indicateurs Culture|2030 réunissant 17 participants de 08 pays³.

1. Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Ghana, Guinée, Ile Maurice, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Nigéria, Togo.

2. Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Congo RD, Égypte, Gabon, Liban, Madagascar, Maroc, Maurice, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad, Tunisie.

3. Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Sao Tomé-et-Principe, RCA, RDC et Tchad.

Effets et impacts observés

Renforcement de la professionnalisation et de la résilience des acteurs culturels :

l'appui coordonné de l'OIF à la production, à la distribution, à la gouvernance et au renforcement des capacités a contribué à accroître les compétences techniques, entrepreneuriales et stratégiques des acteurs accompagnés tout en renforçant leur adaptation aux transformations numériques et leur insertion sur les marchés nationaux et internationaux. En parallèle les dispositifs de mobilité, de diffusion et de découvrabilité ont élargi la circulation des talents, renforçant leur visibilité et facilitant l'accès à de nouveaux publics, réseaux et opportunités économiques. Cet effet se traduit par un élargissement des opportunités professionnelles. 86,7% des bénéficiaires déclarant avoir accédé plus facilement à de nouveaux marchés, festivals ou partenariats. Ces dynamiques ont contribué à la consolidation d'un écosystème culturel plus intégré, fondé sur des partenariats structurants et la mutualisation des ressources, soutenant ainsi le rayonnement international de la création francophone.

Professionnalisation accrue des acteurs et intensification des collaborations éditoriales dans la filière du livre :

les actions ont favorisé le développement de coéditions et de cessions de droits, entre autres.

Renforcement des capacités des sociétés de production du Sud :

les actions menées ont contribué au renforcement des compétences professionnelles d'une nouvelle génération de producteurs, tout en soutenant une représentation accrue des femmes dans un secteur marqué par des déséquilibres structurels. Cet effet d'appropriation est confirmé par 63% des bénéficiaires qui déclarent mobiliser très souvent les compétences acquises dans leur activité professionnelle. Il s'accompagne également d'un niveau élevé d'adhésion aux dispositifs déployés. Ces résultats traduisent l'adéquation des actions conduites aux besoins des acteurs culturels accompagnés, et contribuent à la consolidation d'industries culturelles francophones plus inclusives, structurées et durables.



Témoignages



LIVRE - ÉDITION

« Le SILA est un gage de la vitalité culturelle de notre pays, un rendez-vous emblématique qui nourrit notre orgueil d'Ivoiriens. Comparable à une île dorée, il n'en est pas moins un lieu de confrontation des idées, et le théâtre de débats animés où la liberté d'expression n'est jamais bridée ».

SEM Ally Coulibaly, Grand Chancelier de l'ordre national de la République de Côte d'Ivoire

SPECTACLE VIVANT

« La formation en marketing digital a été particulièrement marquante, c'était un véritable objectif personnel. Elle a rapidement débouché sur des opportunités concrètes, avec des sollicitations pour assurer le community management d'une personnalité, gérer la page Facebook d'un média en ligne ainsi que celle d'un festival. Au-delà de ces perspectives professionnelles, cette expérience a renforcé la confiance en soi et permis de dépasser certaines limites ».

Témoignage d'une bénéficiaire,
Kady Colette Babaldjinane (Tchad)

FILM

Sur les films : **Promis le ciel** d'Erige Sehiri (Tunisie)
– Un Certain regard à Cannes :

« Le film lumineux et incarné d'une cinéaste pleine de talent ». (Guillemette Odicino - *Télérama*).

« On est surtout subjugué par ces comédiennes, notamment par l'Ivoirienne Debora Lobe Naney, qui n'est pas une actrice professionnelle et que la réalisatrice a découverte alors qu'elle tentait, dans la vraie vie, de traverser la Méditerranée. Elle fait ses premiers pas au cinéma. Sûrement pas les derniers... ». (Violaine de Montclos – *Le Point*)

Sur le Parcours de panafricain de production (PPP) :

« J'ai énormément appris sur les responsabilités concrètes du producteur, le montage de dossiers professionnels, la logique des financements et la posture à adopter dans un environnement de co-production. Les enseignements étaient de qualité, transmis avec clarté, engagement et une grande ouverture. Les conseils reçus m'ont permis de mieux structurer ma propre société mais aussi de renforcer ma confiance en tant que femme productrice africaine ».

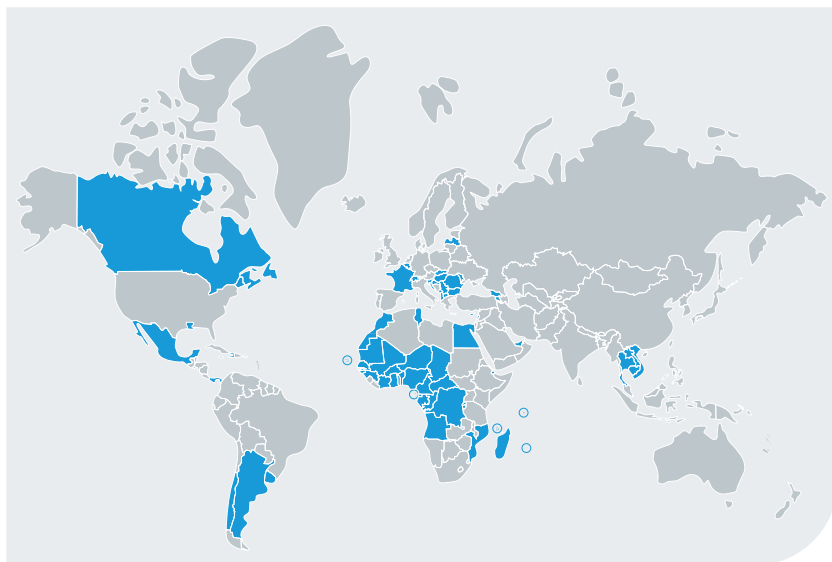
Armel MBOUMBA, 34 ans, Congo – lauréate du PPP 2025 en programme immersif au Maroc





Projet 7

JEUX DE LA FRANCOPHONIE



BUDGET PLANIFIÉ

460 000 €

BUDGET EXÉCUTÉ

394 976 €

TAUX D'EXÉCUTION

86 %

Principales réalisations

Le projet 7 vise à faire des « Jeux de la Francophonie » un espace de rencontre interculturelle, un outil de rayonnement du français et du multilinguisme et un levier stratégique pour la promotion et l'insertion professionnelle des jeunes sportifs et artistes francophones.

L'année 2025 a été une année de transition, marquée notamment par le suivi des lauréats des Jeux de 2023 et **la poursuite des préparatifs de la 10^e édition, qui se tiendra en 2027 à Erevan en Arménie**, avec une montée en puissance prévue en 2026.

Parmi les actions impactantes menées en 2025, **l'organisation des Championnats des Jeunes de la Francophonie de Judo** qui ont réuni 73 jeunes athlètes et **l'accompagnement financier de 4 lauréats sportifs**, ont constitué un résultat concret en faveur de l'appui aux jeunes talents francophones (dont 27 femmes au total), en leur apportant un soutien dans leur parcours qualificatif et l'amélioration de leurs performances lors des compétitions. Cette dynamique structurante s'illustre également par le lancement annoncé d'**une plateforme numérique dédiée aux concours culturels** visant à simplifier les présélections culturelles, à améliorer l'interaction entre les responsables des dossiers et les experts du

CIJF et à renforcer la visibilité et la découvrabilité des œuvres et des talents francophones après les Jeux dans une galerie virtuelle. Cette dynamique s'est inscrite plus largement dans la préparation des **X^e Jeux**, avec la poursuite de **l'accompagnement du Comité national arménien des Jeux de la Francophonie**, y compris en ce qui concerne la valorisation de la langue française et du multilinguisme, pour lesquelles un Plan d'action a été élaboré et des ressources ont été développées. **La mise en œuvre des Chartes éthique et Développement durable ainsi que d'un projet de volontariat de jeunes francophones** à déployer lors des Jeux à Erevan a également été poursuivie.

L'ensemble de ces actions ont contribué à renforcer la structuration du dispositif des Jeux ainsi que l'appui au pays hôte, à soutenir l'émergence des talents et à maintenir la mobilisation des États et gouvernements pour s'inscrire à cette prochaine édition, la première à se tenir dans la région d'Europe centrale et orientale. Par ailleurs, dans le cadre de la promotion, de la visibilité et de la protection des Jeux, **la marque « CIJF » a été déposée auprès de plusieurs organes de propriété intellectuelle.**

Effets et impacts observés

Amélioration des performances sportives et soutien des parcours qualificatifs des jeunes talents francophones : une attention particulière a été portée à la participation des femmes et jeunes filles. Parallèlement, les actions ont contribué à renforcer la structuration, la coordination et la visibilité du dispositif des Jeux de la Francophonie, consolidant ainsi son efficacité et son rayonnement au sein de l'espace francophone.

Témoignage



« Grâce au suivi du CIJF, j'ai eu l'opportunité de participer à deux African Opens. J'ai décroché deux médailles et intégré le top 100 mondial de ma catégorie ».

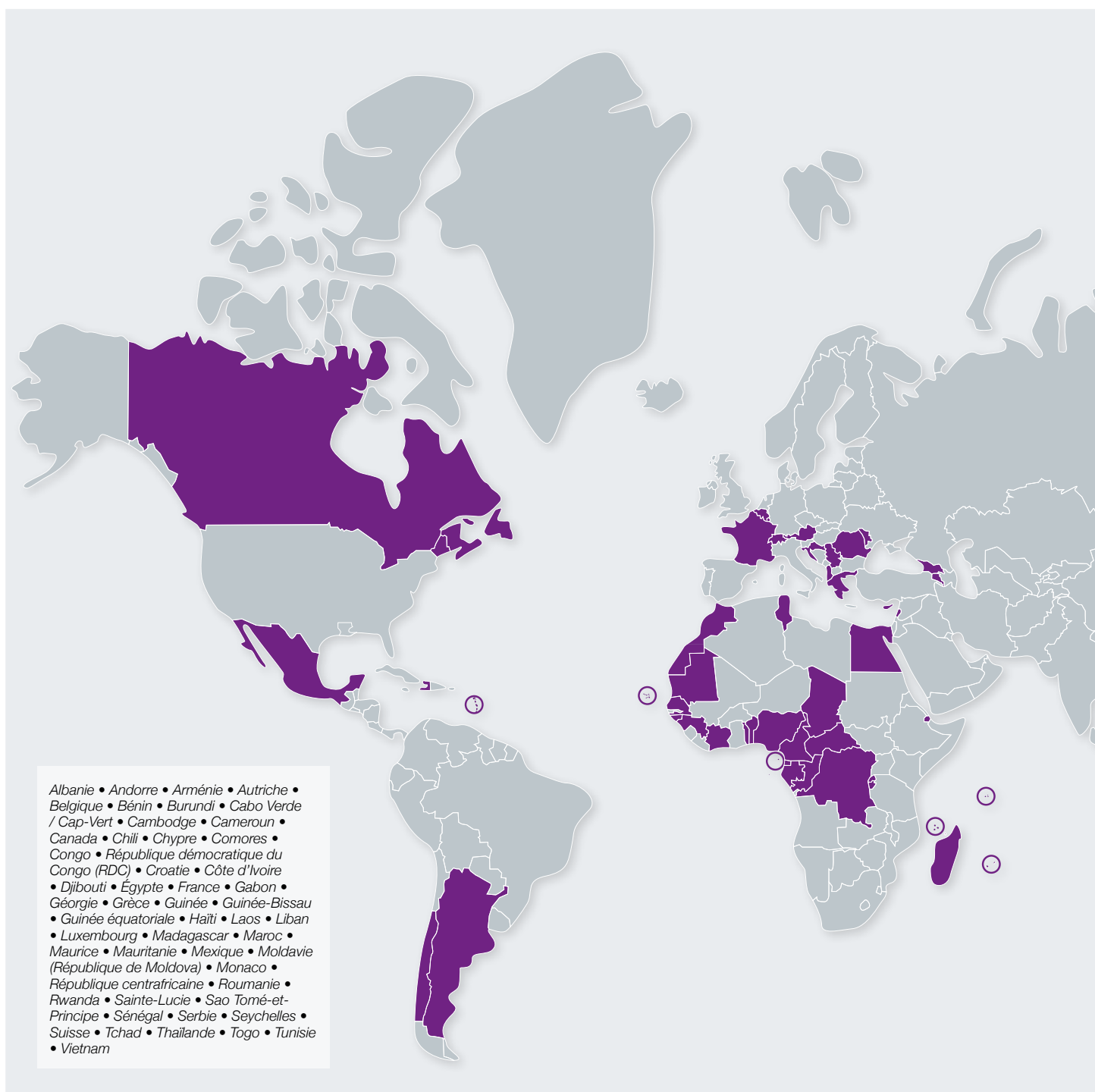


Tracy Durhone
(à gauche sur la photo), judokate mauricienne et lauréate des Jeux de la Francophonie Kinshasa 2023



PROGRAMME STRATÉGIQUE 2

LA LANGUE FRANÇAISE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA GOUVERNANCE





BUDGET EXÉCUTÉ

5 580 322 €



TAUX D'EXÉCUTION

99 %

Le programme stratégique « La langue française au service de la démocratie et gouvernance » a contribué de manière significative à la promotion de la démocratie, à la prévention des conflits et au renforcement de l'État de droit et des droits de l'Homme.

Grâce aux projets mis en place, il a été possible d'apporter des réponses aux défis majeurs tels que le manque de confiance dans les institutions, la propagation de la désinformation, la fragilité des transitions démocratiques et les menaces sécuritaires, autant d'obstacles à la stabilité et au développement.



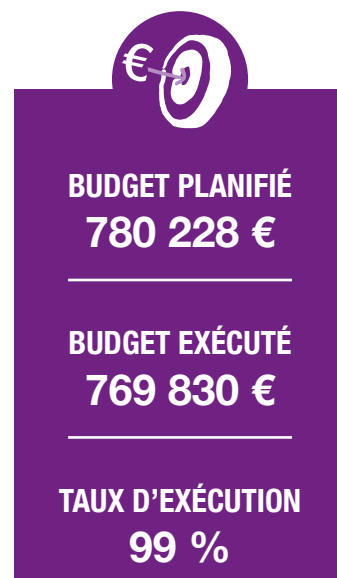
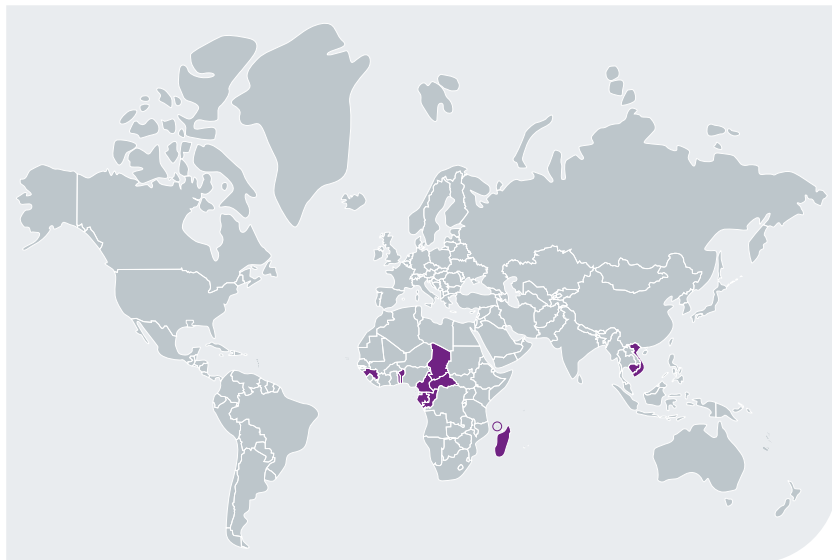
3 objectifs visés

- La gouvernance démocratique, l'État de droit, les droits de l'Homme et l'égalité femmes-hommes sont consolidés.
- La paix et la sécurité sont renforcées dans l'espace francophone grâce à des mécanismes de prévention et résolution de conflits et de crises.
- L'intégrité et la qualité de l'information sont améliorées, dans le respect des droits et des libertés fondamentales.

**64 ÉTATS ET
GOUVERNEMENTS
CONCERNÉS**

Projet 9

ÉTAT CIVIL



Principales réalisations

Le projet « État civil » a pour objectif de contribuer au renforcement et à la modernisation des systèmes d'état civil afin de garantir un enregistrement systématique, fiable et sécurisé des naissances dans l'espace francophone. Il s'appuie sur des actions de terrain ainsi que des plaidoyers menés en partenariat avec des organisations internationales, pour inscrire durablement cette priorité dans les agendas politiques et institutionnels.

En 2025, les actions de terrain ont généré des résultats tangibles à plusieurs niveaux. Elles ont permis de soutenir l'organisation de campagnes d'audiences foraines pour la délivrance de jugements supplétifs de naissance, de renforcer les actions de sensibilisation, d'accompagner les réformes institutionnelles et juridiques, et d'améliorer significativement l'accessibilité et la qualité des services d'état civil.

- Au total, près de 153 407 actes de naissance ont été délivrés à des enfants et des adultes auparavant dépourvus d'existence juridique dont 100 171 à Madagascar, 5 000 au Togo et 48 236 au Tchad, facilitant ainsi leur accès aux services sociaux de base et renforçant la protection de leurs droits.

- Plus de 3 782 professionnels clés des systèmes d'état civil ont renforcé durablement leurs capacités, incluant officiers d'état civil, agents de santé, sage-femmes, relais communautaires et cadres administratifs et juridiques.
- En matière de sensibilisation, plus de 1 168 783 personnes ont été touchées grâce à des campagnes combinant actions de proximité et communication digitale. Cette mobilisation a impliqué leaders communautaires et religieux, femmes, jeunes et acteurs locaux, contribuant à une meilleure appropriation des enjeux liés à l'enregistrement des faits d'état civil.
- Sur le plan institutionnel, des avancées significatives ont été enregistrées grâce à des dialogues structurés avec les autorités administratives, judiciaires et parlementaires au Cambodge, aux Comores, à Madagascar et en Guinée. Cet accompagnement s'est traduit par des résultats concrets, notamment à Madagascar avec l'appui à l'opérationnalisation de la Commission malagasy de l'informatique et des libertés en lien avec l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP), la révision de la loi relative à l'état

Témoignages



civil au Togo en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), la réactivation de la plateforme nationale de coordination de l'état civil en République centrafricaine et enfin la modernisation du système de numérisation « TASDJIL » au Tchad.

Les actions de plaidoyer politique et stratégique menées au sein des instances régionales et internationales à New York, Genève et Addis-Abeba ont produit des résultats significatifs en positionnant l'OIF comme un acteur de référence sur la thématique de l'état civil. Elles ont permis de renforcer la mobilisation des États membres francophones, d'aligner les priorités aux niveaux régional et international, et de favoriser le partage de solutions et de bonnes pratiques.

- Cette dynamique s'est traduite par des initiatives concrètes de diffusion de l'expertise francophone, notamment à travers un webinaire ayant réuni plus de 140 participants issus de multiples réseaux de la Francophonie, contribuant à l'identification de réponses opérationnelles aux défis persistants du secteur.
- Par ailleurs, les partenariats stratégiques, notamment avec l'OMS et l'Université de Genève, ont permis d'amplifier le plaidoyer international et d'inscrire davantage la question de l'état civil dans les politiques de santé publique.
- Des actions ciblées de renforcement des capacités ont été déployées, dont une formation ayant bénéficié à 28 cadres de 17 pays francophones, ainsi que l'organisation d'une table ronde de haut niveau à Genève réunissant 146 participants de 74 nationalités, élargissant ainsi la portée du plaidoyer au-delà de l'espace francophone.
- Enfin, la collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme a permis d'ancrer durablement la thématique dans les mécanismes nationaux, à travers un atelier régional ayant renforcé les capacités de 35 représentants étatiques, contribuant à une meilleure prise en compte de l'état civil dans les cadres de suivi des droits humains.

« Nous remercions l'OIF pour le soutien financier et technique au « projet d'amélioration du taux d'accès des populations aux services d'état civil et de renforcement de la citoyenneté » dans 7 communes de notre pays. Projet conçu et élaboré par des cadres de notre département en partenariat avec l'OIF, qui nous appuie dans la mise en œuvre de certaines activités de la politique nationale de l'état civil.

En particulier, ce projet vise à doter les enfants et les jeunes adultes jusqu'à 35 ans, en particulier les femmes, qui n'ont pas été déclarés à la naissance, d'actes de naissance, et nous allons le faire en collaboration avec les communes, les tribunaux, les partenaires techniques et financiers qui exercent dans les localités, les bénéficiaires eux-mêmes, les leaders communautaires. Tout cela pour que jamais plus un Centrafricain ne vive sans acte de naissance ».

Jean Symphorien Ngama Piault, Directeur général de la Décentralisation et de l'État civil.

Ministère centrafricain de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Centrafrique.



Effets et impacts observés

Passage de pratiques empiriques à des procédures maîtrisées et harmonisées : l'appropriation des compétences techniques (tenue des registres, élaboration des tables alphabétiques et statistiques, conformité des pièces) observée auprès de 95% des acteurs formés a profondément transformé les pratiques professionnelles. Les agents ne fonctionnent plus par automatisme mais sur la base de règles méthodologiques maîtrisées et partagées. Cette montée en compétence s'est traduite par une amélioration de la qualité et de la conformité des actes, une réduction des erreurs et des rejets, ainsi qu'une meilleure traçabilité des opérations. L'introduction de standards de service (affichage des procédures, des pièces requises et des coûts, organisation des archives, amélioration de l'accueil) a permis de rendre les démarches plus lisibles et prévisibles pour les usagers. Ces effets concrets sur le fonctionnement du service sont confirmés par plus de 96 % des acteurs.

Extension des capacités au-delà des services communaux vers les acteurs de proximité : les connaissances acquises ont été largement diffusées par les acteurs formés, chefs de fokontany⁴ de Madagascar, agents communautaires et collègues, créant un effet multiplicateur. Les retombées sont largement confirmées sur le terrain, 96 % des acteurs observent des améliorations concrètes dans l'organisation et l'efficacité des services. Cette dynamique de transfert a permis d'ancrer les bonnes pratiques au niveau local contribuant à l'amélioration de la qualité des dossiers déposés, à la réduction des blocages administratifs et à une meilleure couverture territoriale des services d'état civil.

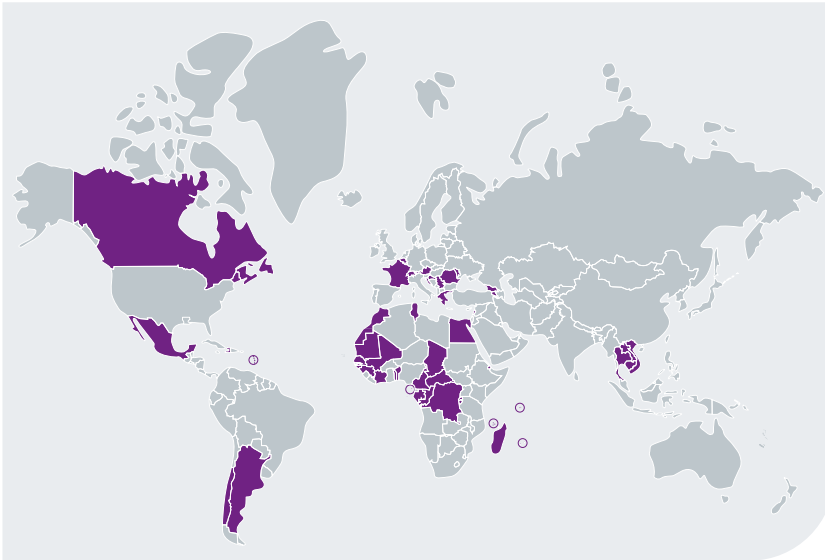
Passage d'une faible demande à une forte demande d'enregistrement : les actions de sensibilisation (réunions locales, radios, mobilisation des fokontany) ont permis de lever les freins socioculturels et d'accroître la compréhension de l'importance de l'état civil, notamment pour les naissances, décès et mariages. Ces initiatives ont favorisé une hausse significative des déclarations (parfois +15 % à +100 %), émergence d'une culture de l'enregistrement, augmentation des déclarations dans les délais légaux. Ces évolutions sont confirmées par 96% des usagers.

4. Les fokontany (terme signifiant littéralement « terre tribale », de foko = « tribu », « groupe », et de tany = « terre ») sont les subdivisions administratives de base au niveau des communes à Madagascar.



Projet 10

RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE



Principales réalisations

Le projet 10 contribue à l'établissement d'un environnement sécuritaire et politique stable et apaisé dans les pays de l'espace francophone.

En 2025, le projet a poursuivi ses actions visant à renforcer les capacités des institutions garantes de l'État de droit, y compris dans la lutte contre la corruption, et à accompagner les États dans le suivi et la mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU).

Sur le volet de la surveillance des droits de l'Homme en période électorale, le partenariat pluriannuel avec l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (AFCNDH) a permis de former et déployer 200 observateurs en soutien aux INDH de la Côte d'Ivoire et de la République centrafricaine, renforçant significativement le suivi du respect des droits humains lors des scrutins. Ce partenariat a également favorisé la montée en compétences de plus de 250 acteurs issus de nombreux pays (Bel-

gique, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Égypte, France, Haïti, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, RCA, RDC, Sénégal, Tchad, Togo) à travers des formations, ateliers, espaces d'échanges sur des thématiques clés telles que la protection des défenseurs des droits humains, le rôle et les modalités du suivi des droits de l'Homme en période électorale, la mise en œuvre des recommandations de l'EPU, le rôle des INDH à l'ère de l'intelligence artificielle, la collaboration avec les organisations de la société civile, etc.

Dans le domaine de la lutte contre la corruption, en suivi du GROG (Groupe de réflexion Orientations et gouvernance de la Francophonie) de septembre 2023, le projet a consolidé son approche transversale en générant des résultats concrets en matière de renforcement des capacités des institutions et des acteurs nationaux.

- En partenariat avec l'Université Senghor d'Alexandrie et la Conférence internationale des barreaux (CIB), 30 jeunes acteurs de la justice et de la société civile (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, RDC, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Guinée, Haïti, Madagascar, Mali, Sénégal, Tchad, Togo et Tunisie) ont renforcé leurs capacités en matière de lutte contre la corruption et les infractions financières complexes.
- Par ailleurs, la formation francophone autour des enjeux de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) organisée avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) français et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a permis de renforcer les capacités de délégués provenant de 13 États et gouvernements, améliorant leur participation aux négociations liées à la Convention des Nations Unies contre la corruption.
- Enfin, la formation conjointe de 58 professionnels (médiateurs, ombudsmans, procureurs) issus de l'Association des Ombudsman et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) et de l'Association des Procureurs et Poursuivants francophones (AIPPF) a favorisé une meilleure coopération interinstitutionnelle autour de la protection des lanceurs d'alerte, aboutissant à l'adoption d'une déclaration en vue de renforcer la sensibilisation autour de la question des lanceurs d'alerte ainsi que leur protection.

Dans le domaine de la coopération juridique, la modernisation de la justice dans l'espace francophone a été renforcée à travers la formation continue des jeunes et la promotion des échanges sur la transformation digitale.

- À Bangui, les Journées francophones sur la justice pénale internationale organisées avec l'Association des magistrats internationaux francophones (AMIF) en partenariat avec la Cour pénale spéciale de la RCA ont touché près de 480 participants, contribuant à la sensibilisation et au dialogue entre étudiants, professionnels, médias et société civile.
- Par ailleurs, 185 avocats africains ont amélioré leurs compétences lors des formations régionales organisées par le CIFAF (Centre international en Afrique de formation des avocats francophones), sur des enjeux clés tels que la protection des lanceurs d'alerte et la lutte contre la désinformation, soutenant ainsi l'évolution des pratiques juridiques dans plusieurs pays francophones.

- En parallèle, des avancées significatives ont été réalisées dans le domaine de la transformation digitale de la justice. Un séminaire régional organisé en partenariat avec l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF) et l'Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones (AA-HJF) a permis de renforcer les capacités de 15 hautes juridictions africaines en matière de numérisation, d'anonymisation et de diffusion des décisions de justice.

Dans le domaine de la coopération parlementaire, en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), des corpus législatifs ont été élaborés et diffusés sur des thématiques clés telles que le climat et les déchets plastiques, tandis que plusieurs initiatives ont soutenu l'émergence de cadres réglementaires sur l'intelligence artificielle. En parallèle, la promotion de l'égalité femme-homme s'est traduite par un renforcement du leadership féminin et une meilleure mise en réseau des élues francophones. Enfin, des appuis ciblés ont contribué au renforcement de la paix, de la stabilité et des droits de l'Homme, notamment à travers des séminaires, des ateliers sur l'agenda Femmes, Paix et Sécurité.

Enfin, plusieurs activités ont été également menées dans l'accompagnement spécifiques des États pour l'appropriation des mécanismes internationaux de protection des droits de l'Homme, en particulier l'EPU.

- Aux Comores, l'appui technique et financier de l'OIF au ministère de la Justice des Comores et au Comité interministériel d'élaboration des rapports et de suivi (CIMERS), a permis l'élaboration d'un plan d'action national opérationnel pour la mise en œuvre des recommandations de l'EPU.
- En partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH), les sessions d'experts, les échanges de bonnes pratiques et les exercices pratiques ont permis de renforcer la compréhension du rôle stratégique des mécanismes nationaux de mise en œuvre, de rapportage et de suivi (MNMRS), de la gestion de l'information, du traitement des arriérés de rapports et de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU et autres mécanismes internationaux.
- Enfin, en partenariat avec UPR Info⁵, l'OIF a poursuivi sa mobilisation pour contribuer à une meilleure préparation des États aux sessions de l'EPU et une

meilleure implication des acteurs non étatiques au processus. D'une part, les pré-sessions à destination des INDH et organisations de la société civile ont permis aux parties prenantes de l'Arménie, de l'Autriche, de Géorgie, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Laos, du Liban, de la Mauritanie, du Rwanda, de Sainte-Lucie, de Sao Tomé-et-Principe d'informer les représentants des États membres de l'ONU de la situation des droits de l'Homme au sein de l'État examiné avant l'EPU, facilitant ainsi l'expression de toutes les parties prenantes dans le processus. D'autre part, des sessions de formation et des simulations d'examen ont été délivrées aux délégations de Guinée et d'Andorre en amont de leur passage à l'examen, contribuant à renforcer la qualité de la participation des délégations nationales.

5. UPR Info est une organisation non gouvernementale (ONG) à but non lucratif basée à Genève (Suisse), qui vise à promouvoir les droits humains à travers l'Examen périodique universel (EPU).

Effets et impacts observés

Effets multiplicateurs et diffusion des compétences

les acquis de formation ont été largement valorisés, 90 % des acteurs formés affirment avoir utilisé les compétences acquises. Cette dynamique a permis d'élargir significativement le cercle des bénéficiaires, notamment au sein des barreaux, des administrations publiques et de la société civile. Elle a favorisé un effet multiplicateur durable, conduisant à la création de nouvelles initiatives structurantes, telles que des unités spécialisées (ex. corruption sexuelle) ou des programmes de formation dédiés.

Renforcement de l'efficacité professionnelle et de la qualité des interventions

l'appropriation des bonnes pratiques par les acteurs formés dont 90 % ont effectivement mobilisé leurs compétences a permis une amélioration notable de la qualité du travail au sein des institutions. Les professionnels formés ont renforcé leur capacité à enquêter, instruire et juger des affaires complexes, notam-

ment en matière de corruption et de criminalité financière. Cela s'est traduit par une meilleure gestion des alertes, une plus grande rigueur dans le traitement des dossiers et une amélioration globale de l'organisation du travail. Les effets sont tangibles, 76 % des acteurs ont constaté des retombées concrètes sur la performance et l'efficacité de leurs pratiques. Dans certains cas, les condamnations prononcées ont contribué à moraliser la gestion des biens publics et à faciliter le recouvrement des avoirs illicites.

Renforcement des mécanismes institutionnels et des outils de gouvernance

les compétences acquises ont permis de structurer durablement les dispositifs institutionnels. La forte appropriation des acquis (90 % des acteurs formés) s'est traduite par l'élaboration de manuels de procédures, de matrices de suivi des cas de corruption ou encore de plans d'action nationaux. Ces avancées ont contribué à améliorer la qualité des rapports nationaux, notamment dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), et à renforcer les mécanismes de suivi et de mise en œuvre des recommandations internationales. Ces évolutions institutionnelles produisent des effets concrets, 76 % des acteurs déclarant en percevoir les retombées en termes de gouvernance et de pilotage.

Renforcement de la mobilisation citoyenne et de la prévention

les actions de sensibilisation, notamment auprès des jeunes, ont généré des résultats concrets en matière d'engagement citoyen. Dans plusieurs contextes, elles ont conduit à une augmentation des dénonciations d'actes de corruption et à une meilleure compréhension des mécanismes de signalement. Ces dynamiques participent à l'émergence d'une culture d'intégrité, où la corruption tend à devenir l'exception et la transparence la norme. Les effets sont perceptibles, 76 % des acteurs observent des retombées positives en matière d'engagement citoyen et de prévention.

Témoignages



« Ma participation à la première édition du Diplôme d'Université en Prévention et Lutte Contre la Corruption et les Infractions Économiques et Financières m'a offert une opportunité précieuse de renforcer mes compétences dans le domaine de la lutte contre la corruption. Elle m'a également permis de concrétiser un projet que je souhaitais mettre en œuvre depuis longtemps au sein de mon institution, le Bureau de Lutte contre la Corruption à Madagascar.

Grâce à ce diplôme, j'ai pu justifier et lancer un projet dédié à la lutte contre la corruption sexuelle, en expérimentant la mise en place d'un questionnaire d'audience spécifique à ce type de pratiques. Après l'obtention du diplôme et la finalisation de mon mémoire intitulé « La corruption sexuelle à Madagascar : l'impasse juridique face à une réalité persistante », une administration spécialisée a été créée au sein de notre institution pour mettre en place un processus adapté aux victimes de ce type particulier de corruption.

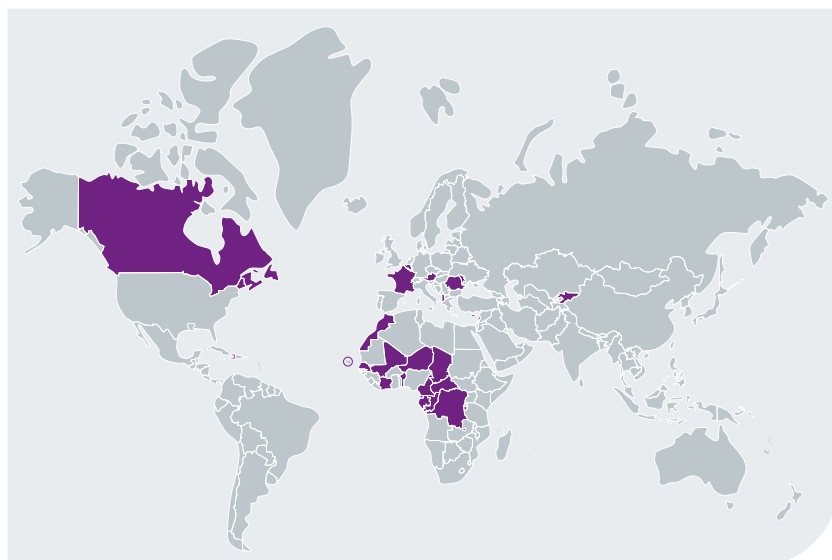
Cette expérience a été déterminante, tant pour mon développement professionnel que pour l'impact concret sur la lutte contre la corruption sexuelle à Madagascar ».

Madame RAKOTONDRA SOLO Mirana Aurelia, Responsable du centre de réception de doléances / Enquêtrice, Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) - Antsiranan



Projet 11

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DÉSORDRES DE L'INFORMATION



Principales réalisations

Le projet « Prévention et lutte contre la désinformation » vise à créer les conditions d'une meilleure qualité et intégrité de l'information comme moyen de consolider la gouvernance démocratique, l'État de droit et les droits de l'Homme.

Des résultats structurants ont été obtenus en matière de renforcement des politiques publiques de prévention et de lutte contre les désordres de l'information, en particulier dans les contextes électoraux.

- Au Gabon, les capacités techniques et méthodologiques de monitoring des médias audiovisuels ont été significativement consolidées : meilleure maîtrise du cadre juridique régissant la couverture électorale, élaboration d'outils harmonisés d'analyse qualitative et quantitative, production de rapports de synthèse fondés sur des données statistiques fiables et intégration, pour la première fois, des médias privés dans le dispositif de suivi. La coordination entre services techniques et unités de monitoring a également été renforcée, améliorant la cohérence institutionnelle.
- En Moldavie, la mise en place d'un centre permanent de consultance a permis d'établir un dialogue préélectoral entre l'autorité nationale de régulation (Conseil de l'Audiovisuel) et les fournisseurs de services médiatiques dans la perspective des élections législatives tenues en fin d'année 2025. Dans cet élan, des tables rondes et ateliers ont mobilisé plus de 76 participants (autorités de régulation, médias et experts) contribuant à une meilleure compréhension et application des obligations relatives aux politiques éditoriales en période électorale.
- En République centrafricaine, 10 cadres ont été formés et une note méthodologique produite afin de clarifier le cadre conceptuel et opérationnel de la lutte contre la désinformation.
- Au Tchad, en partenariat avec l'UNESCO – Afrique centrale, des feuilles de route et un plan d'action ont été élaborés pour intégrer l'éducation aux médias et à l'information (EMI) dans les curricula du système éducatif formel. Ces travaux, menés avec les ministères concernés et la société civile, s'ins-

crivent dans la stratégie régionale de lutte contre les discours de haine, qui positionne l'EMI⁶ comme un levier essentiel de prévention.

- Enfin, le plaidoyer et la mobilisation francophone ont été consolidés à travers des rencontres de haut niveau et des espaces de dialogue stratégique. Un atelier de réflexion réunissant 60 acteurs issus des Réseaux institutionnels de la Francophonie et de partenaires internationaux, ainsi qu'un panel francophone à Bruxelles consacré à l'IA et à l'intégrité de l'information (66 participants, 15 pays représentés) ont permis de valoriser les dispositifs existants (ODIL, jumelages francophones, outil « Marqueur ») et de formuler des orientations communes en faveur de processus démocratiques fiables. Un forum de haut niveau regroupant le Réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM), le Réseau africain des instances de régulation de la communication (RIARC) et les grands opérateurs de plateformes numériques, organisé à Dakar et réunissant plus de 70 régulateurs francophones, a contribué à la mise en œuvre concrète d'engagements volontaires des grandes plateformes et s'inscrit dans la logique de l'Appel de Villers-Cotterêts pour un espace numérique intègre et de confiance.

Plusieurs initiatives ont été financées pour renforcer l'accès des citoyens à une information intègre et de qualité, combinant recherche, innovation technologique, formation et production de contenus pédagogiques. Dix projets ont été soutenus, avec des résultats concrets tels que :

- Le renforcement des capacités de plus de 500 vérificateurs de faits, notamment des jeunes et des femmes.
- Le développement d'un agent conversationnel en intelligence artificielle pour mobiliser des femmes leaders, ainsi que la création et la diffusion d'outils pédagogiques en éducation aux médias et à l'information.
- Ces initiatives s'accompagnent de contenus variés (podcasts, capsules vidéo, articles, infographies, campagnes numériques, outils d'évaluation) favorisant à la fois la production de connaissances, la diffusion large auprès des publics et l'appropriation concrète des compétences critiques.

6. Éducation aux médias et à l'information



© Cytom_unsplash.com

Effets et impacts observés

Transformation des pratiques professionnelles et académiques :

Les bénéficiaires se sont pleinement appropriés les compétences acquises. 100% des acteurs formés ont valorisé leurs acquis. Cette appropriation a généré des effets concrets, 69 % des acteurs déclarent avoir constaté des retombées positives dans leurs pratiques quotidiennes entraînant un changement durable des comportements, marqué par une vigilance accrue face à la désinformation et une exigence renforcée dans le traitement de l'information. Les bénéficiaires adoptent des méthodes plus structurées (recoupement des sources, protocoles de vérification, journalisme sensible aux conflits).

Effet multiplicateur et diffusion des bonnes pratiques :

Les acquis ont été largement partagés au sein des équipes de rédaction et des environnements académiques. Des actions de restitution, de formation et de sensibilisation ont permis de diffuser ces bonnes pratiques auprès de pairs, d'étudiants et de jeunes journalistes, contribuant à renforcer collectivement les capacités et la culture de l'information responsable.

Renforcement de l'esprit critique et de l'autonomie des publics :

Les initiatives de sensibilisation ont permis aux publics touchés, notamment les jeunes et les élèves, de développer

leur capacité à analyser et sélectionner l'information. Ils sont désormais mieux outillés pour faire des choix éclairés face à la surabondance d'informations et pour adopter des comportements responsables dans leur consommation médiatique.

Amélioration de la qualité et de la fiabilité de l'information :

L'intégration systématique des pratiques de vérification des sources a permis d'élever significativement les standards de production de l'information. Les effets sont significatifs, 69 % des acteurs déclarent avoir observé une amélioration de la fiabilité et de la crédibilité des contenus diffusés. Les bénéficiaires produisent désormais des contenus plus fiables, rigoureux et crédibles, que ce soit dans un cadre professionnel, académique ou médiatique.

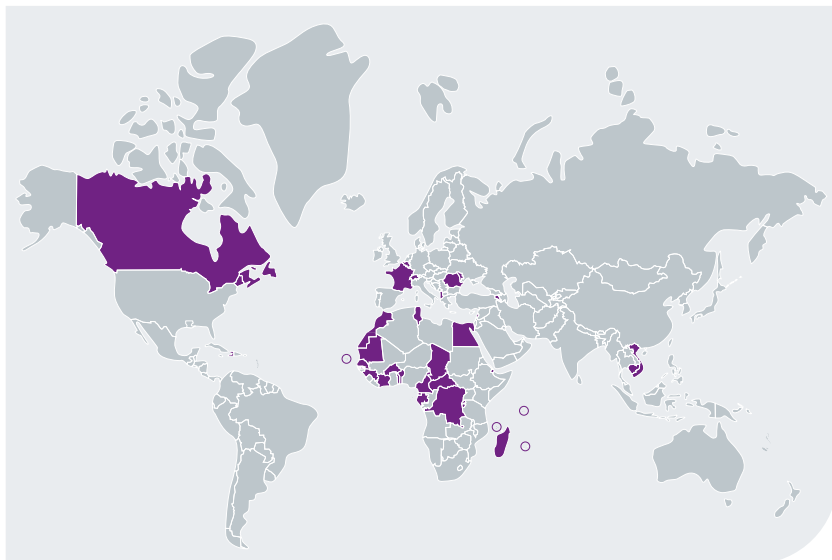
Professionnalisation et crédibilité accrue :

Enfin, la valorisation des compétences acquises a renforcé la crédibilité des bénéficiaires et de leurs structures. Dans le secteur médiatique notamment, cela s'est traduit par une meilleure reconnaissance professionnelle, une amélioration des pratiques éditoriales et un positionnement plus solide en tant qu'acteurs de confiance dans l'écosystème de l'information.



Projet 12

ACCOMPAGNEMENT DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES



BUDGET PLANIFIÉ
1 344 000 €

BUDGET EXÉCUTÉ
1 342 860 €

TAUX D'EXÉCUTION
100 %

Principales réalisations

Le projet « Accompagnement des processus démocratiques » vise à contribuer à l'instauration et au renforcement de la démocratie et des institutions de l'État de droit.

L'OIF a renforcé de manière significative les capacités des acteurs et structures impliqués dans l'organisation, le contrôle et la supervision des processus démocratiques et électoraux.

- En Mauritanie, cet accompagnement a porté sur la révision et l'harmonisation du Code électoral. En Guinée, il a consisté, d'une part, à renforcer les capacités de la Direction générale des élections (DGE) et du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD), et, d'autre part, à former et appuyer les membres de la Cour suprême et de la Haute autorité de la communication (HAC), en vue de l'organisation du référendum constitutionnel et de l'élection présidentielle. Par ailleurs, une expertise technique a été mise à disposition du Conseil électoral provisoire (CEP) en Haïti afin de soutenir la préparation et la tenue des prochaines élections.

- La coopération interinstitutionnelle entre organismes de gestion électorale (OGE) a été renforcée grâce à l'appui du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF), favorisant des échanges structurés de bonnes pratiques. Des dialogues entre pairs ont permis de progresser sur des thématiques clés telles que la protection des élections, la gestion des risques, le renforcement de la résilience, la gestion des crises et l'institutionnalisation du genre dans les OGE.
- Le renforcement des capacités des juridictions constitutionnelles a constitué un axe majeur du projet avec des formations ciblées sur le contentieux électoral et référendaire, notamment au Gabon et en Guinée. En parallèle, des appuis techniques structurants ont été déployés incluant l'installation d'infrastructures numériques pour la Cour suprême en Guinée et un accompagnement en expertise et formation au profit de la Cour constitutionnelle du Gabon, ainsi qu'un renforcement de la communication institutionnelle en Moldavie. Ces actions ont

permis d'améliorer la sécurisation des données électorales, la gestion des contentieux et la communication contribuant ainsi à renforcer la crédibilité des processus électoraux.

- L'appui aux autorités de régulation des médias et aux journalistes (Bénin, Guinée, Moldavie) à travers la formation de plus de 150 journalistes à la couverture électorale et à la vérification des faits a permis d'améliorer la qualité de la couverture médiatique des élections et de renforcer la lutte contre la désinformation.
- Le déploiement des Missions électorales de la Francophonie (MEF) dans de nombreux États membres (Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Moldavie, République centrafricaine, Seychelles) a permis d'évaluer la conformité des scrutins avec les dispositions de la Déclaration de Bamako tout en contribuant au renforcement de la confiance et de la transparence des scrutins.
- L'OIF a également soutenu l'observation électorale nationale, notamment au Burundi et au Gabon, et accompagné les Institutions nationales des droits de l'Homme, comme en Côte d'Ivoire où plus de 1 000 observateurs ont été déployés et une plateforme d'alerte électorale a été mise en place le jour des élections.

Différentes initiatives ont permis de renforcer le caractère inclusif des processus électoraux en favorisant la participation des jeunes et des femmes.

- Au Gabon, les campagnes de sensibilisation et les actions de terrain ont touché plus de 85 000 personnes. En Côte d'Ivoire, 580 jeunes ont été mobilisés grâce à des approches immersives favorisant leur engagement citoyen et leur esprit critique. En Moldavie, une formation intensive a permis à une trentaine de jeunes de renforcer leurs compétences civiques, tout en générant des effets durables, notamment la création d'un réseau interrégional et un fort niveau d'engagement futur.
- À Madagascar, les formations ont consolidé les capacités des élues locales et structuré durablement le réseau des femmes maires. En Haïti, les actions menées ont sensibilisé plus de 800 personnes en présentiel et plus de 35 000 en ligne, tout en touchant 3 000 citoyens supplémentaires grâce à des initiatives artistiques, contribuant ainsi à une participation citoyenne plus large et inclusive.

Effets et impacts observés

Consolidation des capacités d'analyse critique et de participation démocratique : 90% des acteurs formés dispose d'une capacité accrue à distinguer les informations fiables des discours manipulateurs, renforçant ainsi leur vigilance citoyenne et leur aptitude à contribuer à des processus démocratiques plus transparents.

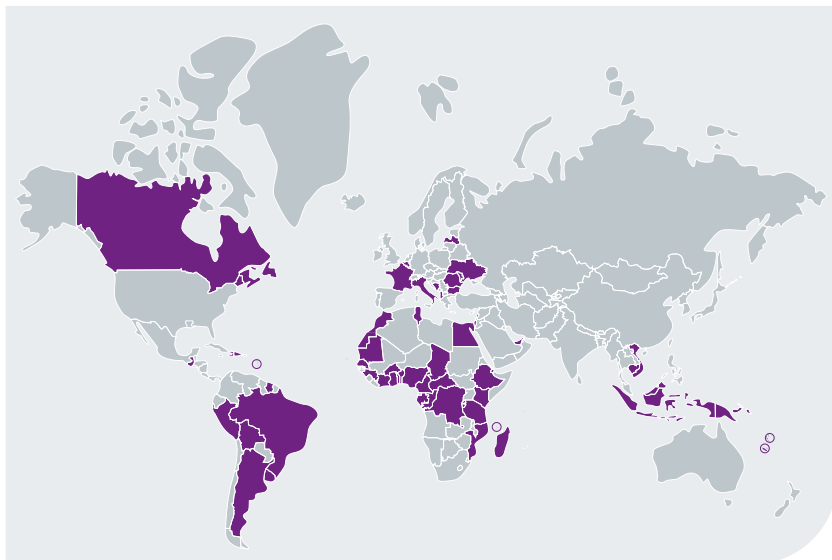
Diffusion et effet multiplicateur des connaissances (formation en cascade) : Les acquis ont fait l'objet d'une large diffusion, portée par 90 % des acteurs formés ayant activement réinvesti leurs compétences au sein des institutions. Les acteurs bénéficiaires ont organisé des sessions de restitution et de partage avec leurs collègues, amis et membres de réseaux, notamment au sein des institutions membres du RECEF et d'autres structures locales. Les effets de cette diffusion sont confirmés par les perceptions des acteurs, 67 % d'entre eux ont observé des retombées concrètes telles que l'appropriation collective des savoirs et une meilleure circulation des bonnes pratiques, y compris sur l'organisation d'élections et la sensibilisation des jeunes à la participation démocratique.

Éveil citoyen et transformation des perceptions démocratiques : 67 % des acteurs indiquent avoir constaté des retombées positives en termes d'évolution des comportements et des attitudes citoyennes. Un changement de perception notable a été observé concernant la compréhension des processus démocratiques et électoraux. Les participants déclarent une meilleure capacité à analyser de manière critique les projets et discours politiques, ainsi qu'une compréhension accrue des enjeux liés au vote et à la participation citoyenne. Cet éveil citoyen s'est traduit par une implication plus réfléchie dans les dynamiques démocratiques locales.



Projet 13

SOUTIEN À LA PAIX ET À LA STABILITÉ



BUDGET PLANIFIÉ
1 306 200 €

BUDGET EXÉCUTÉ
1 292 646 €

TAUX D'EXÉCUTION
99 %

Principales réalisations

Le projet « Soutien à la Paix et la stabilité » vise à renforcer la paix et la sécurité dans l'espace francophone et se décline en trois axes : la prévention et la gestion des crises et des conflits ; le soutien aux opérations de paix ; et la consolidation de la paix.

Dans les domaines de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits, l'OIF et ses partenaires ont renforcé leurs capacités d'analyse, d'alerte précoce et de production de connaissances stratégiques, améliorant ainsi l'anticipation et la réponse aux crises.

- Des actions d'analyse ont été menées, incluant le lancement d'une étude sur le nexus climat-sécurité-environnement en Afrique centrale (Cameroun, RCA, Tchad), à l'occasion d'un atelier régional organisé avec l'UNOCA⁷, la CEEAC⁸ et des centres de recherche, ainsi que la production de 10 bulletins FrancoPaix et de 342 fiches d'actualité. Ces

initiatives ont permis d'assurer une veille régulière et structurée des dynamiques de conflictualité, d'alimenter des politiques d'intervention fondées sur des données fiables et de renforcer la visibilité et la mise en réseau des centres de recherche francophones.

- Des missions politiques d'information et de contacts ont été conduites en Haïti, au Gabon, à Madagascar et sur la situation dans l'Est de la RDC, sous l'égide notamment des Envoyés spéciaux de la Secrétaire générale. Ces démarches ont permis d'identifier des perspectives de sortie de crise et des axes d'accompagnement adaptés.

L'OIF a renforcé également la participation francophone aux opérations de paix (OP) en agissant, en partenariat avec ses États membres, simultanément sur la formation, la réflexion stratégique, la promotion du multilinguisme et de l'interculturalité ainsi que le plaidoyer.

- En matière de formation en et au français, des résultats significatifs ont été enregistrés. La 8^e formation francophone de formateurs au maintien de la paix, organisée à Paris, a réuni 32 participants issus de 27 pays, renforçant les capacités nationales de préparation des contingents. À Thiès, la première formation de formateurs sur les pelotons d'engagement a bénéficié à 19 militaires de 7 pays, dont une majorité de femmes, témoignant d'une progression vers une plus grande inclusion. Par ailleurs, le programme de formation en leadership pour la paix et la sécurité (LFAF-PS), mis en œuvre par le Centre international Kofi Annan à Accra, a permis d'accompagner 20 femmes africaines francophones issues de 9 pays, contribuant au renforcement durable de leurs compétences grâce à un parcours structuré, des outils pédagogiques en français et des webinaires thématiques.
- L'appui à ONU Femmes pour la traduction et l'adaptation en français du Women's Military Peace Operations Course (WMPOC) a permis la tenue de la première édition francophone à Agadir, réunissant 23 officières issues de 10 pays africains. Cette initiative a levé un frein linguistique majeur et contribué au renforcement de la participation des femmes francophones aux opérations de paix.
- Des formations linguistiques, en français et interculturelles, ont été dispensées à 108 personnels rwandais en préparation de leur déploiement à la MINUSCA, à 35 carabiniers moldaves, ainsi qu'à 23 membres des forces armées royales khmères destinés à des missions en RCA et au Liban. Ces actions ont contribué à renforcer l'efficacité opérationnelle des contingents, la qualité des interactions avec les populations locales et la performance globale des missions. Par ailleurs, dans le cadre de l'appui à la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti, 381 personnels issus de 15 pays ont été formés aux compétences en français, en créole et au contexte socio-culturel haïtien, renforçant ainsi leur capacité d'intervention et d'adaptation sur le terrain.
- Enfin, des webinaires organisés dans le cadre du Réseau d'expertise et de formation francophone pour les opérations de paix (REFFOP) ont rassemblé un large public (près de 300 participants), contribuant à démocratiser l'accès à l'information sur les opportunités professionnelles et de formation dans le domaine du maintien de la paix pour les francophones, notamment ceux en début de carrière.

Dans le cadre de la consolidation de la paix dans l'espace francophone, l'OIF a mis en œuvre, en coopération avec ses États membres, des actions ciblées sur la réforme du secteur de la sécurité et sur l'implication des femmes et des jeunes.

- Concernant le secteur de la sécurité, des formations ont été dispensées à la police nationale d'Haïti, avec près de 100 bénéficiaires formés à la gestion des mesures d'urgence conformément aux droits de l'Homme. Parallèlement, le 8^e congrès international du Réseau international francophone de formation policière (FRANCOPOL) a permis de sensibiliser 150 de ses membres aux opportunités offertes par les nouvelles technologies à la police, et un guide sur la police de proximité dans l'espace francophone a été publié.
- L'implication des femmes et des jeunes constitue un autre axe majeur de cette initiative. En partenariat avec l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), une session de formation sur l'intégration des technologies dans la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) a rassemblé plus de 150 participants, soulignant la nécessité de promouvoir le leadership féminin et l'accès des femmes aux technologies dans les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix.
- Par ailleurs, des formations certifiantes en ligne sur les agendas Femmes, Paix et Sécurité (FPS) et Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) ont été organisées, en partenariat avec l'Université Senghor à Alexandrie, au profit de 1 820 bénéficiaires.

7. UN Regional Office for Central Africa (UNOCA)

8. Communauté économique des États de l'Afrique centrale



Effets et impacts observés

■ Ancrage institutionnel des agendas FPS et JPS :

À la suite des formations sur les agendas Femmes, Paix et Sécurité (FPS) et Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS), 83% des bénéficiaires ont effectivement mobilisé les compétences acquises en analyse stratégique, plaidoyer et gouvernance. Cela s'est traduit par un appui à l'élaboration et au suivi de Plans d'Action Nationaux (Bénin, Tchad), des actions de sensibilisation pour leur adoption (Haïti), ainsi que la production d'outils stratégiques et de recommandations. Les résultats d'enquête montrent que 90 % d'entre eux ont généré des effets concrets, soit une meilleure prise en compte des enjeux de genre et de jeunesse dans les politiques publiques et une évolution vers une gouvernance plus inclusive.

■ Transformation des pratiques de sécurité et de prévention des conflits :

Les connaissances acquises sur les dynamiques de conflits, la prévention de l'extrémisme violent et les liens entre sécurité, genre et jeunesse ont permis de faire évoluer les pratiques vers une approche plus préventive et inclusive. Les effets observés par 90 % des bénéficiaires incluent une participation accrue des jeunes dans la prévention des conflits, une meilleure prise en compte des risques d'extrémisme violent et, dans certains contextes, une réduction des tensions communautaires.

■ Renforcement du leadership et de l'autonomisation des femmes et des jeunes :

En mobilisant les compétences en communication, en engagement communautaire et en accompagnement du leadership, des actions ciblées ont été menées pour promouvoir l'engagement des femmes et des jeunes dans les processus de paix et de gouvernance. Les effets observés par 90 % des bénéficiaires concernent l'émergence de nouveaux leaders et une participation accrue aux initiatives de paix.

■ Mise en réseau, diffusion et influence à l'échelle régionale et internationale :

Les compétences acquises en capitalisation, coordination et communication stratégique ont permis de structurer une dynamique de diffusion et d'influence autour des agendas « Femmes, Paix et Sécurité » et « Jeunes, Paix et Sécurité ». Ces actions ont contribué à renforcer la mise en réseau des acteurs, à favoriser le partage de connaissances et à amplifier l'impact des initiatives locales. Elles ont également permis un positionnement renforcé en tant qu'acteur engagé sur les questions de paix, de sécurité et de gouvernance, avec une reconnaissance croissante à l'échelle internationale.

Témoignages



« Mon expérience en Haïti, au sein d'une mission multinationale de soutien à la sécurité, a été transformatrice. Officier de l'armée guatémaltèque, j'ai été extrêmement heureux de constater que l'apprentissage du français et du créole haïtien m'a permis non seulement de communiquer avec la population haïtienne, mais aussi de comprendre sa culture et ses besoins. En tant que policier militaire, ma maîtrise du français a grandement facilité les opérations militaires, me permettant d'interagir efficacement avec la population locale et les autorités haïtiennes. L'application pratique de ces langues dans cette mission multinationale a été essentielle pour instaurer la confiance et faciliter le dialogue. Ce fut un honneur de servir et d'apprendre à leurs côtés. Je tiens à remercier l'Organisation interna-

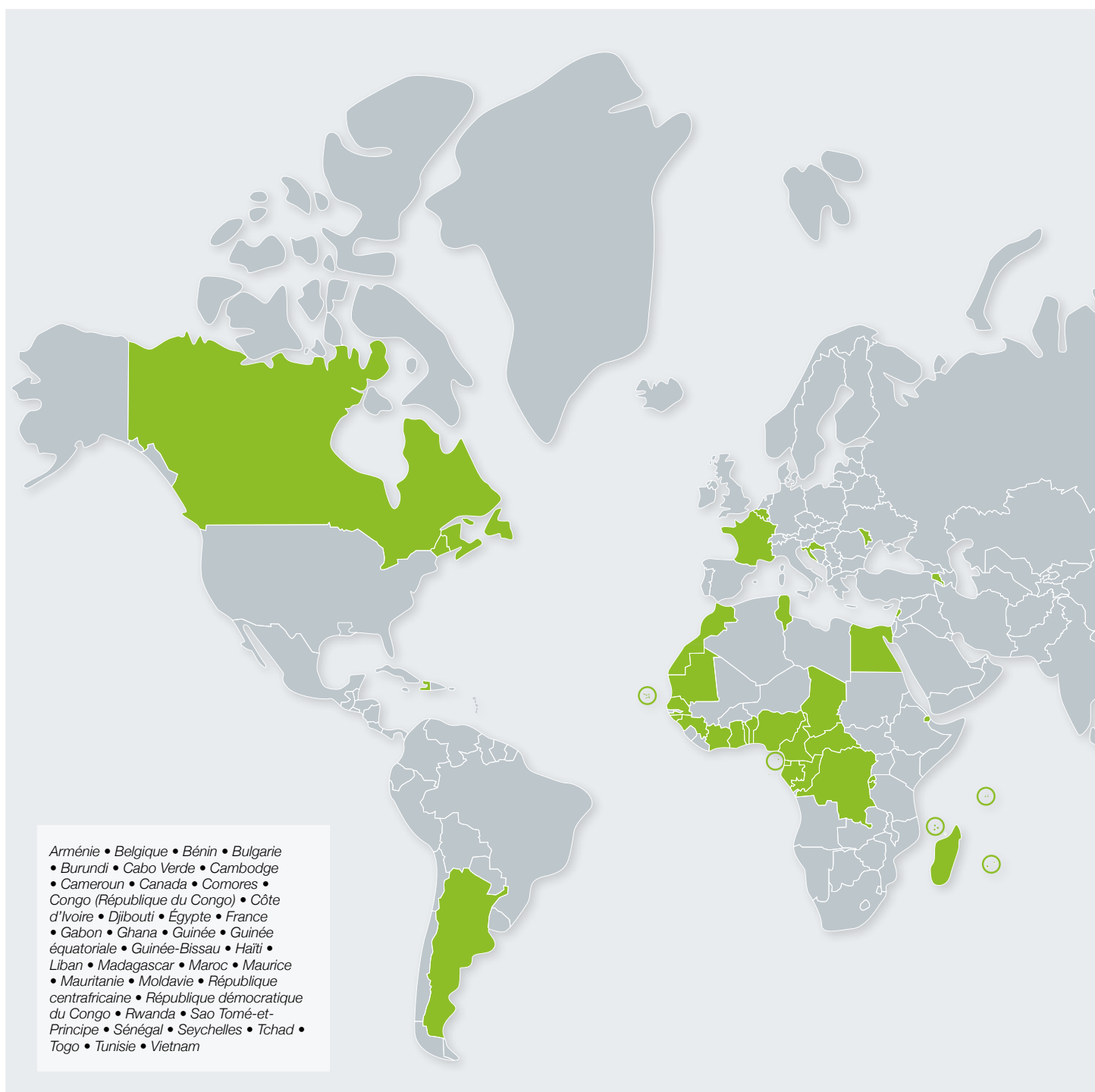
tionale de la Francophonie, la France et l'Alliance Française du Guatemala pour son travail de formation des soldats au français et au créole haïtien, qui contribue sans aucun doute à la coopération internationale et à la paix. Cette expérience m'a fait comprendre la valeur de la communication interculturelle et son impact positif en situation de crise ».

Zury (Guatemala), sous-lieutenant de la police militaire du Guatemala, déployé au sein de la mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti à partir de janvier 2025, bénéficiaire du programme de formation de l'OIF pour le renforcement des capacités en français, en créole haïtien et en interculturelité.



PROGRAMME STRATÉGIQUE 3

LA LANGUE FRANÇAISE, VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

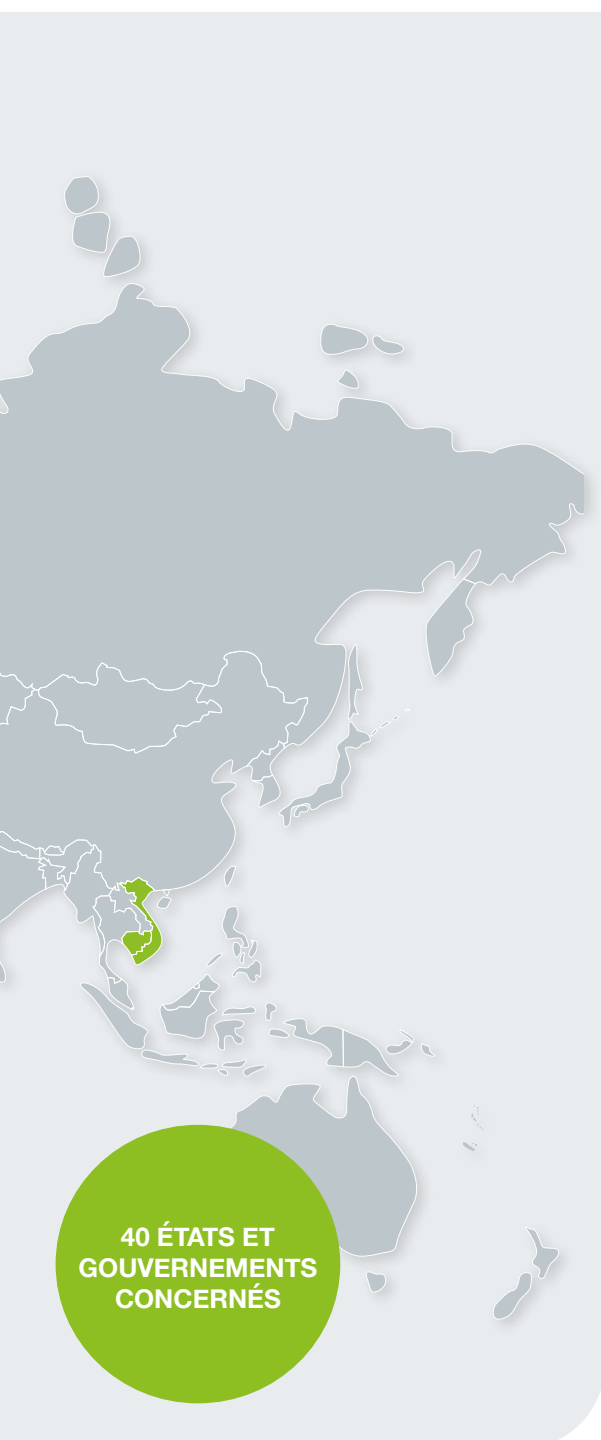




BUDGET EXÉCUTÉ
10 606 003 €



TAUX D'EXÉCUTION
98 %



Le programme stratégique « La langue française, vecteur de développement durable » a produit des résultats significatifs, aussi bien en matière d'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes francophones, d'accompagnement des transitions environnementales et climatiques des États et gouvernements membres, que dans la consolidation du rôle de la société civile dans la diplomatie d'influence francophone. En matière de développement humain, il a favorisé l'accès durable des femmes vulnérables à des activités génératrices de revenus, soutenu la formation et la professionnalisation des jeunes aux métiers du numérique, ainsi que leur insertion dans les écosystèmes entrepreneuriaux locaux, contribuant ainsi à une amélioration tangible des conditions de vie et au renforcement de l'autonomie des publics ciblés.

Dans le prolongement de ces acquis, le programme a également accru la capacité des États membres à mobiliser des financements durables, à adopter des positions concertées dans les négociations climatiques internationales et à structurer des filières économiques compétitives.



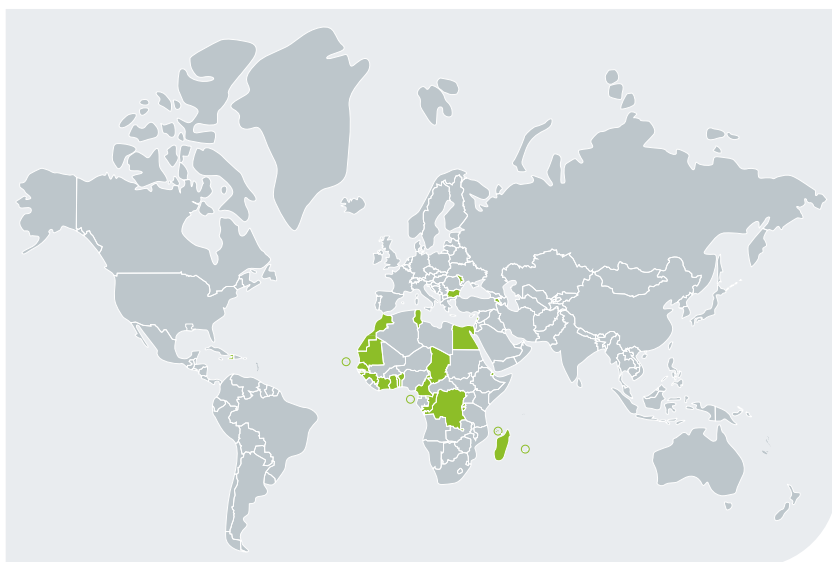
3 objectifs visés

- Renforcer l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes francophones, notamment par l'accès à la formation, à l'emploi et à l'entrepreneuriat.
- Accompagner les transitions environnementales, climatiques et économiques des États et gouvernements membres, par l'innovation, le financement durable et la structuration des filières.
- Consolider le rôle de la société civile francophone et renforcer la diplomatie d'influence de la Francophonie sur les enjeux prioritaires internationaux.



Projet 14

LA FRANCOPHONIE AVEC ELLES



BUDGET PLANIFIÉ
2 915 200 €

BUDGET EXÉCUTÉ
2 872 348 €

TAUX D'EXÉCUTION
99 %

Principales réalisations

Le Fonds « La Francophonie avec Elles » constitue un dispositif visant à soutenir des initiatives concrètes de terrain portées par la société civile, afin de favoriser l'autonomisation économique et sociale des femmes vulnérables francophones, notamment à travers l'accès à la formation, à l'emploi ainsi que le développement d'activités génératrices de revenus.

L'exercice 2025 a été marqué par une montée en puissance du dispositif, concrétisée par le lancement de la 6^e édition du Fonds. L'appel à projets a suscité une forte adhésion avec 1 561 projets finalisés déposés, dont 54 retenus. Bénéficiant d'un engagement global de 4 345 000 € combinant une enveloppe supplémentaire du FMU, des contributions exceptionnelles et des contributions privées, le dispositif a permis le déploiement d'initiatives dans 31 pays, avec une extension notable vers l'Europe centrale et orientale et l'entrée du Ghana et de l'Égypte. Sur le plan opérationnel, 1 264 actions de formation ont permis à 9 290 femmes de mieux connaître leurs droits et de développer des compétences entrepreneuriales, tan-

dis que 9 475 femmes ont accédé durablement à une activité génératrice de revenus (AGR). Les effets observés témoignent d'une transformation structurelle : les bénéficiaires développent une culture de l'épargne, assurent la scolarisation régulière de leurs enfants et pérennisent leurs activités économiques.

Le suivi a été renforcé grâce à 176 actions garantissant la conformité et l'impact des interventions. Du 30 novembre au 5 décembre 2025, une mission conduite par Mme Caroline St-Hilaire, Administratrice de l'OIF, accompagnée de 11 femmes du secteur privé représentant 6 pays francophones, s'est rendue au Bénin et a posé les bases d'un engagement durable (remise de matériel, mentorat, levées de fonds). Deux partenariats techniques ont été conclus avec Développement international Desjardins (DID) et ONUFemmes Haïti. 135 actions de communication stratégique ont été menées, s'appuyant sur une présence digitale soutenue (plus de 1,4 million d'impressions, 734 788 personnes touchées). Le Fonds a également bénéficié de reportages télévisés au Cabo Verde, à Djibouti et en Arménie. Les

retours de terrain confirment la pertinence du dispositif et soulignent la nécessité d'augmenter le programme.

Des synergies avec d'autres projets ont été concrétisées : (i) la 6^e Mission économique de la Francophonie, organisée au Bénin du 17 au 19 juin 2025, a accueilli 7 femmes bénéficiaires du Fonds parmi plus d'une centaine d'acteurs économiques internationaux ; (ii) 29 femmes bénéficiaires ont intégré les parcours de formation du projet « D-CLIC : formez-vous au numérique », couvrant les usages fondamentaux comme les modules spécialisés en entrepreneuriat et innovation sociale.

En marge de la 69^e session de la Commission de la Condition féminine à New York, l'OIF a tenu un dîner-débat de haut niveau sur le thème « Voix et vécus francophones », réunissant 18 ministres et délégués. Lors de la Conférence ministérielle de la Francophonie tenue en novembre 2025 à Kigali, l'Unité EFH de l'OIF a fourni une contribution substantielle valorisant les 30 ans d'engagement de la Francophonie en faveur de l'égalité femmes-hommes ainsi qu'un état des lieux des défis dans l'espace francophone.

Témoignages



<https://www.youtube.com/watch?v=bTnxE9-4XvU>
<https://www.youtube.com/watch?v=g2fuGPv9sNI&t=2s>
<https://www.youtube.com/watch?v=9y2to3pVjpl&t=10s>

<https://www.youtube.com/watch?v=vU8Eno2sYH4>

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250308-madagascar-la-m%C3%A9canique-automobile-une-activit%C3%A9-encore-r%C3%A9serv%C3%A9e-aux-hommes-et-pourtant>



Effets et impacts observés

Renforcement des compétences économiques et numériques des bénéficiaires

Les actions mises en œuvre ont permis un renforcement significatif des capacités des bénéficiaires, avec 58,6 % déclarant une amélioration globale de leurs compétences en gestion d'activités génératrices de revenus et en gestion financière, consolidant la viabilité de leurs initiatives économiques. Par ailleurs, la montée en compétences numériques est notable, avec 47,4 % maîtrisant désormais la commercialisation digitale et 53,3 % utilisant les réseaux sociaux pour accroître leur visibilité et leur accès au marché.

Appropriation des outils et structuration des activités économiques

Le projet a favorisé une appropriation effective des outils et méthodes proposés, avec 49,9 % des bénéficiaires déclarant une meilleure organisation de leurs activités, traduisant une professionnalisation progressive des pratiques. Surtout, 65,8 % des bénéficiaires ont créé une activité génératrice de revenus, illustrant un passage concret de l'apprentissage à l'action et une structuration réelle des initiatives économiques au niveau local.

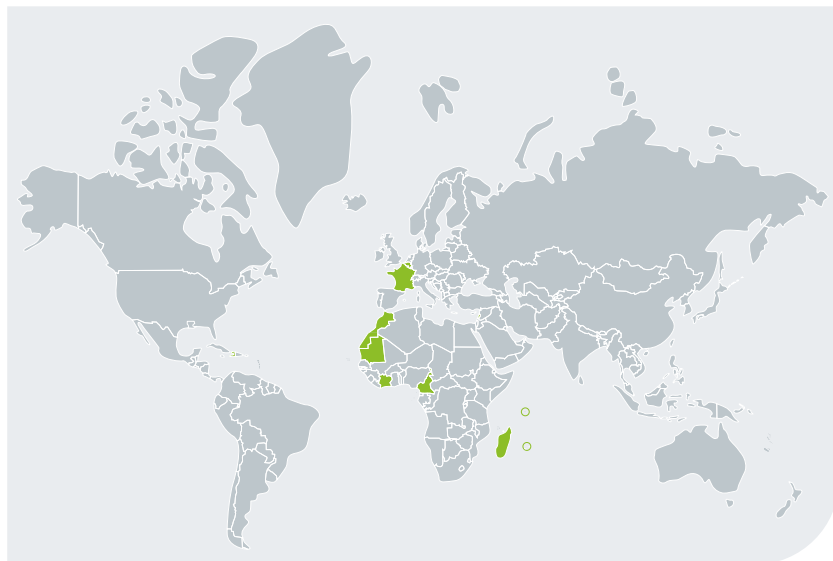
Impact économique et transformation durable des conditions de vie

Les retombées du projet se traduisent par des effets économiques significatifs, avec 45,6 % des bénéficiaires ayant atteint une autonomie économique et 44,3 % enregistrant une augmentation de leurs revenus. L'impact est renforcé par un revenu multiplié par 3 en moyenne, témoignant d'un effet levier important du projet sur les conditions de vie. Enfin, le niveau élevé de satisfaction (87,4 %) confirme la pertinence et l'efficacité globale de l'intervention.



Projet 15

INNOVATIONS ET PLAIDOYERS FRANCOPHONES



BUDGET PLANIFIÉ

905 378 €

BUDGET EXÉCUTÉ

880 642 €

TAUX D'EXÉCUTION

97 %

Principales réalisations

Le projet consiste en un dispositif stratégique visant à mieux préparer les pays de l'espace francophone face aux enjeux et défis de plus en plus complexes auxquels ils sont confrontés, à expérimenter et soutenir des initiatives innovantes portées par les jeunes, les femmes et les organisations de la société civile, tout en renforçant la coordination de leurs actions de plaidoyer sur les enjeux prioritaires de l'espace francophone. Sa mise en œuvre s'articule autour de trois volets complémentaires :

Volet 1 : Innovations et plaidoyers. Ce volet expérimente des initiatives innovantes ciblant directement les populations francophones et conduit des plaidoyers opérationnels sur les enjeux prioritaires (égalité femmes-hommes, transition énergétique, économie bleue, sport et développement durable). Il a notamment porté l'initiative « Cuisson propre » en Côte d'Ivoire et en Mauritanie, le partenariat avec le Réseau francophone pour l'égalité femmes-hommes (RF-EFH) ainsi que la collaboration avec la Commission de l'océan Indien sur l'entrepreneuriat des jeunes.

En 2025, ce volet a soutenu 14 initiatives innovantes au bénéfice de plus de 1 800 jeunes et femmes des associations de jeunes, de femmes et d'organisations de la société civile. L'initiative « Cuisson propre » a outillé 160 acteurs nationaux (90 en Côte d'Ivoire et 70 en Mauritanie) et sensibilisé près de 700 personnes issues

les wilayas mauritaniennes. Le partenariat avec le RF-EFH, restructuré avec l'appui de l'OIF, a bénéficié à une soixantaine d'organisations féministes. Dans l'océan Indien, la collaboration avec la Commission de l'océan Indien a mobilisé 10 institutions, renforcé les capacités de 15 jeunes entrepreneurs et formé 100 jeunes grâce à 5 webinaires thématiques. Sur le plan du plaidoyer, 12 initiatives de sensibilisation ont permis de renforcer les capacités de 139 associations. Une étude exhaustive a abouti à la cartographie de 59 dispositifs de financements européens et à la production d'un guide pratique de mobilisation des ressources. Ces actions ont permis de renforcer les capacités de 139 associations de jeunes, de femmes et d'organisations de la société civile. Enfin, la mise en œuvre de ces différentes initiatives a bénéficié principalement aux jeunes et aux femmes, favorisant leur insertion dans les circuits d'innovations francophones et consolidant ainsi la mission du projet 15 comme catalyseur d'investissements inclusifs et durables.

Volet 2 : #CAP Innovation (Jeunesse et entrepreneuriat). Il s'agit d'un programme d'accompagnement entrepreneurial déployé dans l'ensemble de l'espace francophone (90 Etats et gouvernements membres). Il identifie, forme et accompagne des jeunes porteurs d'initiatives ingénieuses à travers un parcours structuré (13 modules de formation), un soutien financier d'amor-

çage et une mise en réseau avec les écosystèmes francophones d'innovation.

L'appel a suscité une forte mobilisation avec 3 190 candidatures reçues de 49 pays en trois semaines, à l'issue desquelles 100 lauréats ont bénéficié du programme d'accompagnement, complétés par 7 lauréats de #CAP Innovation Liban. Parmi eux, 32 jeunes ont créé leur entreprise ou engagé des démarches concrètes en ce sens. Les 20 meilleurs projets ont été sélectionnés pour être accompagnés en 2026 et être dotés de prix d'amorçage de 4 000 € à 10 000 €. Parmi les candidats sélectionnés 8 grands lauréats et dauphins bénéficient d'un soutien avancé. Une cartographie des opportunités entrepreneuriales francophones a été publiée sur le Portail jeunesse de l'OIF. L'enquête de fin de programme (taux de réponse de 53 %) traduit une forte adhésion : on recense une satisfaction globale de 4,23/5, 85 % des participants déclarent avoir appliqué les apprentissages dans leurs pratiques, et 98 % attestent d'un impact positif du programme sur leur motivation entrepreneuriale.

Volet 3 : Structuration de la société civile (COING et RIJF). Ce volet renforce les liens entre les institutions de la Francophonie et la société civile à travers l'animation de deux réseaux structurants : la Conférence des Organisations internationales non gouvernementales (COING) et le Réseau international de la jeunesse de la Francophonie (RIJF), qui totalisent ensemble plusieurs centaines d'organisations membres.

La COING a bénéficié d'un soutien opérationnel structurant (recrutement d'une ressource dédiée, séminaire exécutif, célébration de son 20^e anniversaire) et d'un accompagnement à la création de COING-SERVICE, entité juridique destinée à sécuriser sa gestion financière. La révision des Directives encadrant les relations entre la Francophonie et la société civile, adoptée à la Conférence ministérielle de la Francophonie de Kigali, a renforcé les principes de collégialité, d'inclusivité et de transparence. La COING compte aujourd'hui 127 organisations membres dans 25 pays, organisées en 5 commissions thématiques. Le RIJF a connu une croissance significative jusqu'à atteindre 437 organisations membres dans 30 pays (39 nouvelles adhésions en 2025), grâce à des partenariats avec l'OFQJ, LOJIQ et le BIJ. Doté d'un Plan d'action 2025-2026 articulé autour de trois axes (rencontres, inspirations, académie), le RIJF a financé 5 initiatives locales (Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali), formé 148 jeunes en marketing numérique via D-CLIC, et porté des plaidoyers dans des espaces internationaux stratégiques (Conseil de l'Europe, Union africaine).

Effets et impacts observés

Renforcement des capacités entrepreneuriales et intégration des enjeux clés :

Les actions réalisées au niveau du projet « Innovations et plaidoyers » ont permis une montée en compétences structurante des bénéficiaires, avec 77,1 % déclarant un renforcement de leurs capacités techniques, professionnelles ou entrepreneuriales. Cette progression s'inscrit dans un cadre stratégique plus large, où 92,6% des bénéficiaires reconnaissent la prise en compte des enjeux de durabilité, ce qui traduit une meilleure compréhension des exigences actuelles en matière d'innovation, d'emploi et de développement inclusif.

Structuration et professionnalisation des activités économiques :

Le projet « Innovations et plaidoyers » a favorisé un passage concret de l'acquisition de compétences à leur mise en pratique, avec 47,1 % des bénéficiaires ayant structuré, professionnalisé ou fait évoluer leur activité. Cette dynamique est renforcée par 75,2 % des projets dont la qualité et la crédibilité ont été améliorées, facilitant leur accès aux financements, aux dispositifs d'accompagnement et aux opportunités de développement économique.

Accès aux opportunités et insertion dans les dynamiques économiques locales :

Les retombées du projet « Innovations et plaidoyers » se traduisent par une meilleure insertion des bénéficiaires dans leur environnement économique, avec 82,2 % des personnes interrogées qui déclarent avoir identifié de nouvelles opportunités ou ressources (financières, techniques ou institutionnelles). En parallèle, 60,3 % déclarent une meilleure intégration dans des chaînes de valeur locales, illustrant un effet structurant du projet sur les écosystèmes et une contribution tangible à l'employabilité, notamment pour les jeunes et les femmes.

Effet significatif sur les trajectoires et insertion dans les écosystèmes économiques :

les retombées du programme #CAP Innovation (Jeunesse et entrepreneuriat) se traduisent par un effet de changement fort sur les trajectoires entrepreneuriales, avec 68 % des participants qui témoignent d'une évolution concrète de leur initiative. Par ailleurs, 98 % attestent d'un impact positif sur leur motivation et leur vision entrepreneuriale, confirmant un effet structurant durable du programme sur l'engagement des jeunes et leur insertion dans les dynamiques économiques francophones.

Professionnalisation des acteurs et renforcement de l'employabilité des jeunes :

au-delà de la mise en réseau, le projet a contribué à transformer les trajectoires des jeunes et des acteurs de la société civile, en les inscrivant dans des dynamiques plus professionnalisées. Ainsi, 148 jeunes ont été formés en marketing numérique, renforçant directement leurs compétences opérationnelles et leur employabilité.

Renforcement de l'influence et ancrage dans les écosystèmes décisionnels :

ce volet a transformé la place de la société civile francophone dans les espaces de décision, en renforçant sa capacité d'influence et de plaidoyer. La conduite de 10 actions de plaidoyer dans des enceintes internationales stratégiques traduit une montée en légitimité et en visibilité des réseaux. En parallèle, le financement de 5 initiatives locales illustre un passage à l'action concret, avec un ancrage renforcé dans les territoires et une contribution accrue à la structuration des écosystèmes économiques et sociaux.

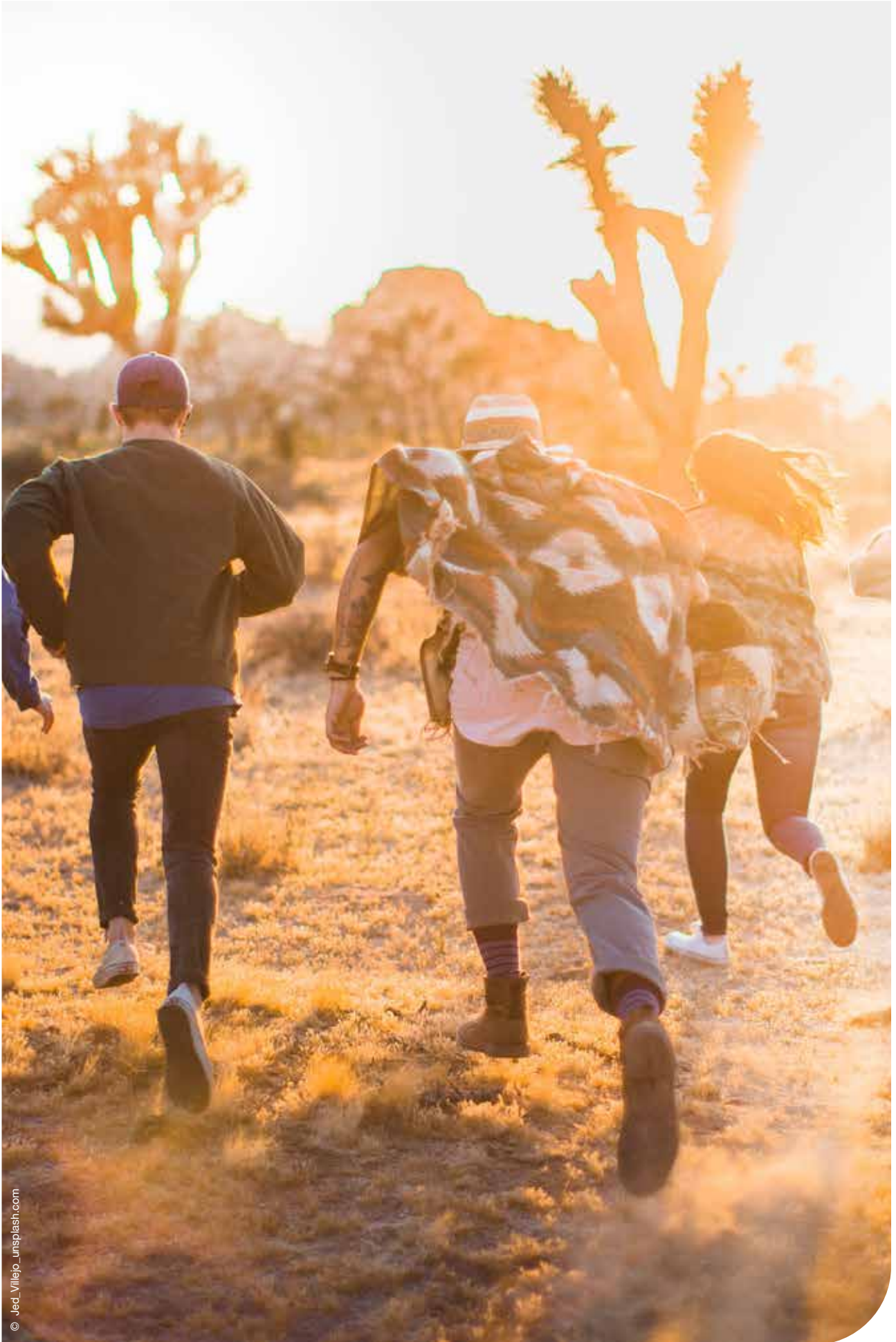
Témoignages

“



« Pour Valérie Levesque (Canada, NB), le Réseau est un espace où la jeunesse francophone peut se rassembler, discuter, se faire entendre et surtout, agir pour la #Francophonie. »

”

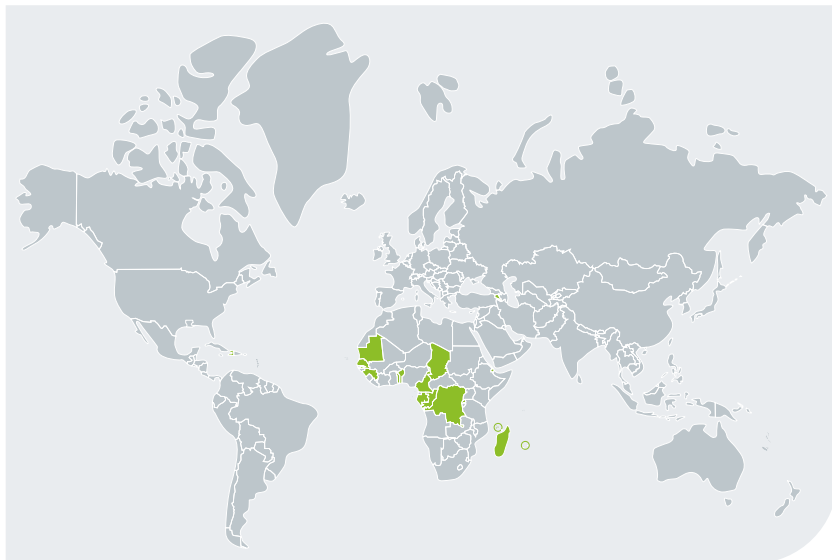


© Jed_Villejo_unsplash.com



Projet 16A

D-CLIC : FORMEZ-VOUS AU NUMÉRIQUE



BUDGET PLANIFIÉ
1 502 575 €

BUDGET EXÉCUTÉ
1 496 810 €

TAUX D'EXÉCUTION
99 %

Principales réalisations

Le projet D-CLIC : « Formez-vous au numérique » a pour objectif de renforcer les compétences numériques de 30 000 talents d'ici 2027, en ciblant prioritairement les femmes et les jeunes. Le projet vise également à renforcer l'employabilité des jeunes francophones en développant des formations professionnalisantes courtes, pratiques et innovantes dans les métiers du numérique, en lien avec les écosystèmes locaux de formation et d'emploi. Il contribue non seulement à l'inclusion des femmes et des jeunes sur le marché du travail, mais aussi à leur autonomisation en tant qu'acteurs de la transition numérique de notre société actuelle.

En 2025, le projet D-CLIC a poursuivi le déploiement de ses formations à grande échelle. Sur la plateforme de formation en ligne, plus de 15 000 jeunes ont été formés à travers 5 sessions réparties en février, mai, juillet, octobre et décembre 2025. Parallèlement, des formations professionnalisantes en présentiel ont été déployées dans plusieurs pays, notamment au Bénin, au Cameroun, au Togo, au Gabon, au Congo RD, en Mauritanie, au Tchad, au Sénégal, à Madagascar, aux Seychelles et aux Comores, 4 100 jeunes sont en cours de formation dans des métiers tels que le développement web et mobile, la cybersécurité, la création de contenus numériques, l'intelligence artificielle, la protection et l'analyse

des données (data analyse) ou encore la maintenance des équipements électroniques. Le projet a également renforcé l'accompagnement vers l'insertion professionnelle des bénéficiaires. Dans plusieurs pays, les jeunes formés ont bénéficié d'appuis à l'employabilité, incluant des stages, un accompagnement entrepreneurial et, pour les meilleurs apprenants, la dotation d'équipements professionnels tels que des ordinateurs portables. Au Togo, D-CLIC a accompagné la maturation des idées de projets d'entreprises des jeunes formés. Les bénéficiaires ayant suivi des parcours en développement web et mobile, communication et marketing numérique, ont créé des jeunes pousses (startups) dans le domaine du EdTech, de la e-santé, des emballages biodégradables mais aussi des plateformes numériques dans le domaine agricole.

A partir de décembre 2025, 30 nouveaux projets portés par de jeunes bénéficiaires du programme D-CLIC ont été accompagnés. Ces initiatives intégrant l'IA, mettent en pratique leurs compétences en analyse de données et en cybersécurité. Ces projets couvrent les biotechnologies, l'inclusion financière, les énergies renouvelables, l'agriculture de précision, les transports et la logistique. Dans le cadre de la synergie entre les projets D-CLIC et CLAC, une phase pilote de cette initiative a été mise

en œuvre au Togo et aux Comores. Le projet a contribué à former en 2025, dans le CLAC d'Aného au Togo, 83 jeunes dans plusieurs métiers du numérique. Le projet a également accompagné le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFOP) de Djibouti dans le développement d'un écosystème national de formation courte aux métiers du numérique.

Au-delà du renforcement direct des compétences numériques des jeunes, le projet a contribué à la modernisation des systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). En 2025, l'appui à la numérisation de l'EFTP a permis d'accompagner 6 pays dans la transformation numérique de leurs systèmes de formation, avec notamment deux stratégies nationales finalisées et validées (Guinée et Djibouti) et quatre stratégies en cours d'élaboration (Bénin, Cameroun, Comores et Tchad). Des actions pilotes ont également été menées au Sénégal et au Togo, portant respectivement sur le renforcement des compétences numériques des acteurs de l'EFTP, et l'élaboration d'une politique d'intégration de l'intelligence artificielle dans la formation professionnelle.

Enfin, le projet a poursuivi le déploiement de l'outil InserJeune, dispositif numérique de suivi de l'insertion professionnelle des diplômés de la formation technique et professionnelle. En 2025, l'outil est devenu pleinement opérationnel dans 3 pays (Comores, Madagascar et Rwanda), en phase d'expérimentation dans 2 pays (Bénin et Gabon) et utilisé dans 4 autres pays pour le suivi de l'insertion des formés (Cameroun, Djibouti, Guinée et Togo). Le dispositif compte désormais plus de 16 000 utilisateurs actifs, incluant cadres ministériels, responsables d'établissements de formation, partenaires techniques et jeunes apprenants.

En 2025, le projet D-CLIC : Formez-vous au numérique a ainsi confirmé sa pertinence comme levier structurant de développement des compétences numériques dans l'espace francophone, en favorisant l'accès des jeunes et des femmes à des formations professionnalisantes et en renforçant leur employabilité. Il a contribué à la modernisation des systèmes de formation et d'insertion professionnelle grâce aux dispositifs complémentaires de numérisation de l'EFTP et de suivi de l'insertion via l'outil InserJeune.

Effets et impacts observés

Renforcement des compétences numériques et professionnalisation des bénéficiaires

Le projet D-CLIC a permis une montée en compétences significatives des bénéficiaires, en les dotant de savoir-faire directement mobilisables sur le marché du travail. Cette dynamique se traduit par une diversification des trajectoires professionnelles, avec 24,5 % des bénéficiaires ayant accédé à un emploi et 25 % à un stage, illustrant une transition effective vers des environnements professionnels structurés.

Diversification des parcours d'insertion et émergence de nouvelles formes d'activité

Au-delà de l'insertion classique, le projet a contribué à transformer les modes d'accès à l'emploi en favorisant des formes plus flexibles et autonomes d'activité. Ainsi, 27,7 % des bénéficiaires se sont orientés vers l'auto-emploi ou des prestations ponctuelles, traduisant une capacité accrue à créer leurs propres opportunités. Cette évolution témoigne d'un repositionnement des bénéficiaires comme acteurs économiques, capables de s'insérer dans des logiques de freelancing et d'économie numérique.

Contribution à l'insertion durable et adaptation aux dynamiques du marché

Le projet a permis d'ancrer les bénéficiaires dans des dynamiques d'insertion plus durables, en phase avec les évolutions du marché du travail numérique. Au total, plus de 77 % des bénéficiaires sont engagés dans une forme d'activité (emploi, stage ou auto-emploi), illustrant un effet structurant du dispositif sur l'employabilité. Cette transformation traduit une meilleure adéquation entre les compétences acquises et les opportunités économiques, renforçant l'autonomie et la résilience professionnelle des jeunes.

Témoignages



« Après l'obtention de mon diplôme, je me retrouve confrontée à une période de chômage prolongée. C'est dans ce contexte que je découvre l'appel à candidatures pour intégrer la formation en fibre optique du projet D-CLIC. La formation m'a permis de développer des compétences techniques directement mobilisables, tout en gagnant en confiance. À l'issue du programme, j'ai intégré ITI (Infrastructure Télécom Informatique), où j'occupe aujourd'hui le poste de responsable du suivi de projets en fibre optique. J'interviens sur des missions techniques clés, allant de l'installation d'infrastructures à la configuration des équipements et à la maintenance des réseaux.

Le projet D-CLIC a été une réponse concrète à mon besoin de progression. La formation que j'ai suivie

m'a permis de renforcer mon employabilité et d'accéder à un emploi dans un domaine qui me passionne. Aujourd'hui, je me sens utile et je contribue activement sur le terrain. »

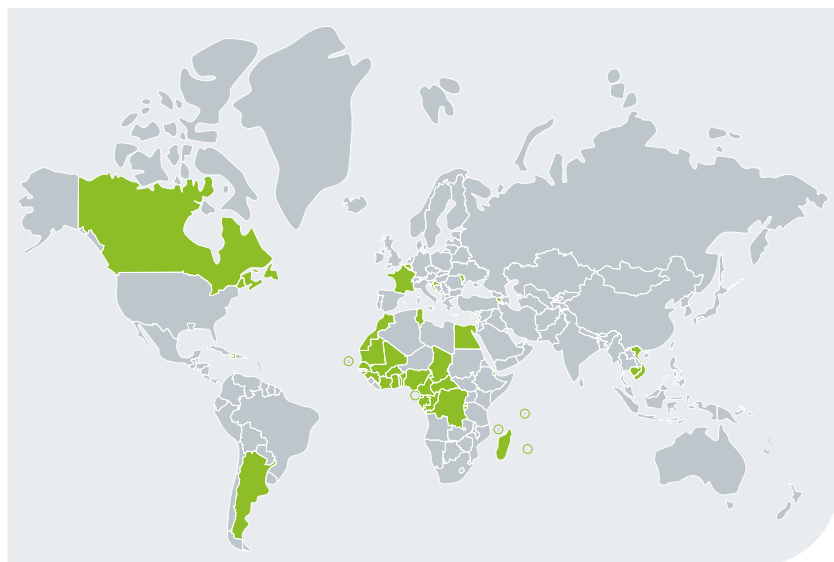
Khadijetou Mohamedou (Mauritanie), bénéficiaire de la formation D-CLIC en fibre optique, 2025





Projet 16B

GOUVERNANCE NUMÉRIQUE



BUDGET PLANIFIÉ

223 190 €

BUDGET EXÉCUTÉ

212 402 €

TAUX D'EXÉCUTION

95 %

Principales réalisations

Le projet « Gouvernance numérique » vise à renforcer la position de la Francophonie dans la régulation mondiale du numérique et de l'intelligence artificielle. L'année 2025 a été marquée par une accélération majeure des actions de plaidoyer et de renforcement des capacités institutionnelles.

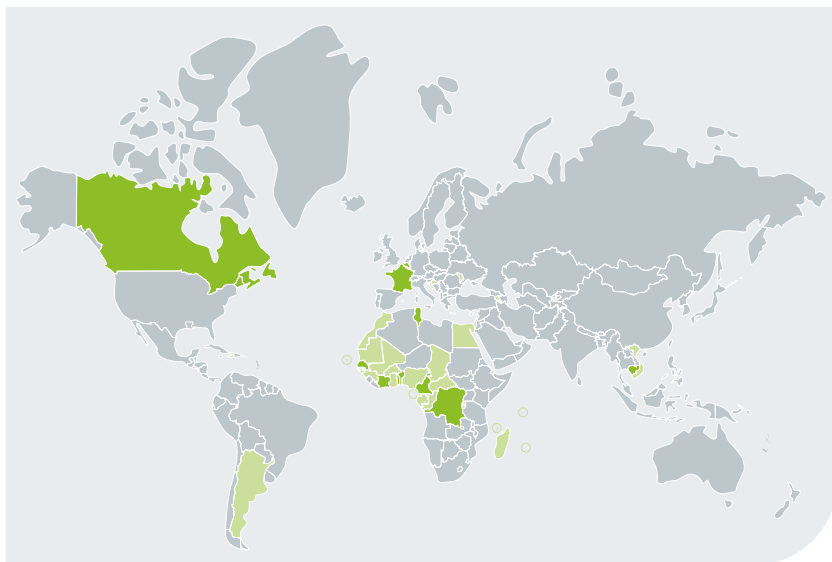
L'un des succès phares de l'exercice est l'instauration du premier Forum francophone de la gouvernance du numérique et de l'IA. Cet événement a réuni l'ensemble des parties prenantes, gouvernements, parlements, régulateurs, secteur privé et société civile, pour définir une vision commune des enjeux technologiques émergents. En parallèle, l'influence francophone a été consolidée au sein des instances multilatérales, notamment à New York, par des ateliers stratégiques portant sur la revue du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et l'alignement avec le Pacte numérique mondial (PNM).

L'efficacité du projet se traduit par un dépassement massif des objectifs de formation : 535 agents publics (fonctionnaires, diplomates, et parlementaires) ont bénéficié d'actions de renforcement des capacités sur la gouvernance numérique au travers de 10 formations thématiques dédiées aux enjeux prioritaires de la gouvernance numérique et de l'intelligence artificielle. Cette dynamique a été soutenue par 4 actions de concertation, favorisant des plaidoyers coordonnés dans les enceintes internationales.



Projet 17

PROMOTION DES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX FRANCOPHONES



BUDGET PLANIFIÉ

1 402 553 €

BUDGET EXÉCUTÉ

1 310 756 €

TAUX D'EXÉCUTION

93 %

Principales réalisations

Le projet « Promotion des échanges économiques et commerciaux francophones » vise à dynamiser l'espace économique francophone en facilitant la diversification des partenariats inter-entreprises et en renforçant la diplomatie économique.

Sa mise en œuvre en 2025 a permis d'obtenir des résultats significatifs, notamment à travers l'organisation de missions économiques d'envergure et le renforcement des capacités des acteurs publics en matière de négociation économique internationale. Elle s'inscrit également dans une approche innovante, avec la mise en place d'un dispositif intégré d'appui à l'internationalisation des entreprises.

Le succès de la Mission économique de la Francophonie organisée en juin 2025 au Bénin constitue une réalisation majeure. Première édition déployée selon un nouveau modèle, elle a mobilisé 92 entreprises internationales issues de 29 États et gouvernements membres, ainsi que 194 entreprises locales. Plus de 1 000 rendez-vous d'affaires ont été organisés, conduisant notamment à la signature de 4 accords de partenariats stratégiques, dont un projet industriel à hauteur de 30 millions d'euros dans l'agroalimentaire. Cette mis-

sion a ainsi contribué de manière significative aux priorités de transformation économique du Bénin, tout en marquant des avancées qualitatives importantes, telles que l'intégration des industries culturelles et créatives (ICC), la forte participation des femmes entrepreneures (40 %) et l'implication, pour la première fois, de jeunes lauréats l'initiative Cap Innovation. Le dispositif de suivi des missions économiques s'est parallèlement renforcé avec l'organisation de missions « retour » et le lancement de la plateforme « Entreprises en Francophonie » (EEF). Deux missions « retour » ont été organisées au Vietnam et au Liban en octobre et novembre 2025, mobilisant chacune une vingtaine d'entreprises internationales et une cinquantaine d'entreprises locales déjà engagées dans des relations commerciales. Elles ont permis de consolider ces partenariats et d'aboutir à la signature de 25 accords-cadres dans des secteurs stratégiques. En complément, la plateforme EEF, lancée le 30 septembre 2025, offre aux entreprises francophones un accès gratuit à des services dédiés à leur expansion internationale. Elle a rapidement suscité l'adhésion d'environ 200 entreprises dans sa phase pilote, confirmant sa pertinence et son attractivité.

Enfin, le projet a généré des impacts concrets en matière de renforcement des capacités en négociation économique et commerciale. Plus de 120 acteurs publics et privés ont bénéficié d'actions de sensibilisation et de concertation sur les enjeux du règlement des différends investisseurs-États et du commerce international. Ces initiatives ont permis de consolider la collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de finaliser une publication conjointe sur les cadres réglementaires du commerce électronique.

Témoignages



« Grâce à la Mission économique de l'OIF au Bénin, j'ai pu rencontrer des représentants de la communauté d'affaires francophone venus de plusieurs régions du monde et discuter de mon projet avec eux. J'estime que nous avons tout ce qu'il faut pour construire un tourisme qui nous ressemble, qui crée de la valeur ici et qui donne envie aux Africains de découvrir l'Afrique ».

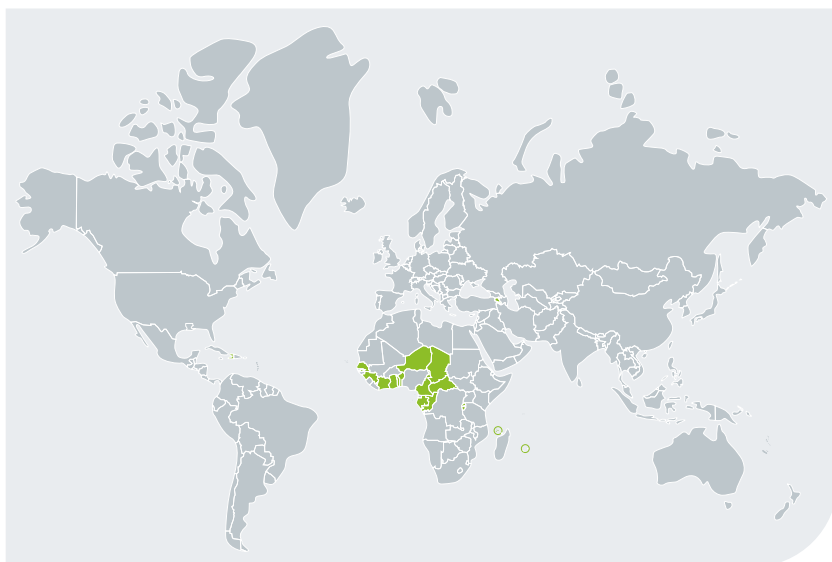
Pascaline AGASSOUNON, Cofondatrice de la plateforme Guidafrika.com (Bénin)





Projet 18

ACCOMPAGNEMENT DES TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET DE CLIMAT



BUDGET PLANIFIÉ
1 259 300 €

BUDGET EXÉCUTÉ
1 252 157 €

TAUX D'EXÉCUTION
99 %

Principales réalisations

Le projet 18 « Accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement et de climat » vise à renforcer la résilience des populations francophones et à doter les décideurs publics des leviers techniques et financiers nécessaires pour transformer les défis climatiques, la préservation de la biodiversité et la lutte contre la désertification en opportunités de développement durable.

L'exercice 2025 a été marqué par un appui renforcé aux délégations francophones dans les négociations internationales sur le climat et la pollution plastique. À travers l'IFDD, 12 actions de renforcement de capacités ont été organisées avant, pendant et après la CdP30 de Belém (Brésil), bénéficiant à 1 371 négociateurs et négociatrices. Cinq outils techniques ont été développés et diffusés (guide des négociations, résumé pour décideurs, notes techniques). La CdP30 a constitué un temps fort de visibilité : le Pavillon de la Francophonie a accueilli 61 événements sélectionnés parmi 108 propositions, rassemblant 1 525 participants en présentiel et

5 652 en ligne via le ePavillon climatique, pour un total de 9 477 visites en intégrant les interactions numériques.

En matière de finance durable, l'OIF a intensifié son appui à l'accès aux financements climat et biodiversité. 8 pays bénéficient désormais d'un accompagnement structuré, avec l'intégration de 5 nouveaux États en 2025 (Bénin, Cameroun, Gabon, RCA et Tchad). Les actions conduites ont permis d'élaborer 35 projets bancaires représentant un portefeuille de plus de 400 millions USD, et de mobiliser 1 379 504 € de financements additionnels pour la programmation de la Francophonie. L'accès effectif à des financements a déjà été facilité aux Comores, au Sénégal et en République centrafricaine, pour plus de 5 millions de dollars. Par ailleurs, 244 acteurs nationaux, dont 80 femmes, ont été formés à travers 05 sessions nationales en Afrique francophone.

Pour mieux cibler ses accompagnements, une étude conjointe OIF-OCDE a été conduite dans 5 pays pilotes (Arménie, Gabon, Sainte-Lucie, Sénégal et Togo), débattant des enjeux et approches stratégiques pour le

futur. Enfin, plus de 3 900 décideurs publics et cadres administratifs ont été formés en ligne aux fondamentaux de la finance durable et aux politiques publiques environnementales, et un séminaire stratégique organisé avec Chypre a réuni 25 États membres autour des enjeux de financement durable et d'innovation.

Dans son ensemble, le projet confirme en 2025 sa valeur ajoutée stratégique en combinant diplomatie climatique, renforcement des capacités techniques, mobilisation des ressources financières et visibilité internationale.

Témoignages



« Monaco, pays développé très attaché à la Francophonie, prend part aux formations préparatoires de l'IFDD depuis quelques années. Ces moments sont riches d'échanges avec nos collègues de la famille francophone provenant de toutes les régions du monde. Elles permettent aussi à une petite délégation comme la nôtre (4 à 5 personnes seulement) de rapidement monter en compétence avant les sessions et de jauger les différentes positions des autres délégations francophones, au-delà des groupes habituels de négociation. Nous y sommes très attachés ».

M. Carl Dudek, Point focal national négociateur pour la Principauté de Monaco



Effets et impacts observés

Montée en puissance des capacités d'influence dans les négociations climatiques :

Le projet a permis une transformation qualitative du positionnement des acteurs francophones dans les espaces de négociation internationale, en passant d'une participation limitée à une présence structurée et influente. Cette dynamique s'appuie sur le renforcement massif des capacités, avec 1 371 négociateurs et négociatrices formés dans le cadre de 12 actions ciblées, et se traduit concrètement par des évolutions de rôle, notamment 72 négociatrices ayant connu une progression professionnelle, dont plusieurs qui ont accédé à des fonctions stratégiques.

Accès renforcé aux financements et structuration de portefeuilles climatiques :

Le projet a contribué à transformer l'accès des pays francophones aux financements en faveur du climat, en passant d'une logique d'opportunités ponctuelles à une approche structurée et proactive. Les appuis ont permis de développer 35 projets bancables représentant plus de 400 millions USD, renforçant la crédibilité des pays auprès des bailleurs.

Structuration des écosystèmes et ancrage institutionnel des transformations :

Au-delà des résultats immédiats, le projet a renforcé durablement les écosystèmes nationaux et la prise en compte des enjeux climat, genre et biodiversité dans les politiques publiques. La promotion de 3 négociatrices au rôle de points focaux climat ainsi que le positionnement de 30 autres sur les enjeux genre et climat illustre la transformation institutionnelle des États. En parallèle, la formation de plus de 3 900 décideurs publics en ligne contribue à diffuser durablement les compétences et à ancrer les transformations dans les systèmes nationaux.



Projet 19

SOUTIEN AUX INITIATIVES ENVIRONNEMENTALES DANS LE BASSIN DU CONGO



BUDGET PLANIFIÉ
1 348 805 €

BUDGET EXÉCUTÉ
1 346 275 €

TAUX D'EXÉCUTION
100 %

Principales réalisations

Le projet 19 « Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo » vise à améliorer la résilience des populations et des écosystèmes du Bassin du Congo, à travers la promotion de connaissances, d'éco-innovations frugales et de bonnes pratiques de gestion durable des ressources naturelles.

L'année 2025 a été marquée par le lancement de plusieurs appels à projets structurants dans 6 pays du Bassin du Congo. 2 incubateurs (RCA et Guinée équatoriale) ont accompagné 70 jeunes et femmes innovateurs dans le développement de prototypes environnementaux. 4 structures (Cameroun, Congo, Gabon, RCA) ont appuyé 40 jeunes porteurs de solutions climatiques dans la mise à l'échelle de leurs innovations, à l'issue d'un processus compétitif ayant enregistré 515 candidatures. En complément, 6 structures nationales accompagnent 120 jeunes agripreneurs dans la concrétisation de projets agricoles durables (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RDC).

Le projet a renforcé les écosystèmes d'innovation à travers la création de 3 laboratoires vivants : un en RCA (en partenariat avec l'ICRA) et deux au Gabon, favorisant une recherche-action collaborative en agriculture durable. En parallèle, 5 fermes pédagogiques innovantes intégrées à des programmes de cantine scolaire

ont été déployées dans 5 pays (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, RCA, RDC), sensibilisant plus de 5 000 élèves aux pratiques agricoles durables et renforçant la sécurité alimentaire locale.

Le renforcement des compétences a constitué un axe central du projet. Une formation en ligne (MOOC) sur les pratiques d'agriculture durable, développée avec l'IFDD, a formé 6 463 jeunes dont 1 590 issus du Bassin du Congo. Des ateliers régionaux ont été organisés, notamment à Oyem (Gabon) avec l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO), sur les technologies émergentes en agriculture intelligente. L'appui aux centres de formation professionnelle s'est poursuivi avec le développement de référentiels en permaculture connectée, transformation agroalimentaire et maraîchage extensif connecté ; une deuxième cohorte de 40 apprenants a été formée au Cameroun, et 25 méthodologues ont été certifiés en ingénierie APC.

Sur le plan de la sensibilisation, des ateliers ont mobilisé une soixantaine de jeunes entrepreneurs au Gabon autour des ODD et des opportunités économiques vertes. Le « Jardin des idées fertiles » à Libreville, salué par la Secrétaire générale de la Francophonie, illustre la capacité des jeunes formés à déployer des solutions agri-

coles 100 % biologiques en milieu urbain. Un prototype de serre intelligente, mis en place à Oyem, sert d'outil de formation à l'agriculture de précision pour les jeunes et les chercheurs.

Dans son ensemble, le projet a confirmé en 2025 son rôle de catalyseur d'innovations vertes et d'entrepreneuriat durable, ouvrant la voie à de nouveaux concepts (agriculture intelligente, climato-résiliente, de précision) et à une dynamique de cocréation portée par les laboratoires vivants. Un guide pour la création de laboratoires vivants d'éco-innovation a été publié dans cette même dynamique.

Témoignages



Duthie Chancel Mbombet est une jeune entrepreneuse gabonaise qui a fondé DutCh'M, une société de cosmétiques qui valorise la noix de coco dans son intégralité, déchets inclus, en gommages, crèmes corps et visages ainsi que baumes à lèvres.

chets inclus, en gommages, crèmes corps et visages ainsi que baumes à lèvres.

« Plus jeune, j'ai subi des moqueries liées à la couleur de ma peau et j'ai voulu tester la dépigmentation, mais j'ai réalisé à quel point c'était dangereux. J'ai eu cette vision de ne pas me détruire, ni détruire l'environnement. » Accompagnée par la Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale, elle est passée de la « production dans un couloir » à un atelier de fabrication digne de ce nom. Sa participation à la CdP30 lui a permis de recevoir de nombreux conseils sur les plans stratégiques et personnels : « J'ai été orientée vers de nouveaux partenaires, que ce soit pour le packaging ou la recherche de matières premières. » Son objectif : obtenir toutes les certifications nécessaires au développement de ses produits en continuant d'affûter ses connaissances pour devenir « une championne de la cosmétique environnementale gabonaise ».

Effets et impacts observés

Transformation des pratiques agricoles et ancrage d'un écosystème d'innovation verte : Le projet a permis un passage d'agricultures traditionnelles vulnérables à des pratiques plus résilientes et durables, en structurant un véritable écosystème d'innovations locales. Cette transformation se traduit par l'adoption de nouvelles techniques par 64,4 % des bénéficiaires, ainsi que par la mise en place de 6 laboratoires vivants dans 5 pays, favorisant l'expérimentation, la diffusion des innovations et l'ancrage institutionnel des solutions climato-résilientes.

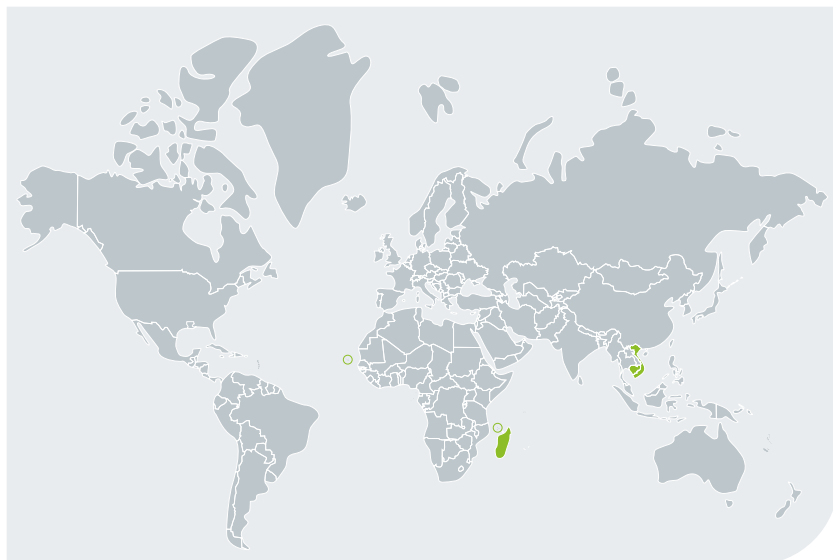
Appropriation des solutions et développement d'activités génératrices de revenus : Au-delà du renforcement des capacités, le projet a permis une appropriation concrète des outils et des solutions par les bénéficiaires, les inscrivant dans des dynamiques économiques actives. Ainsi, 57,5 % d'entre eux ont été accompagnés dans la mise en œuvre de projets terrain, traduisant un passage effectif de la formation à l'action. Le déploiement de 55 solutions frugales a également favorisé l'émergence d'initiatives locales adaptées aux contraintes environnementales, contribuant au développement d'activités génératrices de revenus.

Amélioration des conditions de vie et insertion économique durable : Le projet a généré des transformations tangibles sur les conditions de vie des bénéficiaires, en renforçant leur autonomie économique et leur résilience face aux chocs climatiques. Ainsi, 82,8 % déclarent générer des revenus grâce aux solutions mises en place, traduisant un impact direct sur l'employabilité et les moyens de subsistance. Par ailleurs, 69,8 % observent une augmentation de leur productivité agricole, confirmant un effet structurant sur la sécurité alimentaire et la durabilité des systèmes de production.



Projet 20

PROMOTION DU TOURISME DURABLE



BUDGET PLANIFIÉ
1 235 840 €

BUDGET EXÉCUTÉ
1 234 612 €

TAUX D'EXÉCUTION
99 %

Principales réalisations

Le projet « Promotion d'un tourisme durable » vise à faire du tourisme durable un pilier structurant du développement dans les pays francophones, en renforçant la résilience et l'autonomisation des populations, en particulier des jeunes et des femmes. Fondé sur la valorisation des patrimoines culturels, naturels et historiques des États membres, il ambitionne de transformer le potentiel touristique en levier de croissance, d'emplois et de rayonnement.

En 2025, le cours en ligne ouvert et massif développé en partenariat avec l'Université Senghor a réuni plus de 1 800 participants, dont 416 certifiés. Les actions déployées dans les pays bénéficiaires ont formé près de 2 000 jeunes supplémentaires, avec une participation féminine atteignant 66,87 %, et près de 90 % dans certains dispositifs. Sur le plan de l'employabilité, les résultats traduisent un impact concret particulièrement en Asie. Au Vietnam, 412 étudiants ont accédé à un emploi ou un stage, tandis que 522 jeunes ont été insérés professionnellement au Cambodge, à l'issue de formations combinant enseignements théoriques, immersions terrain et interactions avec des professionnels. Dans les autres régions, la certification de 100 guides nationaux à Madagascar par la validation de l'expérience et des acquis (VAE) et de 62 guides professionnels au Cabo

Verde renforce la professionnalisation du secteur. Aux Comores, l'élaboration de 11 référentiels métiers et la structuration d'initiatives communautaires, ainsi que deux référentiels de formation pour Madagascar, consolident l'offre nationale de formation et soutiennent l'insertion des jeunes.

L'année 2025 a également marqué une avancée majeure avec l'opérationnalisation des premiers Centres Destinations Éco-Talents (DET) au Cambodge, conçus comme des espaces communautaires multifonctionnels dédiés à la promotion du tourisme durable et au rayonnement de la Francophonie. Deux sites ont été retenus à Siem Reap. Le Centre DET Paul Dubrule, inauguré le 13 novembre 2025 en présence de 135 participants, a accueilli 385 visiteurs et mobilisé 18 partenaires de l'écotourisme à travers des activités de réseautage, de formation et de sensibilisation. Le Centre DET d'Artisans Angkor, implanté sur un site recevant près de 100 000 visiteurs par an, renforcera dès 2026 la visibilité du projet et la mise en réseau des acteurs territoriaux. Ces centres constituent des hubs structurants favorisant la formation, la promotion et la dynamisation des filières locales.

Enfin, l'appel à projets lancé dans les pays d'intervention

a suscité une forte mobilisation avec 173 dossiers reçus et 14 projets sélectionnés, bénéficiant directement à plus de 6 000 personnes, notamment dans les zones rurales. Ces initiatives favorisent la création ou la consolidation de circuits écotouristiques communautaires, valorisent les patrimoines locaux et renforcent l'autonomisation économique des jeunes et des femmes.

Dans son ensemble, le projet confirme en 2025 sa valeur ajoutée stratégique en combinant formation qualifiante, insertion professionnelle, structuration des filières et renforcement des écosystèmes locaux, préparant un passage à l'échelle en 2026 avec une intégration accrue dans les systèmes nationaux de formations au bénéfice des jeunes et des femmes francophones.

Témoignages



Dercy Santos, gérante d'un Homestay et bénéficiaire du projet « Homestay Maio : la rencontre de la tradition et du tourisme durable » mené par la Fundação Maio Biodiversidade (Île de Maio, Cabo Verde).

« Avant la mise en place du projet, je n'avais aucune source de revenu et depuis les choses ont commencé à s'améliorer. Le projet nous a offert des formations en langues étrangères, pour faciliter le contact avec les clients, et nous a fait bénéficier d'améliorations dans notre maison Homestay pour être capable d'accueillir des clients. Nous avons également reçu des formations en cuisine ».

Effets et impacts observés

Montée en compétence et diffusion des enjeux du tourisme durable : Le projet a permis un changement significatif dans le niveau de qualification des bénéficiaires, en les faisant passer d'une connaissance limitée à une véritable maîtrise des enjeux du tourisme durable. Cette transformation repose sur une forte adhésion au dispositif, avec 97,9 % des bénéficiaires ayant achevé la formation, et se traduit par un renforcement des compétences métier, notamment 64,7 % déclarant avoir acquis de nouvelles connaissances professionnelles directement mobilisables.

Appropriation des acquis et passage à l'action : Au-delà de l'acquisition de connaissances, le projet a favorisé un passage concret à l'action, avec une forte intégration des apprentissages dans les pratiques professionnelles. Ainsi, 97 % des bénéficiaires déclarent avoir utilisé les compétences acquises, illustrant un transfert quasi total vers le terrain. Cette dynamique se traduit également par la capacité à agir des bénéficiaires dont 33,1 % ont créé un projet ou une activité liée au tourisme durable, confirmant leur transformation en acteurs de changement.

Impact économique et structuration des dynamiques locales : Le projet a généré des effets structurants sur les économies locales, en contribuant directement à la création et à la stabilisation de l'emploi. Ainsi, 73,2 % des bénéficiaires déclarent que le projet a contribué à la création d'emplois, majoritairement à petite échelle, tandis que 82,1 % soulignent le maintien d'emplois existants, traduisant un effet durable sur les écosystèmes locaux. Cette transformation s'accompagne d'une amélioration des pratiques et d'une meilleure prise en compte de l'environnement, renforçant la durabilité des activités développées.

INFLUENCE ET RAYONNEMENT

CONTRIBUER AU DIALOGUE SUR LES ENJEUX ACTUELS

En 2025, la dimension stratégique du réseau des représentations extérieures (REPEX) de l'OIF s'est affirmée. En effet, les REPEX ont porté la voix de l'Organisation dans leurs différentes zones d'intervention ainsi qu'au sein des instances internationales, jouant un rôle majeur dans **la promotion de la langue française, de la diversité culturelle, de la démocratie et des droits de l'Homme ainsi que du développement durable**. Grâce à leur présence et à leurs actions, la Francophonie a marqué de son empreinte le dialogue nécessaire autour des enjeux du multilinguisme et de la gouvernance numérique, tout en œuvrant pour le renforcement de la coopération internationale ainsi que pour le multilatéralisme.

RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE ET DU MULTILINGUISME

L'engagement de l'Organisation s'est traduit par de nombreuses initiatives visant à **promouvoir la langue française en tant qu'outil de dialogue**, et soulignant **l'importance du multilinguisme en tant que facteur d'inclusion dans les relations internationales**. Dans ce cadre, le rôle stratégique des langues dans la diplomatie, le respect de la diversité culturelle et linguistique ainsi que la production d'un savoir inclusif à l'heure du numérique et de l'IA ont été rappelés lors de diverses rencontres internationales.

Une réunion plénière extraordinaire a été organisée entre le GAF de New-York et le Secrétaire général des Nations Unies, en marge de la 80^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies. Centrés sur l'*Initiative ONU80* visant à rendre plus efficace le système onusien, les échanges ont mis l'accent sur la nécessité de **préserver le multilinguisme**, condition d'équité et de légitimité de l'ONU et fondement d'un multilatéralisme inclusif. C'est aussi dans ce contexte que la Secrétaire générale de la Francophonie a inauguré le « Groupe des amis du multilinguisme », qui rassemble les États et institutions autour d'une idée simple mais déterminante « *Le multilinguisme est au cœur de l'égalité entre les peuples* ». Cette plate-

forme a pour objectif de fédérer les groupes linguistiques pour faire vivre le multilinguisme et « *refonder le multilatéralisme dans la diversité culturelle* ».

C'est dans le même esprit qu'un séminaire régional en faveur du multilinguisme a été organisé en collaboration avec la Commission de l'Union africaine. Ce moment de réflexion a permis d'envisager les défis, enjeux et perspectives du multilinguisme pour une gouvernance inclusive.

FAVORISER UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE SÛRE, INCLUSIVE ET DURABLE

Le soutien de l'OIF au dialogue autour de la gouvernance du numérique et de l'intelligence artificielle au niveau mondial s'est traduit par une contribution significative à travers sa participation à diverses rencontres internationales, l'organisation d'ateliers et réunions francophones contribuant ainsi à renforcer la voix des pays francophones dans les débats internationaux tout en affirmant son positionnement sur les enjeux de la gouvernance des données. Pendant *le Dialogue interactif de haut niveau sur la culture et le développement durable*, elle a présenté ses projets et initiatives visant à **améliorer la découvrabilité des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique**. L'OIF s'est également investie dans le renforcement du cadre multilatéral en matière de gouvernance du numérique et de l'IA afin de **garantir une meilleure protection des droits humains**, et a formulé des propositions afin de favoriser la mise en œuvre du *Pacte numérique mondial*, adopté en 2024 lors du Sommet de l'Avenir. A l'approche de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'examen global du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI+20), l'OIF a ainsi organisé, conjointement avec le Bureau des technologies numériques et émergentes des Nations Unies, un dialogue informel francophone sur la coopération numérique, dans le cadre de la mise en œuvre de ce *Pacte numérique mondial*. Le SMSI + 20 a également permis à la Francophonie de mobiliser les délégations francophones autour de ses propositions en vue de la négociation intergouvernementale de la résolution de l'Assemblée

générale des Nations Unies relative au mandat et aux modalités de création et de fonctionnement du Panel et du Dialogue sur l'IA.

RENFORCER LA DIPLOMATIE MULTILATÉRALE FRANCOPHONE

Les initiatives diplomatiques de la Francophonie ont contribué au renforcement de sa présence sur la scène internationale.

En 2025, la Francophonie a développé son action dans les domaines de l'égalité femmes-hommes, du multilinguisme, de la gouvernance numérique, de la paix et de la sécurité, consolidant la synergie avec ses partenaires face à ces défis contemporains. Lors d'événements organisés tant en marge du Sommet de l'Union africaine qu'à l'occasion de la 69^{ème} session de la *Commission de la condition de la femme* des Nations Unies consacré à l'évaluation de la mise en œuvre de la *Déclaration et de la Plateforme d'action de Beijing*, 30 ans après leur adoption, l'OIF a présenté sa vision et ses priorités pour atteindre l'égalité femmes-hommes dans le monde. Elle a pu rappeler, à ces occasions, les engagements de la communauté francophone et les actes concrets posés pour favoriser **l'éducation des filles et l'autonomisation économique des femmes**. L'Organisation a sensi-

bilisé les partenaires de la société civile et du système des Nations unies concernés par ces initiatives afin de faire entendre la voix des femmes et des jeunes de l'espace francophone à travers l'opérationnalisation des agendas « **Femmes, Paix et Sécurité** » et « **Jeunesse, Paix et Sécurité** ». Par ailleurs, l'OIF s'est attachée à renforcer sa coopération avec le **Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations Unies**, notamment en matière de formation pré-déploiement, de développement de référentiels de formation en français et d'appui au processus électoral en Haïti.

La diversité culturelle a également été au cœur de l'action internationale de l'OIF. Ainsi, à l'occasion de la 5^e Conférence des ministres de la Culture de la Francophonie et de la 10^e Conférence des Parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, l'OIF a réaffirmé son engagement en faveur de la découvrabilité des contenus culturels francophones, indispensable pour assurer une meilleure visibilité des artistes et des œuvres francophones dans l'espace numérique.

L'OIF a également renforcé sa présence dans les espaces non francophones. Le déploiement de l'OIF dans ces espaces révèle l'existence d'une réelle dynamique régionale visant à **promouvoir la langue**



française et à renforcer les collaborations éducatives, dans les Amériques en particulier. Cette dynamique s'est traduite en actions, notamment à travers l'organisation au Chili du 1^{er} *Séminaire francophone des jeunes diplomates des Amériques* et de la présentation du dispositif de mobilité des enseignants dans l'espace francophone au Costa Rica. Dans la perspective de la consolidation de la coopération bilatérale et du suivi des synergies identifiées, des échanges stratégiques ont été engagés avec l'Argentine, le Mexique, le Chili, le Costa Rica, la Louisiane et l'Uruguay. Soutenant la tenue d'un séminaire régional pour le renforcement des compétences pédagogiques et didactiques des professeurs de français des Amériques, l'OIF a insufflé une dynamique intégrant des États membres et non membres, grâce au déploiement d'un projet de mentorat de jeunes enseignants de la langue française, bénéficiant à 11 pays de l'Amérique latine.

GROUPES DES AMBASSADEURS FRANCOPHONES : INDISPENSABLES RELAIS ET VECTEURS D'INFLUENCE

Durant l'année 2025, le réseau des GAF s'est déployé sur les 5 continents créant un réseau de dialogue entre les États et gouvernements membres qui s'est élargi avec **la création du GAF de Dar es Salaam (Tanzanie) et du GAF de Bogota (Colombie)**. A l'occasion de leur première réunion, les membres du GAF de Bogota ont souligné leur volonté de valoriser, auprès des autorités colombiennes, la contribution de la Francophonie institutionnelle et son rôle, afin de favoriser une démarche en vue d'une adhésion éventuelle à l'Organisation.



A Genève, lors de la réunion plénière extraordinaire du Groupe des Ambassadeurs francophones avec le Secrétaire général des Nations Unies autour de l'*Initiative ONU80*, le GAF a apporté son soutien aux efforts visant à renforcer l'efficacité de l'ONU tout en mettant l'accent sur la nécessité de **préserver le multilinguisme, élément essentiel d'un multilatéralisme inclusif**. Il a également prononcé une déclaration conjointe lors de la 58^e session du *Conseil des droits de l'Homme* qui a porté sur l'universalisme des droits de l'Homme. Dans un contexte marqué par la remise en cause du droit international et des institutions multilatérales, le GAF a souhaité faire entendre sa voix et son attachement aux droits et principes fondamentaux. Les GAF de Genève et de New York ont présenté une déclaration commune dans le cadre des travaux de la Première Commission de la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, mettant en garde contre l'impact des restrictions budgétaires sur le fonctionnement multilingue de cette instance. En outre, le GAF de New York a contribué au **dialogue interactif sur le rapport 2024 du Secrétaire général des Nations Unies** y compris ses priorités en 2025.

Le GAF d'Addis-Abeba a poursuivi ses travaux relatifs à **la mise en place d'un dispositif destiné à valoriser les plaidoyers et les positions francophones** sur cette scène diplomatique régionale, tandis qu'à Vienne et à Tunis, les GAF se sont mobilisés autour des priorités de **l'agenda international en matière de gouvernance numérique** et sur les défis de l'intelligence artificielle pour la transformation durable de l'Afrique. A Bruxelles, le GAF a souligné **l'importance du multilatéralisme** au regard de l'incertitude qui caractérise le contexte géopolitique actuel. A Kigali, la rencontre entre le GAF et la délégation de l'OIF en mission d'information dans la région des Grands Lacs a donné lieu à des échanges sur **les perspectives de paix, les actions diplomatiques conjointes et les contributions possibles du réseau francophone à une sortie de crise durable**. En mars 2025, le GAF d'Ottawa a organisé avec le soutien de l'OIF la deuxième édition du *Prix du GAF* pour souligner la contribution exceptionnelle d'une personnalité, d'une organisation ou d'une association canadienne au développement de la francophonie sur la scène internationale.

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, UNE VITRINE DE L'ACTION CLIMATIQUE FRANCOPHONE

Organisée à Belem au Brésil du 10 au 21 novembre 2025, cette conférence des parties a été un moment clé pour revoir les engagements climatiques nationaux. Dans le cadre de son processus d'accompagnement des États membres, l'OIF, à travers l'IFDD, s'est mobilisée pour soutenir leur participation à cet événement majeur. Cette conférence a également permis à l'Organisation de présenter ses actions en faveur du développement durable.

Le Pavillon de la Francophonie, consacré à la valorisation de l'action portée par les États et gouvernements membres, les opérateurs de la Francophonie et l'OIF pour soutenir les efforts des acteurs francophones en matière de climat, a accueilli plus de 9 477 visiteurs en présentiel et en ligne intéressés par l'action et la mobilisation des jeunes francophones en matière de lutte contre les changements climatiques.

JIF 2025 : « JE M'ÉDUQUE, DONC J'AGIS »

Rendez-vous annuel permettant de rappeler la densité des liens unissant la famille francophone de même que l'importance du plaidoyer francophone face aux défis majeurs liés au multilatéralisme, la *Journée internationale de la Francophonie 2025* a été célébrée autour du thème « *Je m'éduque, donc j'agis* ».

De nombreuses manifestations culturelles et scientifiques ont été organisées sur tous les continents autour de l'apprentissage et de l'usage du français, de l'innovation et de la découvrabilité des contenus en français ainsi que de la lutte contre la désinformation. Des initiatives complémentaires, sous forme d'appels à manifestations d'intérêts dans certaines régions, notamment dans les Amériques où elles ont bénéficié à une dizaine d'acteurs, ont également été déployées. Cette journée a aussi été l'occasion pour le Secrétaire général des Nations Unies de rappeler **l'importance historique de la langue française dans la diplomatie multilatérale** ainsi que la dynamique coopération entre l'OIF et le Secrétariat de l'ONU, dont la vitalité s'est récemment affirmée dans les domaines du multilinguisme, des opérations de maintien de la paix, de la finance durable et de gouvernance numérique.

Ce thème a notamment permis de souligner le rôle central de l'éducation comme moyen de formation de citoyens conscients et outillés pour relever les défis du monde.



LES RENDEZ-VOUS CULTURELS INCONTOURNABLES (PRIX DES 5 CONTINENTS ET PRIX IBN KHALDOUN-SENGHOR).

Événement culturel francophone majeur, le Prix des 5 Continents met à l'honneur des talents littéraires reflétant l'expression de la diversité culturelle et éditoriale en langue française. Lors de la 23^e édition en 2025, ce Prix a été attribué à Hemley BOUM pour son roman *Le rêve du pêcheur* publié aux Editions Gallimard.

Présentée à cette occasion comme une voix majeure de la Francophonie, la lauréate a livré un récit puissant qui, entre enracinement et exil, tisse une réflexion sur la mémoire, la transmission et la quête de soi. Un roman qui illustre, avec finesse et sensibilité, la complexité des identités francophones contemporaines.

S'agissant du Prix Ibn Khaldoun-Senghor, concrétisation d'une vision partagée entre l'OIF et l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences, dont l'acronyme (ALECSO) afin **de promouvoir les échanges culturels et littéraires entre le monde arabe et l'espace francophone, la circulation des œuvres et la rencontre entre les imaginaires**, il a été décerné à Stéphanie PUJOLS pour la traduction de *Je suis ma liberté* de Nasser Abu SROUR (Palestine), publiée en 2025 aux Éditions Gallimard, adaptée de l'ouvrage original *Hikayat Jidar* (« Récit d'un mur »), paru en 2022 chez Dar Al Adab (Beyrouth, Liban).

Le jury a notamment salué « *une traduction d'une précision, d'une clarté et d'une sensibilité remarquables* » permettant aux lecteurs francophones d'accéder à une œuvre où se mêlent mémoire, résistance et méditation sur l'émancipation intérieure, au cœur même du dialogue interculturel porté par ce Prix.

04

CONCLUSION

L'année 2025 a constitué une étape de consolidation majeure dans la mise en œuvre de la programmation quadriennale 2024-2027 de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Dans la continuité de l'élan structurant engagé depuis un an, l'OIF a poursuivi l'ancrage d'une culture de performance, d'impact et d'inclusion, fondée sur une gouvernance plus intégrée, une meilleure documentation des effets et une adaptation continue des projets aux réalités des États et gouvernements membres.

Les résultats obtenus témoignent d'une action structurante dans les trois champs prioritaires de la programmation. Dans le domaine de la langue française, de l'éducation et de la culture, l'OIF a renforcé le rôle du français comme langue de travail, d'apprentissage, de création et de circulation des savoirs. Les formations dispensées aux diplomates, fonctionnaires, enseignants et acteurs culturels ont contribué à améliorer les compétences et les pratiques, tandis que les dispositifs numériques, les activités parascolaires et l'initiative « D-CLIC dans les CLAC » ont élargi l'accès aux ressources, à l'inclusion numérique et à l'apprentissage du français.

Dans les domaines de la démocratie et de la gouvernance, les actions conduites ont apporté des réponses concrètes aux défis liés à la confiance institutionnelle, à la désinformation, aux fragilités démocratiques et aux menaces sécuritaires. Elles ont favorisé l'accès aux droits et aux services de base, renforcé les capacités des acteurs institutionnels et électoraux, consolidé le suivi des engagements internationaux, amélioré la qualité de l'information et soutenu la participation citoyenne. Elles ont également contribué, à travers la formation, le plaidoyer, l'analyse stratégique et la promotion du multilinguisme et de l'interculturalité, à renforcer la participation francophone aux opérations de paix.

Agissant au service de la transformation économique, sociale et environnementale de l'espace francophone, l'OIF a produit des résultats tangibles en

matière d'autonomisation économique des femmes, d'employabilité, d'entrepreneuriat et de développement durable. Les actions menées ont permis d'élargir l'accès des bénéficiaires, en particulier les femmes et les jeunes, à des opportunités économiques, à des activités génératrices de revenus et à des dispositifs de renforcement des capacités. Elles ont également soutenu l'émergence de solutions locales créatrices de valeur, de revenus et d'emplois, traduisant une approche intégrée fondée sur l'articulation entre égalité femmes-hommes, innovation, numérique, entrepreneuriat et transition environnementale.

Dans un contexte international marqué par une incertitude accrue, des vulnérabilités sociales persistantes, une transformation rapide des économies et des transitions numériques et environnementales différenciées, les résultats atteints en 2025 soulignent l'importance de consolider les acquis et d'en accompagner le passage à l'échelle. L'enjeu consiste désormais à renforcer la durabilité des effets produits dans des environnements nationaux contrastés, où les femmes, les jeunes et les acteurs locaux peuvent encore rencontrer des contraintes d'accès aux ressources, aux compétences et aux opportunités économiques. Cette dynamique appelle une adaptation continue des projets et dispositifs, un ancrage territorial renforcé et une coordination accrue avec les partenaires, afin de soutenir durablement les trajectoires d'autonomisation, d'emploi, d'innovation et de développement inclusif accompagnées par l'OIF.

05

ANNEXES

PUBLICATIONS SIGNÉES OU SOUTENUES PAR L'OIF EN 2025

Type de document	Auteur	Titre	Année de publication	Lien ou référence
P1C CRÉATION CULTURELLE, ARTISTIQUE ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES EN FRANÇAIS				
Traduction et publication en langue arabe	Khalid Lyamlahy	<i>Évocation d'un mémorial à Venise</i>	2025	https://sefsafa.almatjar.store/en/p/summoning-a-monument-in-venice-764
P2 LA LANGUE FRANÇAISE, LANGUE D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE				
Actes du séminaire	Enseignants chercheurs de français	<i>Le français en Asie-Pacifique : dynamiques, innovations et perspectives pour l'enseignement, la recherche et la professionnalisation des formations</i>	2025	ISBN : 978-604-43-5442-2 https://parlonsfrancais.francophonie.org/ressources/actes-du-seminaire-regional-de-recherche-francophone-edition-2025-a-bangkok/
Actes de colloque	Enseignants chercheurs et auteurs francophones	<i>Être venir d'ailleurs et écrire en français</i>	2025	Paris, Classiques Garnier, collection "Rencontres", 676, ISBN 978-2-406-18566-6 https://classiques-garnier.com/etre-venir-d-ailleurs-et-ecrire-en-francais.html
P6 INDUSTRIES CULTURELLES ET DÉCOUVRABILITÉ				
Catalogue	OIF	<i>La Francophonie fait son cinéma</i>	2026	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/catalogue-la-francophonie-fait-son-cinema-10-ans-de-financement-des-films-du-sud-par-l-oif-en-169-pages-et-126-images
P9 ÉTAT CIVIL				
Texte réglementaire	Ministère de l'intérieur et de la décentralisation de Madagascar	<i>Circulaire interministériel sur la gestion d'état civil et d'enregistrement des faits d'état civil</i>	2025	
Texte réglementaire	Ministère de l'intérieur et de la décentralisation de Madagascar	<i>Manuel national des formateurs d'état civil</i>	En cours	https://midi-madagasikara.mg/enregistrement-d'état-civil-un-manuel-de-formateurs-standardise-en-cours/
Brochure	OMS – Organisation Mondiale de la Santé	<i>Chaque vie compte Les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil (CRVS - Civil Registration and Vital Statistics) : Un impératif stratégique pour la santé, l'identité et le développement Une analyse ciblée des États membres de l'OIF</i>	2025	
P10 RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE				
Rapport	AHJUCAF (Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français)	<i>La cour suprême idéale des pays ayant en partage l'usage du français</i>	2025	https://www.ahjucaf.org/sites/default/files/AHJUCAF%20Cour%20suprême%20idéale%20Rabat%2003-07-2025%20Recommandation%20adoptée_0.pdf

Type de document	Auteur	Titre	Année de publication	Lien ou référence
Étude	Institut Robert Badinter/RFCMJ (Réseau francophone des conseils de la magistrature judiciaire)	<i>Les qualités d'indépendance des conseils de la magistrature</i>	2025	https://rfcmj.com/2026/01/28/nouvelle-etude-publiee-sur-les-qualites-dindependance-des-conseils-de-la-magistrature/
Déclaration	AOMF (Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie) / AIPPF (Association internationale des Procureurs et Poursuivants francophones)	<i>Déclaration conjointe de Tirana sur les “Enjeux de la protection des lanceurs d’alerte dans la lutte contre les atteintes à l’intégrité dans les services publics et la corruption”</i>	2025	https://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/wp-content/uploads/2025/10/Declaration-de-Tirana-AOMF-AIPPF-juin-2025.pdf
Guide	Conseil national des droits de l’Homme (CNDH) de Côte d’Ivoire	<i>Guide pratique de lutte contre la corruption selon une approche basée sur les droits de l’Homme à l’attention de la jeunesse ivoirienne</i>	2025	Lien publication
Déclaration	AFCNDH	<i>Déclaration de Rabat sur “Le Rôle des INDH dans la Promotion et la Protection des Droits de l’Homme à l’ère de l’Intelligence artificielle”</i>	2025	https://afcndh.org/indh-francophones-declaration-de-rabat-role-des-indh-droits-de-lhomme-intelligence-artificielle/

P11 PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DÉSORDRES DE L'INFORMATION

Rapport	Consortium Aksyon Sitwayen Angaje (ASA) : Nègès Mawon, Initiative de la Société Civile, Koze Jèn Yo et Filles à Besoins Spéciaux pour la Réforme	<i>Rapport d’enquête d’opinion sur la situation sécuritaire et politique en Haïti</i>	2025	https://aksyonsitwayenangaje.org/wp-content/uploads/2026/01/Enquete-Dopinion-Sur-La-Situation-Securitaire-Et-Politique-En-Haiti.pdf
---------	--	---	------	---

P13 SOUTIEN À LA PAIX ET À LA STABILITÉ

Guide	FRANCOPOL	<i>La police de proximité : un concept en évolution dans l'espace francophone</i>	Novembre 2025	https://www.francopol.org/nouvelles/detail/le-nouveau-guide-sur-la-police-de-proximite-disponible-dans-le-cfis
Rapport d'étude	Consortium de huit institutions et centres conduit par le Centre d'études pour le Développement et la prévention de l'extrémisme (CEDPE)	<i>« Le nexus-climat-sécurité-environnement en Afrique centrale : cas du Cameroun, de la République centrafricaine et du Tchad »</i>	2025	https://www.francophonie.org/afrique-centrale-etude-interactions-climat-securite-environnement-8246#
Note d'analyse	FrancoPaix	<i>Le Soudan au cœur de la crise : défis humanitaires et stratégies pour une réponse durable</i>	2025	
Note d'analyse	FrancoPaix	<i>Le JNIM face aux travailleurs de la santé et aux humanitaires : les cas du Burkina Faso, du Mali et du Niger (2022 2025)</i>	2025	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/02/2025-02-Bulletin-vol.-10-no.-2.pdf
Note d'analyse	FrancoPaix	<i>Sénégal : 1 an d'alternance, 25 ans de changements</i>	2025	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/03/2025-03-Bulletin-vol.-10-no.-3.pdf

Type de document	Auteur	Titre	Année de publication	Lien ou référence
Note d'analyse	FrancoPaix	<i>Processus de paix au Mali : prendre la mesure de l'impasse actuelle et préparer le dialogue pour l'avenir</i>	2025	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/05/2025-04-et-05-Bulletin-vol.-10-no.-4-5.pdf
Note d'analyse	FrancoPaix	<i>Les gangs armés en Haïti : réalités empiriques, défis de la politique criminelle et enjeux de gouvernance sécuritaire</i>	2025	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/06/2025-06-Bulletin-vol.-10-no.-6.pdf
Note d'analyse	FrancoPaix	<i>Comprendre les élections camerounaises : jeunesse et diaspora face au système Biya</i>	2025	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/10/2025-07-et-08-Bulletin-vol.-10-no.-7-8.pdf
Note d'analyse	FrancoPaix	<i>En Guinée, quand tous les chemins mènent à la dictature</i>	2025	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/11/2025-11-Bulletin-vol.-10-no.-9.pdf
Note d'analyse	FrancoPaix	<i>Participation du Centre FrancoPaix au Forum de Tana : Réflexions sur la paix, la sécurité et le climat</i>	2025	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/12/2025-12-Bulletin-vol.-10-no.-10.pdf

P14 LA FRANCOPHONIE AVEC ELLES

Fiches régionales	UEFH		2025	
Brochure	UEFH	<i>30 ans d'engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes</i>	2025	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2025-10/30-ans-d-engagement-pour-l-EFH.pdf
Brochure	UEFH	<i>Le Fonds « La Francophonie avec Elles »</i>	2025	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2025-10/FAE_brochure_6e%20e%CC%81dition_FR_2025.pdf
Brochure	UEFH	<i>État des lieux et les défis sur l'égalité femmes-hommes dans l'espace francophone</i>	2025	

P15 INNOVATIONS ET PLAIDOYERS FRANCOPHONES

Livret	OIF	<i>Livret des 100 lauréats</i>	2026	https://www.francophonie.org/sites/default/files/OIF_LIVRET-100-LAUREATS-CAP_INNOVATION.pdf https://www.francophonie.org/sites/default/files/2025-10/LIVRET_LAUREATS_CAP_INNOVATION.pdf
--------	-----	--------------------------------	------	--

P16A D-CLIC : FORMEZ-VOUS AU NUMÉRIQUE

Document Livre blanc	OIF	<i>Retour sur l'expérience de la phase pilote du Projet D-CLIC</i>		
-------------------------	-----	--	--	--

P18 ACCOMPAGNEMENT DES TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET DE CLIMAT

Manuel	Collectif	<i>Introduction à la finance climat et biodiversité</i>	2025	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/introduction-a-la-finance-climat-et-biodiversite/
Magazine	Collectif	<i>PDTIE Mag – No 4 – octobre 2025</i>	2025	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/pdtie-mag-no-4-octobre-2025/
Guide	Climate Analytics	<i>Note de décryptage du bilan de la 29^e Conférence des Parties sur le climat-CdP29</i>	2025	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/note-de-decryptage-du-bilan-de-la-29e-conference-des-parties-sur-le-climat-cdp29/

Type de document	Auteur	Titre	Année de publication	Lien ou référence
Note technique	Climate Analytics	<i>Note technique sur les résultats des négociations climat à l'issue de la 62^e session des organes subsidiaires de la CCNUCC (OS-MOE 62 ; OSCST62)</i>	2025	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/guide-des-negociations-cdp30/
Guide	Climate Analytics	<i>Guide des négociations CdP30</i>	2025	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/resume-des-decideurs-guide-des-negociations-cdp30/

P19 PROMOTION DU TOURISME DURABLE

Guide méthodologique	Organisation internationale de la Francophonie (Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale)	<i>Guide pour la création de laboratoires vivants d'écoinnovation en agriculture durable</i>	2025	https://www.francophonie.org/un-guide-pour-la-creation-de-laboratoires-deco-innovations-en-agriculture-durable-8228
----------------------	--	--	------	---

RESSOURCES ÉDUCATIVES, FORMATIONS, CLOM RÉALISÉS PAR L'OIF OU EN PARTENARIAT AVEC L'OIF EN 2025

Partenaire	Titre	Public-cible	Lien
P1C CRÉATION CULTURELLE, ARTISTIQUE ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES EN FRANÇAIS			
Livret collectif	<i>Dis-moi dix mots</i>	10 auteurs francophones public large	https://dismoidixmots.culture.gouv.fr/outils

P2 LA LANGUE FRANÇAISE, LANGUE D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE

La Digitale	<i>Conception de formations à distance</i>	- Professeurs de et en français - Professionnels de l'éducation - Corps d'encadrement (conseillers pédagogiques et inspecteurs) - Formateurs de formateurs en français langue étrangère (FLE) - Apprenants de français - Cadres administratifs - Fonctionnaires internationaux	https://parlonsfrancais.francophonie.org/courses/citoyennete-numerique-et-cybersecurite/ https://parlonsfrancais.francophonie.org/courses/interagir-et-collaborer-en-ligne/ https://parlonsfrancais.francophonie.org/courses/creer-des-ressources-educatives-numeriques/ https://parlonsfrancais.francophonie.org/courses/gerer-linformation-et-les-donnees-numeriques/ https://parlonsfrancais.francophonie.org/courses/gerer-linformation-et-les-donnees-numeriques/
Centre de recherche, d'information et de Production de l'éducation nationale	<i>Conception et mise en page de fiches pédagogiques de fiche pédagogique contextualisée</i>	Enseignants de français et des élèves de Djibouti	https://parlonsfrancais.francophonie.org/resultat-de-la-recherche/?keyword=&subject=Langue%2C+Litt%C3%A9rature&document_type=Fiche https://parlonsfrancais.francophonie.org/ressources-pedagogiques/ https://parlonsfrancais.francophonie.org/resultat-de-la-recherche/?keyword=&subject=Langue%2C+Litt%C3%A9rature&document_type=Fiche https://parlonsfrancais.francophonie.org/ressources-pedagogiques/ https://parlonsfrancais.francophonie.org/ressources-pedagogiques/

Partenaire	Titre	Public-cible	Lien
France Médias Monde (FMM)	Podcast « En cours » - saison 2, innover ses pratiques pédagogiques	Enseignants de français langue étrangère et seconde ayant peu accès aux formations, jeunes et futurs enseignants de français en formation, enseignants de français ayant un faible niveau de la langue.	https://parlonsfrancais.francophonie.org/resultat-de-la-recherche/?keyword=&document_type=Audio&document_type=Vid%C3%A9o https://parlonsfrancais.francophonie.org/resultat-de-la-recherche/?keyword=&document_type=Audio&document_type=Vid%C3%A9o https://parlonsfrancais.francophonie.org/resultat-de-la-recherche/?keyword=&document_type=Audio&document_type=Vid%C3%A9o https://parlonsfrancais.francophonie.org/resultat-de-la-recherche/?keyword=&document_type=Audio&document_type=Vid%C3%A9o
Madame Jeanne RENAUDI	Objectif B2	Enseignants du primaire, niveau B1 Chypre	https://parlonsfrancais.francophonie.org/courses/objectif-b2-chypre/

P6 INDUSTRIES CULTURELLES ET DÉCOUVRABILITÉ

Ecole supérieure des arts visuels de Marrakech, Canal + University	PPP Parcours Panafricain de Production	Jeunes productrices et producteurs de cinéma de 17 pays d'Afrique (5 en présentiel + 54 en ligne)	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/ppp-cloture-pour-la-promo-2025-lancement-de-l-edition-2026
Tara Group Yaoundé et Les Films du Bilboquet (France)	Alaka Film Lab (Pointe Noire)	10 binômes (real-prod) porteurs de projets de films ou séries des 11 pays d'Afrique centrale	https://www.facebook.com/alakafilmlab/?locale=fr_FR
AfricaDoc Côte d'Ivoire	Les Ateliers de Grand Bassam	10 binômes (real-prod) porteurs de projets de films ou séries de toute l'Afrique	https://grandbassamproject.net/ateliers/
Ateliers Varan, Association Africadoc, ATCNA du Togo, Collectif des cinéastes du Togo	Ateliers Impala	20 documentaristes (dont 4 monteurs-ses) de 6 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale	https://ateliersvaran.com/fr/article/impala-appel-a-candidatures-realisation-de-films-documentaires-2025_978#:~:text=Dans%20le%20cadre%20du%20programme,septembre%20au%2025%20octobre%202025.
Tela Digital (S. Tome & Príncipe)	Sao Tomé	7 jeunes cinéastes lusophones	https://saotomefilmlab.com/
Fondation Tamayouz (Maroc)	Tamayouz Ateliers Pro	10 binômes (real-prod) de projets de films impliquant chacun au moins une femme (la réalisatrice et/ou la productrice)	https://fondationtamayouz.ma/
Ass. Ambininantsoa (Madagascar)	La Maison du Film malagasy	12 jeunes techniciens de cinéma d'animation (Madagascar, CIV, Cameroun)	https://moov.mg/article/79526-septieme-art-la-maison-du-cinema-malagasy-voit-le-jour
UNESCO/ Feux de Brazza	Atelier régional de renforcement des capacités sur les indicateurs culture 2030 de l'Unesco	17 participants de 8 pays d'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, RCA, RDC, Sao-Tomé-et-Principe et Tchad)	https://societe.cg/actualites/culture-et-developpement-durable-un-atelier-regional-pour-renforcer-les-politiques-publiques/ https://www.linkedin.com/posts/unesco-brazzaville-44384a1b6_partenariat-culture2030-unesco-activity-7351269233126715396-hNa-/?originalSubdomain=fr https://www.adiac-congo.com/content/afrique-centrale-un-seminaire-devaluation-de-limpact-de-la-culture-dans-les-strategies-de
FESPAM	Classe de maître (Masterclass) sur la découvrabilité des œuvres musicales africaines sur les plateformes numériques	20 professionnels du secteur musical du Congo Brazzaville, de la RD Congo et du Tchad	https://www.francophonie.org/congo-formation-sur-la-decouvrabilite-des-oeuvres-musicales-africaines-au-fespam-8105 https://www.facebook.com/watch/?v=1722507368383656

Partenaire	Titre	Public-cible	Lien
P9 ÉTAT CIVIL			
Ministère de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Centrafrique	<i>Renforcement des capacités des officiers et agents de l'état civil sur le cadre légal</i>	Officiers et agents de l'état civil	https://www.facebook.com/share/p/1DWH3LEcs2/
ONG TECHNIDEV Tchad	<i>Atelier de relecture et actualisation du recueil des textes juridiques relatifs à l'état civil</i>	Représentants du ministère de la Santé Publique, de l'ANATS, officiers d'état civil, juristes spécialisés	
ONG TECHNIDEV	<i>Atelier de formation sur les techniques de promotion de l'état civil</i>	Sage-femmes, agents vaccinateurs et relais communautaires	
Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS)	<i>Formation des acteurs de l'enregistrement des naissances</i>	Agents d'état civil, personnels éducatifs, chefs traditionnels et coutumiers	
Institut national de la décentralisation et du développement local	<i>Mise à jour du manuel des participants aux formations sur l'état civil</i>	Officiers et secrétaires d'état civil	

P10 RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE			
Université Senghor	<i>Diplôme universitaire « Prévention et lutte contre la corruption et les infractions économiques et financières » PLCC</i>	Jeunes professionnels	https://candidature.usenghor.org/details?view=programme&cid=53
AMIF	<i>Journées francophones sur la justice pénale internationale</i>	Magistrats de la Cour pénale spéciale Bangui, étudiants en droit et magistrats centrafricains.	
CIFAF	<i>Formation sur la lutte contre la désinformation</i>	Avocats	
CIFAF	<i>Formation sur les lanceurs d'alerte</i>	Avocats	
MEAE Français, ONUDC	<i>Atelier de formation francophone autour des enjeux liés à la Convention des Nations Unies contre la corruption</i>	Négociateurs francophones à l'ONUDC	
AFCNDH/INDH de RCA, INDH de Côte d'Ivoire	<i>Formation sur la surveillance des droits humains en période électorale</i>	INDH et société civile	
AOMF/AIPPF	<i>Formation sur la protection des lanceurs d'alerte dans la lutte contre les atteintes à l'intégrité dans les services publics et la corruption</i>	Ombudsmans et Médiateurs Procureurs et Poursuivants	
AOMF	<i>Formation sur l'EPU</i>	Ombudsmans et Médiateurs	

P11 PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DÉSORDRES DE L'INFORMATION			
Edukmedia	<i>Parcours Éducation aux médias et à l'information</i>	Enseignants	https://mma.e-ief.org/course/index.php?categoryid=21
UNESCO, ministère de l'Information du Liban		Grand public	https://www.francophonie.org/liban-campagne-grand-public-desinformation-8095

Partenaire	Titre	Public-cible	Lien
P12 ACCOMPAGNEMENT DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES			
ADO LEX XXI	<i>Manifeste de la jeunesse pour la participation politique active</i>	Jeunes et organisations de jeunesse Autorités locales	https://drive.google.com/file/d/1WrXtv-xXu5FZsDCYju_lvP8P0GIWLCv3/view?usp=drive_link
ADO LEX XXI	<i>Boîte à outils sur la participation des jeunes à la gouvernance locale</i>	Jeunes qui souhaitent s'impliquer dans leur communauté ; ONG et travailleurs de jeunesse ; Autorités locales désireuses de mieux collaborer avec les jeunes.	https://drive.google.com/file/d/1U3t7uHnFo-P0J0Dd8JW-3FfII8U8rEK8/view?usp=sharing

P13 SOUTIEN À LA PAIX ET À LA STABILITÉ			
KAIPTC, GSCP, France	<i>Formation des femmes africaines francophones en leadership pour la paix et la sécurité (LFAF-PS)</i>	Femmes africaines francophones de la société civile, d'organisations internationales et d'institutions nationales impliquées sur les questions de paix et sécurité	https://www.francophonie.org/formation-femmes-africaines-francophones-leadership-paix-et-securite-8101
ONU Femmes, Forces armées royales du Maroc, France	<i>Cours pour les femmes militaires dans les opérations de paix (WMPOC)</i>	Femmes officiers militaires	https://www.francophonie.org/maroc-premiere-edition-francophone-cours-femmes-militaires-OMP-8145
Forces armées du Sénégal et Département des opérations de paix de l'ONU	<i>Formation de formateurs francophones sur les pelotons d'engagement dans les opérations de paix</i>	Officiers militaires	https://www.francophonie.org/premiere-formation-formateurs-francophones-pelotons-dengagement-operations-paix-8099
France	<i>8e édition de la formation francophone de formateurs au maintien de la paix</i>	Officiers militaires et de police	https://www.francophonie.org/8e-edition-de-la-formation-francophone-de-formateurs-au-maintien-de-la-paix-8060#
Gendarmerie roumaine	<i>23^e Cours supérieur international</i>	Officiers de police	https://www.observatoire-boutros-ghali.org/2025/12/ceremonie-de-cloture-de-la-23eme-edition-du-cours-superieur-international-de-lecole-dapplication-des-officiers-de-la-gendarmerie-roumaine/
Département des opérations de paix de l'ONU	<i>Développement de la version francophone des modules de formation de base préalable au déploiement (CPTM)</i>	Personnel militaire, policier et civil francophone des opérations de paix de l'ONU	https://peacekeepingresourcehub.un.org/fr/training/pre-deployment/cptm/materials
UNITAR	<i>Cours en ligne sur les compétences interculturelles dans les missions de paix</i>	Personnel en uniforme déployé au sein des missions de paix francophones	https://www.francophonie.org/lancement-du-cours-en-ligne-sur-linterculturalite-dans-les-missions-de-paix-8288
Institut Français d'Haïti, France	<i>Formation linguistique (français et créole haïtien) et interculturelle du personnel de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti</i>	Personnels de la MMAS en phase de déploiement à Port-au-Prince	https://www.francophonie.org/haiti-formation-linguistique-et-interculturelle-des-contingents-de-la-mmas-3622
Alliance française du Suriname, France	<i>Formation linguistique (français et créole haïtien) et interculturelle des contingents surinamais</i>	Policiers et militaires surinamais se préparant pour leur déploiement en Haïti	https://www.francophonie.org/haiti-formation-linguistique-et-interculturelle-des-contingents-surinamais-3621
Alliance Française de Bridgetown, France	<i>Formation de formateurs aux compétences linguistiques (français et créole haïtien) et interculturelles</i>	Personnels en uniforme du système de sécurité régional de la CARICOM	https://www.francophonie.org/caraibes-formation-competences-linguistiques-et-interculturelles-personnel-Caricom-8103
Alliance Française du Guatemala, France	<i>Formation linguistique (français et créole haïtien) et interculturelle des contingents guatémaltèques</i>	Personnel de la police militaire du Guatemala se préparant à être déployé au sein de la force de répression des gangs (FRG) en Haïti	https://www.francophonie.org/formation-linguistique-et-interculturelle-forces-armees-guatemala-en-haiti

Partenaire	Titre	Public-cible	Lien
Alliance Française de Moldavie	Formation au français des carabiniers moldaves	Personnel de l'Inspectorat général des carabiniers moldaves	https://www.francophonie.org/moldavie-35-carabiniers-formes-au-francais-sur-objectifs-specifiques-8284
Institut Français au Cambodge	Formation au français et au contexte socio-culturel de déploiement	Personnels des Forces armées royales khmères en préparation, appelés à être déployés en RCA et au Liban	
Institut Français du Rwanda	Formation au français et au contexte socio-culturel de déploiement	Personnels de la force rwandaise de défense appelés à être déployés en RCA	
Université Senghor	1^{ère} édition de la formation certifiante en ligne sur l'Agenda « Jeunesse, paix et sécurité » dans l'espace francophone	Cadres et responsables de l'administration publique, dont les ministères en charge de la jeunesse, les affaires étrangères, ou les forces de défense et de sécurité ; parlementaires et élus locaux ; jeunes bâtisseurs de paix et représentants d'associations engagées dans la mise en œuvre et la promotion de l'Agenda JPS ; professionnels des médias et de l'information, et universitaires engagés dans la promotion de l'Agenda JPS.	
Université Senghor	3^{ème} édition de la formation certifiante en ligne sur l'Agenda « Femmes, paix et sécurité » dans l'espace francophone	Cadres et responsables issus de l'administration centrale (dont les ministères en charge du genre, des affaires étrangères, de la justice) et des forces de défense et de sécurité ; parlementaires ; cadres et responsables d'OSC œuvrant au niveau national et/ou régional en faveur de la promotion et de l'opérationnalisation de l'Agenda FPS ; professionnels des médias et de l'information, chercheurs engagés en appui des plans d'action nationaux	https://candidature.usenghor.org/details?view=programme&cid=91
Université Senghor	2^{ème} édition de la formation certifiante en ligne sur l'Agenda « Jeunesse, paix et sécurité » dans l'espace francophone	Cadres et responsables de l'administration publique, dont les ministères en charge de la jeunesse, les affaires étrangères, ou les forces de défense et de sécurité ; parlementaires et élus locaux ; jeunes bâtisseurs de paix et représentants d'associations engagées dans la mise en œuvre et la promotion de l'Agenda JPS ; professionnels des médias et de l'information, et universitaires engagés dans la promotion de l'Agenda JPS	https://jeunesse.francophonie.org/opportunites-jeunesse/item/appele-a-candidatures-formation-certifiante-en-jeunesse-paix-et-securite https://candidature.usenghor.org/details?cid=92&view=programme

P16A D-CLIC : FORMEZ-VOUS AU NUMÉRIQUE

Copotato	Marketing Numérique – Projet professionnel	Jeunes 18-35 ans	
École des Métiers du Numérique - Bénin	Développement web et mobile, Marketing digital, Fibre optique, Technicien en Maintenance des Équipements Électroniques	Jeunes 18-35 ans	
RAIL ONG - Bénin	Cybersécurité, Développement web & marketing numérique	Jeunes 18-35 ans	

Partenaire	Titre	Public-cible	Lien
Consortium CNFFDP, CFPE de Douala, CFPE de Sangmelima - Cameroun	Conception graphique par IA, Développeur web, Marketing Numérique, Pen tester, Programmation électronique et système embarqué.	Jeunes 18-35 ans	
Techlab Academy (Techlab Fablab - CNFFDP) - Cameroun	Artisanat et design numérique, Création visuelle et environnements numériques, Décoration intérieure et design d'espace, Électronique embarquée et objets connectés, Impression et broderie textile numérique	Jeunes 18-35 ans	
ACTIC Comorlab (déploiement en 2026) - Comores	Développement mobile et marketing numérique, Développement Web	Jeunes 18-35 ans	
PointSys - Congo	Administration des Bases de Données, Administration Web et Référencement SEO, Cyber Sécurité defence, Développement Mobile, Développement Web, Intelligence Artificielle Générative, Marketing Numérique, Création et design Graphique, Photographie, prise de vue et montage audiovisuel avec l'IA	Jeunes 18-35 ans	
ONG Ouogoué Labs - Gabon	Développement web et mobile, Digital Creator, Réfèrent digital	Jeunes 18-35 ans	
Orange Solidarité Madagascar (AUF – Orange Digital Center) – Madagascar	Couture numérique, Électronique et IoT, Énergie solaire photovoltaïque, Fabrication numérique et prototypage	Jeunes 18-35 ans	
SUPNUM – Mauritanie	Développement web et design, Fibre optique	Jeunes 18-35 ans	
Kobo Hub - RDC	Community Management, Création de contenu mobile	Jeunes 18-35 ans	
Linguerie Fablab - Sénégal	Artisanat numérique, Broderie numérique, Conception et impression 3D, Création visuelle et environnements numériques, Management d'ateliers de fabrication numérique	Jeunes 18-35 ans	
Commission nationale de la Francophonie	Marketing digital	Jeunes 18-35 ans	
Wenaks Lab - Tchad	Artisanat et design numérique, Électronique embarquée et objets connectés, Management d'ateliers de fabrication numérique	Jeunes 18-35 ans	

Partenaire	Titre	Public-cible	Lien
Association pour la Promotion de l'Excellence pour le Développement (CUBE) Togo	<i>Communication et marketing numériques, Data analyst et protection des données, Design graphique UX/UI et fabrication numérique, Développement et programmation web et mobile, Intelligence artificielle, Animation de communauté</i>	Jeunes 18-35 ans	
Eco Tec Lab / Energy Generation / Université de Kara – CAVRIS – Togo - Togo	<i>Création visuelle et environnements numériques, Management d'ateliers de fabrication numérique.</i>	Jeunes 18-35 ans	
Ministère Formation professionnelle	<i>Inserjeune Madagascar</i>	Établissements de formation professionnelle, entreprises et jeunes diplômés	https://www.inserjeune-metfp.mg/fr/login
Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement, de la Recherche Scientifique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle	<i>Inserjeune Comores</i>	Établissements de formation professionnelle, entreprises et jeunes diplômés	https://www.inserjeune.km/fr/
Rwanda Tvet Board	<i>Inserjeune Rwanda</i>	Établissements de formation professionnelle, entreprises et jeunes diplômés	https://tvetcareerportal.rtb.gov.rw

P18 ACCOMPAGNEMENT DES TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET DE CLIMAT

<i>Introduction à la finance, climat et biodiversité</i>	Acteurs nationaux de l'action environnementale et climatique	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/introduction-a-la-finance-climat-et-biodiversite/
--	--	---

P19 SOUTIEN AUX INITIATIVES ENVIRONNEMENTALES DANS LE BASSIN DU CONGO

Agence centrafricaine pour la Formation Professionnelle et l'Emploi (ACFPE)	<i>Programme de formation en maraichage extensif connecté pour le niveau d'ouvrier qualifié</i>		
	<i>Formateurs et méthodologues et jeunes apprenants en formation professionnelle</i>		
	<i>Pratiques d'agriculture durable et opportunités d'emplois pour les jeunes</i>	Jeunes, femmes et hommes intéressés par les métiers de l'agriculture durable	https://www.objectif2030.org/mooc/agri/

P20 PROMOTION DU TOURISME DURABLE

Université Senghor	<i>Tourisme durable et patrimoine culturel</i>	Public professionnel et académique, guides touristiques et conférenciers, agents de voyages et tour-opérateurs, hôteliers et restaurateurs, responsables de sites patrimoniaux, acteurs du développement local, jeunes diplômés en tourisme, culture, ou environnement, personnes en reconversion professionnelle, associations de protection du patrimoine, responsables des collectivités territoriales et entreprises privées.	https://docs.google.com/document/d/1YI-gVBIhqodrAc4dmRrc3DgpQdgRLGpr/edit
--------------------	--	---	---

Partenaire	Titre	Public-cible	Lien
École nationale du tourisme d'Hué (Vietnam)	<i>7 supports pédagogiques ont été revisités et modernisés en intégrant les nouvelles technologies modernes (intelligence artificielle, autoapprentissage, etc.) : français de base ; français en communication du tourisme ; français de la restauration ; français de la gastronomie ; français de l'hôtellerie ; français appliqué dans les agences de voyage ; français appliqué dans le guidage touristique.</i>	Étudiants en hôtellerie et tourisme	https://huengaynay.vn/amp.aspx?newid=159081 (en vietnamien)

PRIX, ÉVÈNEMENTS DE L'OIF OU CO-ORGANISÉS EN PARTENARIAT AVEC L'OIF EN 2025

Nom	Partenaire	Lien
P1C CRÉATION CULTURELLE, ARTISTIQUE ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES EN FRANÇAIS		
<i>Cérémonie de remise du Prix des 5 continents de la Francophonie 2025</i>		https://www.youtube.com/watch?v=CUWKhotYTQg&list=PLAsW1YdNyez53F8o97m0JgJVBwvmas1gM&index=7
<i>Cérémonie de remise du Prix Ibn Khladoun-Senghor 2025</i>	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO)	https://www.youtube.com/watch?v=Df7b92rhHzl
P9 ÉTAT CIVIL		
<i>Cérémonie de lancement de projet en Centrafrique</i>	Ministère de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Centrafrique	https://www.francophonie.org/loif-lance-le-projet-etat-civil-en-republique-centrafricaine-8197
<i>Cérémonie de lancement de la phase 2 du projet au Tchad</i>	Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS)	https://www.francophonie.org/tchad-lancement-de-la-phase-2-du-projet-etat-civil-8217
<i>Cérémonie de clôture de la phase 1 du projet au Tchad</i>	Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS)	https://www.francophonie.org/bilan-phase-pilote-projet-etat-civil-tchad-53000-enfants-regularises-8079
<i>Atelier national de coordination sur la Stratégie de communication pour le changement socio-comportemental (SCCSC)</i>	GDI (ministère de l'Intérieur du Cambodge), Vital Strategies Asie-Pacifique, CPDD	https://cpddcambodia.org/web/national-workshop-on-social-behaviour-change-communication-strategy-sbcc-to-strengthen-participation-in-civil-registration-in-cambodia/
<i>Remise d'un guichet état civil à la commune urbaine d'Antananarivo</i>	Commune urbaine d'Antananarivo	https://www.francophonie.org/guichets-uniquees-enregistrement-naissances-madagascar-un-pas-decisif-acces-aux-droits-7963
<i>Signature de la convention de partenariat OIF – France pour le financement du projet état civil</i>	France	https://www.francophonie.org/loif-et-la-france-sassocient-pour-renforcer-le-etat-civil-a-madagascar-en-rca-et-en-rdc-8311
<i>Célébration du mois de l'enfance et remise d'actes de naissance</i>	Ministère de l'intérieur et de la décentralisation de Madagascar	https://www.francophonie.org/etat-civil-loif-celebre-le-mois-de-lenfance-a-madagascar-8072
<i>Formation des femmes maires à l'état civil</i>	Conseil national des femmes de Madagascar	https://www.francophonie.org/madagascar-atelier-de-renforcement-de-capacites-des-femmes-maires-8230

Nom	Partenaire	Lien
P10 RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE		
<i>Prix AHJUCAF</i>	AHJUCAF	https://www.ahjucaf.org/news/m-ledy-rivas-zannou-benin-prix-de-lahjucaf-2025
<i>Concours Montferrier Dorval</i>	CIB	https://www.cib-avocats.org/historique-du-concours-montferrier-dorval/
P11 PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DÉSORDRES DE L'INFORMATION		
<i>L'IA au service de l'intégrité de l'information et de la paix</i>		https://www.francophonie.org/panel-francophone-lia-au-service-de-lintegrite-de-linformation-et-de-la-paix-8035
<i>Seconde réflexion transversale des réseaux institutionnels de la Francophonie sur l'intégrité de l'information et des processus démocratiques à l'ère numérique et de l'IA</i>	RIF	https://www.francophonie.org/l-oif-stimule-la-reflexion-sur-lintegrite-de-l-information-8195
<i>Forum de dialogue de haut niveau entre REFRAM, RIARC et grandes plateformes du numérique</i>	REFRAM, RIARC	https://www.francophonie.org/1er-forum-dialogue-regulateurs-medias-et-plateformes-numeriques-8310
<i>5^e édition des Jumelages francophones de lutte contre les désordres de l'information</i>		https://www.francophonie.org/lutte-contre-desordres-information-10-nouveaux-projets-de-jumelages-soutenus-8215
P13 SOUTIEN À LA PAIX ET À LA STABILITÉ		
<i>Impact de l'intelligence artificielle sur l'Agenda « Femmes, paix et sécurité »</i>	UNIDIR, Représentation permanente de la France auprès de la Conférence du désarmement	https://www.francophonie.org/impact-ia-agenda-femmes-paix-securite-3600
<i>Vingt-cinq ans d'engagement pour la protection, la participation et le leadership des femmes : la Francophonie et la mise en œuvre de la Résolution 1325 « Femmes, paix et sécurité »</i>	Représentation permanente de la France auprès des Nations unies à New York	https://www.linkedin.com/posts/rpny-oif_francophonie-r%C3%A9solution1325-agendafps-activity-7390141715778752512-cN6Z/?originalSubdomain=fr
<i>Colloque sur « Le changement climatique et le futur de la guerre et de la paix »</i>	FrancoPaix	https://ieim.uqam.ca/le-changement-climatique-et-le-futur-de-la-guerre-et-de-la-paix/
<i>Atelier « Démocraties sous influence ? Ingérences électorales, désinformation et résilience citoyenne dans l'espace francophone »</i>	FrancoPaix, Cercle France-Amériques	https://france-ameriques.org/evenement/colloque-canada-europe/
<i>Colloque « Penser les polycrises dans l'espace francophone »</i>	La Chaire de leadership en enseignement Roméo Dallaire (CLERD) de l'Université Laval	https://www.conflits-et-paix.cle.ulaval.ca/actualites/penser-les-polycrises-dans-lespace-francophone-retour-sur-la-conference-du-3-octobre-dernier
<i>Atelier régional de renforcement des capacités sur le nexus climat-sécurité-environnement en Afrique centrale</i>	Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), Thinking Africa et un Consortium de huit institutions et centres de recherche coordonné par le Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEPDE)	https://www.francophonie.org/gabon-atelier-renforcement-capacites-nexus-climat-securite-environnement-Afrique-centrale-8298
<i>Plaidoyer de l'OIF auprès de la CARICOM pour un appui renforcé à Haïti</i>	ONU CARICOM	https://www.francophonie.org/appel-francophonie-et-caricom-a-mobilisation-pour-transition-haiti-8160

Nom	Partenaire	Lien
P14 LA FRANCOPHONIE AVEC ELLES		
<i>Dîner débat de haut niveau lors de la Commission de la condition de la femme</i>	ONU	https://www.francophonie.org/debat-francophone-commission-condition-de-la-femme-ONU-7948
<i>46^e Conférence ministérielle de la Francophonie</i>		https://www.francophonie.org/sites/default/files/2025-11/CMF46_Appel_de_Kigali.pdf
P15 INNOVATIONS ET PLAIDOYERS FRANCOPHONES		
<i>CAP Innovation – sélection des 20 meilleurs projets, incluant les 8 grands lauréats et dauphins</i>	EY, Green Nations, OFQJ, Gouvernement du Nouveau Brunswick, Hit Radio (aussi membre du jury), Awards de la jeunesse africaine	https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/une-nouvelle-etape-pour-cap-innovation-le-jury-a-delibere https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/l-oif-revele-les-8-laureats-et-dauphins-de-cap-innovation-2025
P16		
<i>Séminaire de sensibilisation sur le passage à l'échelle et l'appropriation du Projet « D-CLIC »</i>	Ministères en charge de la formation professionnelle et de l'emploi, Opérateurs de formation du projet D-CLIC	https://www.francophonie.org/renforcer-l-impact-des-formations-d-clic-8364
<i>Salon Viva Technology (VivaTech) 2025</i>		https://www.francophonie.org/loif-au-9e-salon-vivatech-8061
<i>eLearning Africa 2025</i>	ICWE	https://ela-newsportal.com/?lang=fr
<i>Ateliers d'implantation des outils nationaux pour le suivi de l'insertion des jeunes diplômés (Inserjeune) Madagascar (mai 2025) et Comores (mai 2025) et Rwanda (novembre 2025)</i>	Ministères en charge de l'EFTP et de l'emploi dans les pays bénéficiaires	https://www.francophonie.org/lancement-d-inserjeune-madagascar-8028 https://ifef.francophonie.org/comores-lancement-de-loutil-inserjeune-et-de-la-strategie-nationale-de-transformation-numerique-de-leftp/ https://ifef.francophonie.org/le-rwanda-a-officiellement-lance-sa-version-nationale-dinserjeune-tvet-career-portal/
<i>Ateliers d'élaboration et validation des stratégies nationales de numérisation de l'EFTP (Bénin, Cameroun, Tchad - Djibouti et Guinée)</i>	Ministères en charge de l'EFTP et de l'emploi dans les pays bénéficiaires	https://ifef.francophonie.org/le-cameroun-sengage-dans-la-transformation-numerique-de-la-formation-professionnelle/ https://ifef.francophonie.org/djibouti-valide-sa-strategie-nationale-de-transformation-numerique-de-leftp/ https://ifef.francophonie.org/atelier-de-lancement-de-lelaboration-de-la-strategie-nationale-de-transformation-numerique-de-la-formation-professionnelle-a-ndjamena/
<i>Atelier sur l'élaboration de la politique IA dans l'EFTP au Togo</i>	Ministères en charge de l'EFTP au Togo	https://ifef.francophonie.org/atelier-de-lancement-du-processus-delaboration-de-la-politique-dutilisation-de-lintelligence-artificielle-ia-dans-leftp-au-togo/
<i>Organisation d'une session dédiée au numérique lors de la 2^{ème} édition du Africa Skills Week (Addis Abeba octobre 2025)</i>	Union Africaine	https://www.francophonie.org/addis-abeba-transformation-numerique-EFTP-en-Afrique-8193
<i>Participation à la 16^{ème} Conférence des Ministres de l'Emploi et de la Formation professionnelle de l'UEMOA, où l'IFEF a été sollicité pour conduire les travaux d'élaboration de la stratégie régionale de numérisation de l'EFTP pour l'année 2026 (En cours)</i>	Ministères en charge de l'EFTP et de l'emploi dans les pays UEMOA	https://www.gouv.bj/article/3277/16eme-conference-ministres-uemoa-strategies-communes-structurer-avenir-jeunes-formation-emploi/

Nom	Partenaire	Lien
P20 PROMOTION DU TOURISME DURABLE		
<i>Atelier de lancement du projet Destination Eco-Talent au Cambodge</i>	Ministère du Tourisme du Cambodge	https://lepetitjournal.com/cambodge/siem-reap-accueil-le-lancement-du-projet-regional-destination-eco-talents-408981
<i>Forum de l'emploi dans le domaine du tourisme</i>	Université de Hanoï	https://lecourrier.vn/hanoi-connecte-etudiants-et-entreprises-du-tourisme-durable/1295099.html
<i>Journées Portes ouvertes sur les métiers du tourisme aux Comores</i>	Ministère du tourisme et de la formation professionnelle et technique des Comores	

LES GRANDS ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX OU RÉGIONAUX DE 2025 OÙ LA VOIX DE LA FRANCOPHONIE OU LE POSITIONNEMENT FRANCOPHONE A ÉTÉ PORTÉ/PARTAGÉ

Évènement	Date et lieu
LES ÉVÈNEMENTS DE REPRÉSENTATION POLITIQUE OU STRATÉGIQUE DE HAUT NIVEAU	
PROGRAMME STRATÉGIQUE 1	
P6 INDUSTRIES CULTURELLES ET DÉCOUVRABILITÉ	
<i>5^e Conférence des ministres de la Culture de la Francophonie</i> https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-point-culture/lesmidis-de-culture-le-point-culture-emission-du-jeudi-29-mai-2025-4326826	22 au 24 mai 2025 au Fairmont Frontenac à Québec (Canada)
PROGRAMME STRATÉGIQUE 2	
P9 ÉTAT CIVIL	
<i>« Table ronde de haut niveau, et présentation d'une publication recensant les progrès récents réalisés dans les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques vitales (CRVS) dans les pays francophones »</i>	3 novembre 2025, Genève (Suisse)
P10 RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE	
<i>VIII^{ème} Congrès de l'Association des Hautes Juridictions de Cassation ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF), Rabat (Maroc)</i>	2 - 3 juillet 2025, Rabat (Maroc)
P11 PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DÉSORDRES DE L'INFORMATION	
<i>Conférence de l'UNESCO sur l'intégrité de l'information en Afrique de l'Ouest et au Sahel : panel francophone sur le thème « Réguler la désinformation à l'ère du numérique et de l'IA : défis et perspectives »</i>	3 - 5 septembre 2025, Paris (France)
<i>Conférence mondiale sur la liberté de la presse organisée à Bruxelles par l'UNESCO sur le thème « Informer dans un monde complexe - l'Impact de l'IA sur les médias et le journalisme »</i>	6 - 7 mai 2025, Bruxelles (Belgique)
<i>Conférence de haut-niveau sur l'intégrité de l'information, organisée conjointement par le Fonds international pour les médias d'intérêt public (IFPIM) et le Forum information et démocratie (FID), et co-présidée par le Président de la République française, la Présidente de la République de Moldavie et le Président de la République du Ghana.</i>	29 octobre 2025, Paris (France)
P13 SOUTIEN À LA PAIX ET À LA STABILITÉ	
<i>Lancement de la Conférence de Munich sur la sécurité</i>	9 - 10 février 2025, Berlin (Allemagne)
<i>38^{ème} session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine</i>	12- 18 février 2025, Addis Abeba (Ethiopie)
<i>80^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU)</i>	20 - 25 septembre 2025, New-York (États-Unis)

Évènement	Date et lieu
PROGRAMME STRATÉGIQUE 3	
P15 INNOVATIONS ET PLAIDOYERS FRANCOPHONES	
<i>Conférence ministérielle de la CONFEJES</i>	13-16 mai 2025, Rabat (Maroc)
<i>10^{ème} Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables de la Jeunesse</i>	8-9 octobre 2025, La Valette (Malte)
LES ACTIONS DE PARTICIPATION, D'ANIMATION OU D'EXPERTISE SECTORIELLE	
PROGRAMME STRATÉGIQUE 1	
P2 LA LANGUE FRANÇAISE, LANGUE D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE	
<i>Colloque Francophonies arabes</i>	21 au 23 octobre 2025 à l'Université Senghor d'Alexandrie (Egypte)
<i>Séminaire régional de recherche scientifique « Le français en Asie pacifique : dynamiques, innovations et perspectives pour l'enseignement, la recherche et la professionnalisation des formations »</i>	21 au 25 octobre 2025, Bangkok (Thaïlande)
<i>6^{ème} édition de l'Hackathon « Jeu parle français »</i>	4 au 7 septembre 2025 à l'Université des Sciences Agronomiques et de Médecine Vétérinaire de Bucarest (Roumanie)
<i>20^e anniversaire du Centre régional pour l'Europe centrale et orientale (CREFECO)</i>	14 - 15 octobre 2025, Sofia (Bulgarie)
P6 INDUSTRIES CULTURELLES ET DÉCOUVRABILITÉ	
<i>Le Forum des éditeurs jeunesse d'Afrique (FEJA)</i> https://www.facebook.com/watch/?v=1071022051449013 https://editeursjeunesse.africa/	6 au 8 mars 2025, Lomé (Togo)
<i>Fespaco (Burkina Faso) – Conférence de présentation de l'OIF et atelier de sensibilisation à la Découvrabilité</i> https://www.imagesfrancophones.org/actualites/la-francophonie-au-fespaco-2025	25 et 28 février 2025, Ouagadougou (Burkina Faso)
<i>AfroBerlin, conférence destinée à 700 professionnels afrodescendants présents à la Berlinale et au Marché du film de Berlin</i> https://www.imagesfrancophones.org/actualites/l-oif-partenaire-d-afroberlin-l-afrique-du-cinema-a-berlin-2025	
PROGRAMME STRATÉGIQUE 2	
P9 ÉTAT CIVIL	
<i>Webinaire sur État civil en Francophonie</i> https://www.francophonie.org/webinaire-etat-civil-150-acteurs-francophones-mobilises-8271	28 novembre 2025, en ligne
<i>« Les enjeux éthiques et programmatiques de l'état civil dans les stratégies nationales de santé »</i>	28 mars 2025
<i>« Atelier régional de renforcement des capacités des mécanismes nationaux de mise en œuvre, d'établissement de rapports et de suivi, à Dakar au Sénégal »</i>	25 - 27 novembre 2025, Dakar (Sénégal)
P10 RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE	
<i>Formation régionale sur les mécanismes nationaux de mise en œuvre, d'établissement de rapports et de suivi (MNMRs) des Etats francophones d'Afrique</i>	25 - 26 novembre 2025, Dakar (Sénégal)
P13 SOUTIEN À LA PAIX ET À LA STABILITÉ	
<i>Dialogue des jeunes du Forum d'Assouan sous le thème : « Une décennie de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité : Transformer les politiques en actions pour des solutions africaines. »</i> https://www.francophonie.org/5e-forum-dassouan-dialogue-agenda-jeunesse-paix-et-securite-8235	20 octobre 2025, Assouan (Égypte)
PROGRAMME STRATÉGIQUE 3	
P15 INNOVATIONS ET PLAIDOYERS FRANCOPHONES	
<i>Célébration de la Journée internationale de la Francophonie à Marseille, organisée par le Consulat de Roumanie: participation à une conférence-débat autour de la thématique : « La jeunesse : quel avenir pour la francophonie ? »</i>	18 mars 2025, Marseille (France)

Évènement	Date et lieu
<i>Mission d'information et de contacts à Madagascar, dépêchée par la Secrétaire Générale</i>	11-14 novembre 2025, Antanarivo (Madagascar)
ACTIONS DE PARTICIPATION, D'ANIMATION OU D'EXPERTISE SECTORIELLE	
PROGRAMME STRATÉGIQUE 1	
P6 INDUSTRIES CULTURELLES ET DÉCOUVRABILITÉ	
<i>Salon international du livre et de l'édition – SILA</i> https://www.francophonie.org/loif-au-salon-international-du-livre-dabidjan-2025-8006	4-10 mai 2025, Abidjan (Côte d'Ivoire)
<i>Etonnants voyageurs</i> https://www.francophonie.org/la-francophonie-litteraire-lhonneur-au-festival-etonnants-voyageurs-8057#:~:text=L'OIF%20a%20pris%20part,richesse%20des%20%C3%A9critures%20francophones%20contemporaines	7-9 juin 2025, St Malo (France)
<i>Beyrouth Livres</i> https://www.lorientlejour.com/article/1480298/voyage-au-coeur-de-beyrouth-livres-2025.html	Du 22 au 26 octobre 2025, Beyrouth (Liban)
<i>Festival Mot à monde</i> https://institutfrancais.ro/cluj-napoca/fr/mot-a-monde-2025/#/	29-30 octobre, Cluj (Roumanie)
<i>Rendez-vous de l'histoire de Blois</i> https://rdv-histoire.com/actualites/louise-mushikiwabo-presidente-des-28emes-rendez-vous-de-lhistoire	7-11 octobre 2025, Blois (France)
<i>Les Traversées Mauritanides (Mauritanie)</i>	1 ^{er} – 6 décembre 2025
<i>Rencontres de coproduction francophones, événement annuel coorganisé chaque année entre BE, CH, CND, FR et LUX, organisé cette année par le Luxembourg, où l'OIF a invité une délégation africaine</i> https://www.imagesfrancophones.org/actualites/la-delegation-oif-aux-rencontres-de-coproduction-francophones-2025	28-31 octobre 2025, (Luxembourg)
PROGRAMME STRATÉGIQUE 2	
P9 ÉTAT CIVIL	
<i>15^e Conférence de l'AFAPDP et 17^{ème} Assemblée générale de l'AFAPDP</i>	24 au 26 novembre 2025, Maurice
P10 RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE	
<i>XXXIX^{ème} Congrès de la Conférence Internationale des Barreaux</i>	3 - 6 décembre 2025, Lomé (Togo)
<i>VII^{ème} Congrès de l'AFCNDH</i>	16 - 17 décembre 2025, Rabat (Maroc)
P13 SOUTIEN À LA PAIX ET À LA STABILITÉ	
<i>Évènement sur le nexus climat- environnement- sécurité, en marge du Forum de Tana</i>	24 - 26 octobre 2025, Addis Abeba (Éthiopie)
<i>Dialogue des jeunes du Forum d'Assouan sous le thème : « Une décennie de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité : Transformer les politiques en actions pour des solutions africaines. »</i> https://www.francophonie.org/5e-forum-dassouan-dialogue-agenda-jeunesse-paix-et-securite-8235	20 octobre 2025, Assouan (Égypte)
PROGRAMME STRATÉGIQUE 3	
P15 INNOVATIONS ET PLAIDOYERS FRANCOPHONES	
<i>5^{ème} Grande Rencontre des Entrepreneurs francophones (organisé par OFQJ)</i>	23-29 novembre 2025, Dakar (Sénégal)

06

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACP

Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

AFCNDH

Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme

AFD

Agence française de développement

AGR

Activités génératrices de revenus

AIMF

Association internationale des maires francophones

AIMS

Institut africain des sciences mathématiques

AIPPF

Association internationale des procureurs et poursuivants francophones

AOMF

Association des ombudsmans et des médiateurs de la Francophonie

APAI-CRVS

Programme régional pour l'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil

APEFE

Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger

APF

Assemblée parlementaire de la Francophonie

AQOCI

Association québécoise des organismes de coopération internationale

ARPIC

Appui au renforcement des politiques et industries culturelles

AUF

Agence universitaire de la Francophonie

BOAD

Banque ouest-africaine de développement

CADHP

Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples

CCI

Centre de commerce international

CCP

Commission de coopération et de programmation

CDP30

30^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

CEA

Commission économique des Nations unies pour l'Afrique

CEA

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

CEDEAO

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CEEAC

Commission économique des États d'Afrique centrale

CENI

Commission électorale indépendante

CEREEAC

Centre d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique d'Afrique centrale

CIRDI

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

CIRTEF

Conseil international des radios-télévisions d'expression française

CISAC

Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs

CITF

Commission internationale du théâtre francophone

CLAC

Centre de lecture et d'animation culturelle

CLOM

Cours en ligne ouvert et massif

CNDH

Commission nationale consultative des droits de l'Homme

CNJF

Comité national des Jeux de la Francophonie

CNUCED

Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

CNUDCI

Commission des Nations unies pour le droit commercial international

COMIFAC

Commission des forêts d'Afrique centrale

CONFES

Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie

CONFEMEN

Conférence des ministres de l'éducation des États et gouvernements de la Francophonie

CPCCAF

Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones

CPI

Cour pénale internationale

CRDI

Centre de recherches pour le développement international

CREF

Centres régionaux francophones pour l'enseignement du français

DGLFLF

Délégation générale à la langue française et aux langues de France

DNL

Disciplines non linguistiques

EFH

Égalité femmes-hommes

EFTP

Enseignement et formation techniques et professionnels

ELAN

École et langues nationales

ELFE

Espaces du livre francophone

ENA

Écoles nationales d'administration

EPU

Examen périodique universel

FAE

Fonds « La Francophonie avec Elles »

FERAM

Forum d'échanges et de rencontres administratifs mondiaux

FERDI

Fondation pour les études et recherches sur le développement international

FESPACO

Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou

FFA

Forum francophone des affaires

FGI

Forum sur la gouvernance de l'Internet

FIDH

Fédération internationale des droits de l'Homme

FIFA

Fédération internationale de football association

FIJ

Formation et insertion professionnelles des jeunes

FIPF

Fédération internationale des professeurs de français

FISE

Festival international des sports extrêmes

FLE

Français langue étrangère

FMU

Fonds multilatéral unique

FPHN

Forum politique de haut niveau

FPT

Formation professionnelle et technique

FRANCOPOL

Réseau international francophone de formation policière

FrancoPrev

Réseau francophone de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme

GADIF

Groupe des ambassades, délégations et institutions francophones

GAF

Groupe des ambassadeurs francophones

GAFT

Association des professeurs de français au Ghana

GCSP

Centre de politique de sécurité

GIZ

Agence de coopération internationale allemande pour le développement

HCDH

Haut-Commissariat des droits de l'Homme

ICANN

Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet

ICC

Industries culturelles et créatives

IFADEM

Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres

IFE

Initiative francophone d'établissement

IFN

Initiative francophone nationale

IRENA

Agence internationale pour les énergies renouvelables

INDH

Institution nationale des droits de l'Homme

ISOC

Internet society

JEDA

Jeunes enseignants débutants en action

JIPF

Journée internationale des professeurs de français

JOJ

Jeux olympiques de la Jeunesse

KIX

Centre régional pour l'Afrique

Francophone du programme de partage des innovations et des connaissances (KIX) piloté par le CRDI et le Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation.

MASA

Marché des arts du spectacle d'Abidjan

MEAC

Mission économique et commerciale en Afrique centrale

MEF

Mission électorale de la Francophonie

MECA

Mission économique et commerciale en Asie du Sud-Est

MIC

Mission d'information et de contacts

MINUSMA

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali

MRIF

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec

OBG / GRIP

Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix / Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

ODD

Objectifs de développement durable

OEACP

Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

OFE

Observatoire de la Francophonie économique

OHADA

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires

OI

Organisations internationales

OING

Organisation(s) internationale(s) non gouvernementales

OMC

Organisation mondiale du commerce

OMP

Opération de maintien de la paix

OMPI

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

OMS

Organisation mondiale de la Santé

ONG

Organisation(s) non gouvernementale(s)

ONU

Organisation des Nations unies

ONUDI

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

OSC

Organisation de la société civile

PASEC

Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN

PME

Partenariat mondial pour l'éducation

PNUE

Programme des Nations unies pour l'environnement

Portail EFH

Portail pour l'Égalité Femmes-Hommes

PREE

Programme régional d'économie d'énergie

REF

Rencontre des entrepreneurs francophones

RELIEFH

Ressources éducatives libres pour l'égalité femmes-hommes

REPEX

Représentations extérieures de l'OIF

RDIE

Règlement des différends entre investisseurs et États

RIJF

Réseau international de la jeunesse de la Francophonie

RFI

Radio France internationale

RIAFPI

Réseau international des agences francophones de promotion des investissements

RJS

Radio Jeunesse Sahel

SMSI

Sommet mondial sur la société de l'information

STIM

Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques

UA

Union africaine

UE

Union européenne

UEMOA

Union économique et monétaire ouest africaine

UIT

Union internationale des télécommunications

UNESCO

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UNITAR

Institut des Nations unies pour la formation et la recherche

WBI

Wallonie-Bruxelles Internationale

ZLECAf

Zone de libre-échange continentale africaine

DIRECTIONS, INSTITUTS, CENTRES ET REPRÉSENTATIONS DE L'OIF

CIJF

Comité international des Jeux de la Francophonie

CREFA

Centre régional francophone pour l'Afrique

CREFAP

Centre régional francophone pour l'Asie et le Pacifique

CREFECO

Centre régional francophone pour l'Europe centrale et orientale

DAF

Direction de l'Administration et des finances

DAPG

Direction des Affaires politique et de la gouvernance démocratique

DEAF

Direction de l'Enseignement et de l'Apprentissage du Français

DFEN

Direction de la Francophonie économique et numérique

DLC

Direction de la Langue française et de la diversité des cultures francophones

DPE

Direction de la Programmation et de l'évaluation

IFDD

Institut de la Francophonie pour le développement durable

IFEF

Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation

REPAC

Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale

REPAM

Représentation de l'OIF pour les Amériques

REPAN

Représentation de l'OIF pour l'Afrique du Nord

REPAO

Représentation de l'OIF pour l'Afrique de l'Ouest

REPAP

Représentation de l'OIF pour l'Asie et le Pacifique

REPCAL

Représentation de l'OIF pour la Caraïbe

REPECO

Représentation de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale

REPMO

Représentation de l'OIF pour le Moyen orient

REPOI

Représentation de l'OIF pour l'océan Indien

RPGV

Représentation de l'OIF auprès des Nations unies (Genève et Vienne)

RPNY

Représentation de l'OIF auprès des Nations unies (New York)

RPUA

Représentation de l'OIF auprès de l'Union Africaine (Addis-Abeba)

RPUE

Représentation de l'OIF auprès de l'Union européenne (Bruxelles)

SCS

Service de la Conception et du Suivi des projets

UEFH

Unité Égalité femmes-hommes

UJSC

Unité Jeunesse, Sport et Citoyenneté

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 90 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2026, établit à 396 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII^e Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Elle a été reconduite dans ses fonctions lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie, en novembre 2022, à Djerba (Tunisie).

53 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada–Nouveau-Brunswick • Canada–Québec • Centrafrique • Chypre • Comores • Congo • Congo (RD) • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Wallonie-Bruxelles (Fédération)

5 MEMBRES ASSOCIÉS

Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Kosovo • Qatar • Serbie

32 OBSERVATEURS

Angola • Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada–Nouvelle-Écosse • Canada–Ontario • Chili • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • France–Polynésie française • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Sarre (Land de) • Slovaquie • Slovénie • Tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

